



Université de Montréal

Le changement social et l'État moderne en Mongolie

par  
Arthur Floret

Département d'Anthropologie  
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Arts et des Sciences  
en vue de l'obtention du grade de M. Sc.  
en anthropologie  
option ethnologie

décembre, 2009

© Arthur Floret 2009

Université de Montréal  
Faculté des Arts et des Sciences

Ce mémoire intitulé :

Le changement social et l'État moderne en Mongolie

présenté par :

Arthur Floret

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Jorge Pantaleon  
Président-rapporteur

Bernard Bernier  
Directeur de recherche

Guy Lanoue  
Membre du jury

## RÉSUMÉ

Ce mémoire propose une analyse socio-historique d'un cas extrême de changement social par son ampleur et sa rapidité: l'apparition *ex-nihilo*, à partir des années 1990, d'une population de plus de 100 000 mineurs artisanaux en Mongolie. Pour ce faire, il offre, premièrement, des outils théoriques au lecteur pour comprendre la tension entre permanence et mouvement qui anime les sociétés humaines. Deuxièmement, il identifie les tendances récurrentes de l'histoire mongole pour rendre le présent plus intelligible. Troisièmement, il détaille les principales caractéristiques contemporaines de ce nouveau phénomène, ainsi que ses potentialités pour le proche avenir. Mais surtout, à chaque étape, il construit une théorie locale et partielle du changement social, qui montre l'impact croissant de l'État moderne et de son idéologie du progrès et de la rationalité dans la vie de tous les individus, qui laisse les plus marginaux d'entre eux de plus en plus dépourvus d'influence sur leur environnement.

## MOTS CLEFS

Mongolie; changement social; idéologie; État; transition; capitalisme; secteur informel; mines.

## **EXTRACT**

*This paper outlines a socio-historic analysis of an extreme case of social change in Mongolia in the 1990s, which saw the sudden emergence of more than 100 000 artisanal miners. The first chapter discusses the relevant concepts which assist to develop an understanding of the tensions between stability and movement in human societies and how this in turn produces change. The next chapter identifies the recurring trends of Mongolian history and how that contributes to the present situation. The final chapter details the characteristics of this phenomenon and how it might develop in the near future. This paper proposes a new theory that, applied to this specific case, illustrates the impacts of the modern state on each individual and how it diminishes control from the marginalised groups of society.*

## **KEYWORDS**

*Mongolia; Social Change; Ideology; State; Transition; Capitalism; Informal Sector; Mining.*

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iv
MOTS CLEFS.....	iv
EXTRACT.....	v
KEY WORDS.....	v
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	viii
REMARQUES DIVERSES.....	viii
REMERCIEMENTS.....	x
<b>1. INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
1.1. Objectif général .....	1
1.2. Déroulement.....	2
1.3. Sources.....	3
1.4. Avertissement.....	4
<b>2. LE CHANGEMENT SOCIAL: REPÈRES THÉORIQUES.....</b>	<b>5</b>
2.1. Le changement social et la science.....	6
2.1.1. Objectivisme vs subjectivisme.....	6
2.1.2. Objectivité intersubjective.....	7
2.1.3. Sciences naturelles et sciences sociales.....	7
2.1.4. Science et pratique.....	8
2.1.5. Théorie vs modèle.....	9
2.1.6. Engagement vs neutralité.....	10
2.1.7. Anthropologie sociale et holisme.....	11
2.1.8. Multidisciplinarité.....	12
2.1.9. Résumé.....	13
2.2. Le changement social et la société.....	14
2.2.1. Histoire et téléologie.....	14
2.2.2. Structure sociale.....	15
2.2.3. Individus.....	16
2.2.4. Idéologie et hégémonie.....	17
2.2.5. État et pouvoir.....	18
2.2.6. Résistance.....	19
2.2.7. Résumé.....	21
<b>3. LE CHANGEMENT SOCIAL ET L'ÉTAT MODERNE EN MONGOLIE: REPÈRES HISTORIQUES MACROS.....</b>	<b>22</b>
3.1. Le changement social en Mongolie avant l'émergence de l'État moderne.....	23
3.1.1. Nature vs culture.....	23
3.1.2. Technologie et relations internationales.....	24
3.1.3. Religions et féodalisme.....	24
3.1.4. Pouvoir temporel vs pouvoir spirituel.....	25

3.1.5. Colonisation et lamaïsme.....	26
3.1.6. Élités vs peuple.....	27
3.1.7. Résumé.....	28
3.2. Le changement social en Mongolie avec l'émergence de l'État moderne.....	29
3.2.1. Géopolitique.....	29
3.2.2. Évènements extérieurs.....	30
3.2.3. Concurrence.....	32
3.2.4. Agents de l'État.....	33
3.2.5. Résumé.....	34
3.3. Le changement social en Mongolie avec le retrait de l'État moderne.....	35
3.3.1. Contexte international.....	35
3.3.2. Manifestations.....	36
3.3.3. Rapports de forces.....	37
3.3.4. Thérapie de choc.....	39
3.3.5. Résumé.....	40
3.4. Éléments macros pour une théorie locale du changement social en Mongolie.....	41
3.4.1. Fondamentaux: géographie et géopolitique.....	41
3.4.2. Variables: idéologies et identités.....	46
4. LE CHANGEMENT SOCIAL, L'ÉTAT MODERNE, ET LES INDIVIDUS EN MONGOLIE: REPÈRES HISTORIQUES MICROS.....	52
4.1. Les individus dans le changement social en Mongolie avec l'émergence et le retrait de l'État moderne.....	53
4.1.1. Éducation.....	53
4.1.2. Culture, sciences, langues et médias.....	56
4.1.3. Économie.....	60
4.1.4. Démographie, urbanisation et migrations.....	65
4.1.5. Résumé.....	70
4.2. Les individus dans le changement social en Mongolie avec le retrait de l'État moderne: le cas des mineurs artisanaux.....	70
4.2.1. Contexte industriel.....	70
4.2.2. Émergence.....	75
4.2.3. Pluralité.....	78
4.2.4. Ambivalence.....	80
4.2.5. Résumé.....	84
4.3. Éléments micros pour une théorie locale du changement social en Mongolie.....	85
4.3.1. Évolution: destruction et reconstruction.....	85
4.3.2. Dévolution: dépendance et court-terme.....	91
5. CONCLUSION.....	97
5.1. Prémonition.....	97
5.2. Pour une théorie locale et partielle du changement social.....	98
5.3. Proposition.....	100
BIBLIOGRAPHIE.....	101

## LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

COMECON	—	Conseil d'Assistance Économique Mutuelle
MBDA	—	<i>Mongolian Business Development Agency</i>
ONG	—	Organisation Non Gouvernementale
PIB	—	Produit Intérieur Brut
PMN	—	Produit Matériel Net
PNDM	—	Parti National Démocratique Mongol
PNUD	—	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPRM	—	Parti Populaire Révolutionnaire Mongol
PSDM	—	Parti Social-Démocratique Mongol
UDM	—	Union Démocratique Mongole
URSS	—	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USAID	—	<i>United States Agency for International Development</i>

## REMARQUES DIVERSES

N'ayant pas de compétences particulières en matière de traduction et dans la mesure où la quasi totalité de nos sources est en anglais, nous avons adopté le principe de citer textuellement nos références pour conserver leur clarté pour le lecteur. Ce faisant, nous ne présumons aucunement d'une pertinence supérieure de cette langue par rapport au français.

Les noms et les mots mongols employés dans le présent travail s'inspirent des règles de translittération en français.

Tous les prix indiqués en dollars sont en dollars des États-Unis d'Amérique.



À Alain Faure  
CNRS, Grenoble

## REMERCIEMENTS

Je suis reconnaissant à Bernard Bernier d'avoir su m'encadrer avec patience et disponibilité et surtout d'avoir été mon inspiration intellectuelle dans ma découverte de l'anthropologie sociale et culturelle.

J'adresse à la fois mes remerciements et mes excuses les plus sincères à Gilles de Dreuzy et à Poh Lin Lee pour le soutien moral et financier considérable que je leur ai souvent demandé et qu'ils ne m'ont jamais refusé.

Au Québec, merci à Anne Morillot et Patrick Geoghegan, Étienne Girouard, Sabine Veuille, Andrée Dufour, Dominique Caouette, Ardo Dia, S. Dulmaa, et Christina Campisi.

En France, merci à Bruno Floret, Marie-Claire Floret, Patrick Rosell, et Camille Striffling.

En Mongolie, merci à Robin Grayson et à tous ceux, ici anonymes, qui m'ont accordé une entrevue. Merci aussi à Émeline Bettex.

En Australie, merci à Diane et Edward Lee, et au Bénin à Jean-Claude Vaucher et à Gabrielle Brady.

Enfin, je demande pardon à ma mère d'avoir pris cette maîtrise comme prétexte pour ne pas voir le peu de temps qu'il nous restait à passer ensemble.

# 1. INTRODUCTION

## 1.1. Objectif général

État le moins densément peuplé de la planète situé entre le plus étendu (la Russie) et le plus peuplé (la Chine), ayant successivement connu en moins d'un siècle théocratie, socialisme et capitalisme, jadis centre du plus vaste empire de l'histoire de l'humanité et aujourd'hui un des pays les plus dépendants de l'aide internationale, la Mongolie cumule les superlatifs pour le chercheur en sciences sociales.

Elle offre surtout, en ce moment même, l'image d'un véritable laboratoire des contradictions de notre monde contemporain —ville vs campagne, exploitation du sous-sol vs développement « durable », flux transnationaux vs souveraineté nationale—, des contradictions qui mettent en évidence la complexité croissante du rapport entre les individus et leur environnement en général.

Un phénomène en particulier illustre cette complexité: il s'agit de l'apparition à la fin des années 1990 d'une population jusqu'alors totalement inexistante de plus de 100 000 mineurs artisanaux dans les steppes et déserts de Mongolie, hommes, femmes et enfants de tout âge à la recherche d'or, de charbon, de fluorine, et autres, désormais en passe de devenir aussi nombreux que les pasteurs nomades qui font l'image de marque du pays.

Par son caractère extrême, ce phénomène peut nous aider à explorer la nature de nos sociétés, notamment de leur tension intrinsèque entre mouvement et permanence. Mais comment qualifier le changement social? Celui-ci obéit-il à des règles universelles ou locales? D'où vient-il et quand commence-t-il? Quelle place fait-il respectivement aux idées et aux facteurs matériels? Intègre-t-il le hasard? Quelle est la marge de manœuvre des individus? Peut-on prévoir sa direction?

Pour répondre à ces questions, il faut d'abord partir du principe que le présent est tributaire du passé, autrement dit que l'émergence de ce nouveau groupe humain ne représente que la pointe d'un *iceberg*, le produit d'une multitude d'interactions, et non un événement isolé en soi. Il faut, ensuite, sous peine d'invalider la démarche scientifique,

limiter nos conclusions à notre objet d'étude, dont la pertinence de la vocation universelle doit en retour tenir à son potentiel de comparaison au cas par cas, et non à des extrapolations abusives.

Ce mémoire a donc la double ambition de produire une analyse socio-historique sur le long terme assortie d'une théorie locale et partielle du changement social en Mongolie à travers l'exemple actuel des mineurs artisanaux —ambition à laquelle fait écho un double souci: le besoin, d'après nous, en anthropologie, de créer en priorité de la signification et de la clarté à partir du matériel existant, et, en conséquence, à notre échelle, de laisser à une éventuelle thèse de doctorat le soin de rassembler des données de terrain inédites validant la démarche intellectuelle entamée en maîtrise.

## **1.2. Déroulement**

Cet ouvrage obéit au principe du sablier: il part du plus général (théorie / éléments macros) pour aller au plus précis (faits / éléments micros) en procédant par déconstruction, puis reconstitue les éléments abordés en y injectant un ordre et un sens nouveaux.

Le premier chapitre, qui est précédé de la présente introduction, est un survol théorique du paradigme dans lequel nous nous inscrivons résolument. Il est divisé en deux sections terminées chacune par un résumé pour en faciliter sa réappropriation en cours de lecture.

Le second chapitre apporte, quant à lui, une analyse des déterminants structurels du changement social en Mongolie à travers les siècles. Il est lui aussi divisé en deux sections terminées par un résumé, mais est enrichi d'une dernière section contenant une discussion plus approfondie devant nous mener à la théorie exposée en conclusion.

Organisé de la même manière, le troisième chapitre cherche à identifier les impacts du travail historique du changement social au niveau des individus et leurs réactions à travers le cas des mineurs artisanaux.

La conclusion qui le suit, enfin, propose de façon simple et très succincte une synthèse théorique de l'ensemble de notre recherche.

### 1.3. Sources

Parce que nous revendiquons, comme nous venons de le voir, une insistance particulière sur les aspects théoriques de l'analyse du changement social, notre lecteur trouvera en grande majorité dans les pages qui suivent de nombreuses sources de référence du paradigme que nous utilisons en anthropologie sociale et culturelle.

Du fait aussi de notre parcours académique pluridisciplinaire, nous alimentons notre réflexion d'ouvrages et d'articles plus spécifiquement issus de la sociologie, et dans une moindre mesure de l'histoire et de la science politique.

En ce qui concerne la Mongolie, les sources disponibles de qualité étant relativement limitées, nous utilisons en priorité cinq ouvrages majeurs, tous traitant de périodes différentes, et plusieurs documents produits par les organisations internationales du développement et les bailleurs de fonds opérant dans le pays.

Quant aux mineurs artisanaux de Mongolie, peu de recherche ont été menées à date à leur sujet à cause, évidemment, de leur émergence très récente, mais aussi du fait qu'il existe des populations similaires plus anciennes et plus nombreuses ailleurs dans le monde. Un premier travail d'envergure —la « Bible » du domaine en quelque sorte— a cependant été réalisé en 2003 pour le compte du Fonds du Canada pour la Mongolie (*Canada Fund Mongolia*), suivi en 2007 d'un second plus technique par un membre de la même équipe, Robin Grayson. On les retrouvera tous deux ainsi que les autres références principales dans notre analyse de cas en fin d'ouvrage. Une seule référence nous a échappé à cause des conditions dans lesquelles nous avons réalisé ce mémoire: il s'agit de *Dangerous Fortunes: Wealth and Patriarchy in the Mongolian Informal Gold Mining Economy* (2008), une thèse de doctorat de l'Université de Cambridge, dont a été tiré un article la même année dans *Cambridge Anthropology*, mais son absence n'affecte pas la pertinence de nos propos puisque nous nous concentrons sur l'émergence du phénomène « mineurs artisanaux » plus que sur la vie de ces derniers en communauté.

Nous enrichissons par ailleurs notre analyse d'une dizaine d'entrevues menées à Oulan-Bator, d'abord dans le cadre de cette recherche pour celles qui concernent des acteurs individuels (un journaliste, deux chefs et une employée d'entreprise, et un ingénieur

indépendant), ensuite en parallèle avec une courte mission de consultation pour une agence du Système des Nations-Unies pour les autres (trois institutions internationales, une fondation et un ministère). À cause de la nature des renseignements parfois très sensibles recueillis d'un côté, et du croisement entre recherche et emploi de l'autre, nous avons pris la décision d'accorder l'anonymat à tous nos interlocuteurs et parfois même de cacher le nom de leur structure professionnelle, à part l'entrevue avec l'ingénieur —Robin Grayson en l'occurrence—, ce dernier étant le point de passage obligé pour toute personne intéressée par le phénomène qui retient notre attention ici.

Enfin, dans la mesure où ce travail vise à comprendre le rapport entre une dynamique universelle (le changement social) et un phénomène local (les mineurs artisanaux de Mongolie), nous n'avons pas jugé nécessaire de mettre à profit des sources spécialisées en anthropologie des mines, à part deux articles faisant la revue de l'avancement des connaissances dans ce champ.

#### **1.4. Avertissement**

La réalisation de cet ouvrage a été prolongée au-delà des normes universitaires en vigueur suite au décès de notre mère, à la naissance de notre enfant et à une situation financière précaire qui nous a poussé à travailler à temps partiel tout au long de nos études et même à temps plein à certaines périodes, comme au cours de notre second séjour en Mongolie (faisant suite à un premier séjour en 2003-2004), initialement dédié à la recherche de terrain, au cours duquel nous avons été successivement enseignant de français dans trois établissements, co-directeur de l'activité touristique d'une petite compagnie mongole et consultant local pour une organisation internationale.

En conséquence, outre que la qualité du présent mémoire peut s'en ressentir, ce contexte particulier nous a amené à mettre l'accent sur la recherche théorique pour pallier à la difficulté de trouver le temps et les moyens pour rassembler des données factuelles inédites, une orientation qui, heureusement, répond à un intérêt particulier de notre part, comme nous l'avons vu plus haut, et dont nous allons discuter de la pertinence plus en détails dans le chapitre suivant.

## 2. LE CHANGEMENT SOCIAL: REPÈRES THÉORIQUES

Les organisations humaines présentent toutes à la fois un « caractère organisé et relativement stable » et un « caractère partiel et transitoire » (Bernier 1990, 125) qui voient leur forme, ou leur structure, varier qualitativement à travers le temps: c'est le cas extrême, par exemple, du passage des sociétés de chasseurs-cueilleurs aux sociétés complexes contemporaines, mais aussi, dans une moindre mesure, des sociétés à économie dirigée aux sociétés à économie de marché.

L'approche dans laquelle nous nous inscrivons en anthropologie vise à mettre au jour la multiplicité des facteurs à l'origine de ces différents états et du mouvement de l'un à l'autre. S'inspirant des travaux fondateurs de Marx, de Weber, de Bourdieu et de bien d'autres encore, elle privilégie la dialectique comme force de changement social, autrement dit la capacité dynamique qu'a la société de créer en permanence du nouveau à partir de l'ancien, de surmonter ses propres contradictions.

Il s'agit donc « *to analyze social reality as always at the same time individual and collective, material (or physical) and symbolic (or ideal), without one or the other of these aspects always determining the other* » (Bernier 1991, 4). Cette approche part aussi du principe que le changement social n'obéit pas à une logique unique et universelle: le progrès. En conséquence, elle souscrit à une démarche scientifique qui ne prétend pas produire une vérité exclusive, mais qui propose une lecture tendanciellement juste dans des limites précises.

La spécificité de cette lecture, c'est une insistance toute particulière sur le défi que pose l'émergence de l'État<sup>1</sup> et de sa rationalité en tant qu'idéologie globale des sociétés contemporaines. Nous verrons que ces dernières font désormais face à un degré de contrôle physique et symbolique qui limite, à des degrés divers, l'ouverture du champ des possibles dans leur évolution.

Ce premier chapitre a pour but de poser les jalons épistémologiques et ontologiques qui vont guider notre progression par la suite. Certains thèmes importants, comme le rôle du

---

<sup>1</sup> Nous faisons référence à l'État dit moderne, « gage » et « emblème » de la « communauté politique imaginaire » de la nation, fruit du capitalisme européen des XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles (Anderson 2002, 19-21).

hasard dans le changement social, l'importance des facteurs externes et internes, ou la place des identités (nations, classes sociales, etc.), etc., seront donc abordés subséquemment dans notre étude du cas des mineurs artisanaux de Mongolie.

## **2.1. Le changement social et la science**

La science peut, d'après l'approche dans laquelle nous nous inscrivons, prendre en charge l'étude d'un sujet aussi vaste que la société en mouvement à travers le temps, mais seulement dans des limites précises.

### *2.1.1. Objectivisme vs subjectivisme*

La pensée et l'activité scientifiques peuvent être soumises à deux tendances contradictoires, que Bourdieu nomme « dogmatisme logiciste » et « relativisme historiciste » (Bourdieu 2001), la première consistant à projeter dans la réalité ce qui n'est que théorique ou à surinterpréter des actions qui ne sont que pratiques (Bourdieu 1980, 60), la seconde à « universaliser » ses propres catégories d'entendement (Bourdieu 1980, 77), en vertu de divers biais et intérêts qui opèrent à l'insu des agents dans le champ scientifique comme dans tout champ social.

Le chercheur doit donc défendre « *a notion of ethnographic objectivity that is equally critical of objectivism and of relativism* » (Fabian 2001, 24), et, pour éviter ces deux derniers écueils, il doit effectuer un constant retour sur sa propre pratique, sur le mode de la « réflexivité réflexe » (Bourdieu 1993, 1391). C'est une démarche particulièrement impérative dans le cadre des recherches sur les inégalités sociales dans les pays en voie de développement, comme celle que nous proposons, car celles-ci se trouvent aisément « imbibées » par les présupposés culturels et de classe des chercheurs (Gans 1968, 321).



### 2.1.2. Objectivité intersubjective

C'est aux auteurs postmodernes que l'on doit d'avoir ouvert un fécond débat académique sur la nature contextuelle de l'objectivité en sciences avec des prises de position marquée comme la suivante: « *While we accept that we are not in the business of producing "the truth", we have the right to position ourselves within the postmodern flux in order to produce something that feels true to us and effective at a given moment in time* » (Bender 2002, S105. L'auteure souligne). Ce débat a permis l'émergence d'un nouveau concept d'objectivité, qui reconnaît le rôle essentiel de la critique entre pairs dans toute démarche heuristique.

En effet, « une fois le point final apposé », un manuscrit « entame une carrière autonome, indépendante de celle de son auteur » (Barley 2002, 208). C'est du travail circulatoire de critique constructive qu'émerge ensuite un éventuel consensus sur l'apport de ce manuscrit à la connaissance d'un phénomène, s'il en reste quelque chose (Bourdieu 2001). L'objectivité, autrement dit, est le produit de la rencontre entre plusieurs subjectivités; elle n'existe pas *sui generis*. Inclure la réflexivité dans toute démarche heuristique, comme on l'a vu plus haut, renforce ainsi nécessairement l'objectivité.

### 2.1.3. Sciences naturelles et sciences sociales

Kuhn proposait dans les années 1960 que la science progresse par une série de ruptures qui résultent de l'épuisement d'un paradigme et de sa transformation par un intellectuel innovant (Bourdieu 2001). Sa thèse a depuis été reprise pour poser la question de l'accumulation et de la stabilité du savoir en sciences sociales, dont l'objet —l'être humain— différencierait de celui des sciences naturelles à cause de sa « créativité », donc de son côté imprévisible (Steward 1977, 81-2). Plusieurs auteurs pensent ainsi que l'anthropologie n'est pas une « science normale » au sens de Kuhn, dans la mesure où « les sciences sociales se rapportant aux êtres humains existants ne [génèrent] pas ... un savoir cumulatif » (Giddens 1994, 24-5) ni de « *commitment to one indivisible truth* » (Fabian 2001, 13).

Si les arguments avancés par ces derniers mettent en exergue l'aspect relatif de toute connaissance sur le social, notre approche minimise la différence entre sciences de la nature et sciences de l'Homme, dans la foulée de Balandier, qui constate que les unes ont autant à faire que les autres avec un objet « capable de morphogénèses imprévisibles, d'inédit, d'une production continue de lui-même dans laquelle ordre et désordre œuvrent ensemble » (Balandier 1988, 64). Autrement dit, en regard de leur objet d'investigation, les sciences dites « dures » ne diffèrent pas tellement des sciences sociales et, partant, on ne peut refuser aux secondes l'« objectivité » et la « rationalité » qui font l'image de marque des premières.

#### 2.1.4. Science et pratique

Ce dernier point est renforcé lorsque l'on étudie la science comme méthode, ou pratique sociale, grâce à la « sociologie de la connaissance scientifique » (Pickering 1992; Bourdieu 2001). Hacking éclaire ainsi comment le chercheur, dans son laboratoire, travaille sur des phénomènes (re)construits, qui ne se (re)trouvent pas sous la même forme dans la nature. Il dispose pour ce faire de trois ensembles d'instruments: des idées, des matériaux, et des notes, dont une grande partie est, à la base, prise pour acquise, comme par exemple certaines théories ou certains appareils dont il ne connaît pas le fonctionnement en détails. Tous ces instruments sont susceptibles d'être « *mutually adjusted to each other* » en cours de recherche (Hacking 1992, 30). On construit alors un résultat par essais et erreurs, on s'appuie sur le savoir disponible, et on obtient un résultat qui ne concerne que le phénomène isolé artificiellement.

Il y a donc une stabilité de l'acquis des connaissances derrière toute création qui découle du « recyclage » qui est fait des productions antérieures (idées, matériaux et notes), c'est-à-dire de leur réutilisation et au besoin de leur reformulation. Ainsi, « *[Kuhn] omitted only the fact that the old theory and its instruments remain pretty much in place* » (Hacking 1992, 56). Ce que l'on démontre par là, c'est que même dans la production du savoir scientifique, il y a à la fois une grande part d'aléatoire et un usage important de ce qui existe déjà, exactement comme dans toute pratique humaine. En quelque sorte, la science, en tant que « *practical dialectic of resistance and accomodation* » (Pickering et Stephanides 1992,

160) fait écho aux « *dialectics of domination and resistance* » (Comaroff et Comaroff 1991, 21) qui sont, comme on le verra, au coeur du changement social.

### 2.1.5. *Théorie vs modèle*

Le discours scientifique possède, dans les sociétés modernes contemporaines, une autorité sans égale: « *our science may be the highest form of totemism* » (Sahlins 1976, 53). Les scientifiques, en effet, sont des professionnels de la manipulation des signes et du langage permettant « d'imposer la définition légitime des divisions du monde social et, par là, *de faire et de défaire les groupes* » (Bourdieu 1982, 137. L'auteur souligne).

Par ailleurs, du fait de leur « homologie de position » avec les ouvriers, « dominés parmi les dominants, [ils] offrent aux dominés, au prix d'une sorte de détournement du capital culturel accumulé, les moyens de constituer objectivement leur vision du monde » (Bourdieu 1984, 10). Les idéologies qui traversent la société sont donc surtout formulées par des intellectuels (Bernier 1983, 115). Aussi, dans la lignée des points précédents, les scientifiques doivent donc impérativement s'efforcer de limiter la distorsion qui est faite de leurs travaux avant que ceux-ci ne soit diffusés dans le public, puisque:

... la science qui prétend proposer les critères les mieux fondés dans la réalité doit se garder d'oublier qu'elle ne fait qu'enregistrer un *état* de la lutte des classements, c'est-à-dire un état du rapport des forces matérielles ou symboliques entre ceux qui ont partie liée avec l'un ou l'autre mode de classement, et qui, tout comme elle, invoquent souvent l'autorité scientifique pour fonder en réalité et en raison le découpage *arbitraire* qu'ils entendent imposer (Bourdieu 1982, 139. L'auteur souligne).

Boudon propose pour cela que les chercheurs cessent de « surclasser » leurs travaux: « contrairement à une idée répandue, l'activité scientifique n'a pas pour finalité d'expliquer le *réel* ... mais de répondre à des *questions* sur le réel » (Boudon 1984, 201. L'auteur souligne). En fait, plus l'objet d'étude est vaste, moins il faut être exigeant sur l'apport de preuves empiriques. Comme le notent Jean et John Comaroff, il faut accepter comme précondition de ce type de littérature un fort réductionnisme, sinon:

... *some of the most enduring insights of modernist social thought—Marx's typification of the commodity, Weber's elective affinity between Protestantism and the rise of capitalism—would not pass muster, discounted, like our humble efforts, by a demand*

*for demonstration according to the blinding lights of Western science or, more accurately, scientism* (Comaroff et Comaroff 1998, 308).

Ainsi, « il faut donc se rendre à l'évidence: les théories *générales* du changement social n'existent pas et ne peuvent exister » (Boudon 1984, 200. L'auteur souligne). Il reste alors, par ordre croissant de pertinence, 1) des « considérations métaphysiques », 2) des « énoncés de possibilités », des « conjectures » et des « lois conditionnelles », 3) des « théories formelles générales », c'est-à-dire des modèles de « certaines classes de phénomènes » idéalisés dont les variables changent selon le processus étudié, qui n'ont pas d'application empirique immédiate mais qui sont utiles pour orienter la pratique scientifique, et 4) des théories scientifiques locales, partielles, avec « un ensemble fini de données » (Boudon 1984, 201-8), toutes des catégories qu'il faut reprendre à notre compte pour rendre justice à la complexité du social.

#### 2.1.6. *Engagement vs neutralité*

Montrer les limites de la science ne signifie pas disqualifier la science: « si le discours scientifique a, idéalement, une spécificité, elle se trouve précisément dans cet effort constant et inévitablement *partiel* d'appréhension de la réalité dans sa complexité » (Bernier 1983, 111. Nous soulignons). Et bien qu'elle soit pratique, ou même produit de l'Occident, elle reste néanmoins à ce jour le seul outil tendanciellement décontextualisé qui permette de décrire notre environnement (Leavitt 1992, 16-7). Mais, suivant Giddens, nous n'allons pas non plus jusqu'à épouser « la thèse selon laquelle une meilleure connaissance de la vie sociale (même si cette connaissance est aussi empirique que possible) équivaut à un meilleur contrôle de notre destinée » (Giddens 1994, 50), tout simplement parce que cette thèse n'est pas démontrable et qu'elle postule que la rationalité est nécessairement juste et désirable.

Nous souhaitons plutôt orienter notre approche vers une voie médiane pragmatique, vers la recherche de solutions réalistes à des situations discriminatoires précises. En effet, si les « *structures of power and history cannot be touched or talked to* » (Bourgois 1995, 17), elles n'en ont pas moins des conséquences tangibles qui nous interpellent en tant qu'observateur. Nombreux sont les auteurs qui fondent ainsi leur démarche scientifique,

comme Price, pour qui « *some socioeconomic systems may be more just and humane than others, but whatever the prevailing system, individuals must take responsibility for the morality of their actions* » (Price 1989, VI), ou encore Moore, selon qui « *there are better and worse moralities ... pure moral relativism is an untenable position if one cares about human suffering* » (Moore 1978, 446). On pourrait ici multiplier les exemples, de Marx à Bourdieu, de Wallerstein à Lewis, et de Dos Santos à Escobar pour les plus célèbres, en passant par Davis, Winslow, ou encore Wacquant qui dénonce rien de moins que « le premier des principes régulateurs[:] "la guerre de tous contre tous" » (Wacquant 1993, 291).

### 2.1.7. Anthropologie sociale et holisme

Partant de cet impératif moral, nous avons le choix de la méthode. L'ambition première de notre approche est la production d'une lecture globale de phénomènes opaques à cause de leurs ramifications lointaines dans l'espace et dans le temps, qui privilégie l'analyse sur la description, qui éclaire le microsocial par le macrosocial: en effet, « l'anthropologie ne pêche pas par manque de faits mais faute d'une pincée d'intelligence pour en tirer parti » (Barley 2001, 12). On peut ici reprendre la célèbre distinction que fait Lévi-Strauss entre 1) l'ethnographie, enquête de base (monographie), 2) l'ethnologie, qui rapproche des traits comparables d'un cas à l'autre, et 3) l'anthropologie sociale, qui tire des lois à partir des deux niveaux de recherche précédents (Laburthe-Tolra 1998). Quoique dans la pratique ces trois niveaux interfèrent, nous nous situons volontairement dans le dernier. C'est aussi un choix qui trouve, d'après nous, une justification avec la mondialisation:

*Anthropological holism always existed on multiple and interconnected levels, from household, community, and region, to the world system created by colonialism and the shifting connections between nations in the post-colonial world. ... these holisms are complemented but not replaced by the new globalizations of the late twentieth century* (Winslow 1997, 199).

L'anthropologie, entendue en ce sens, est aussi, d'après nous, au niveau de la maîtrise, un exercice plus enrichissant que l'ethnographie, puisqu'il force en premier lieu à porter sur son objet un large spectre d'analyse et à mettre au jour la multiplicité des facteurs qui le façonnent, bref, à proposer des hypothèses, comme nous le faisons dans ce mémoire: « *one must do more than conduct interviews, make surveys, or compose journalistic reports* »

(Clifford 1997, 191). Au niveau du doctorat, éventuellement, un retour sur le terrain permet de valider ou d'infirmier les hypothèses, pour produire une thèse.

Mais surtout, il nous apparaît que, d'une manière générale, le travail micro-sociologique, s'il est absolument essentiel à la production macro-sociologique, a permis une accumulation de faits auxquels il convient désormais de donner un sens, « dans un monde tout entier recensé, analysé » (Baudrillard 1981, 20). Peut-être est-ce même là une tendance qui se développera dans le futur si l'on en croit le présent postmoderne de Baudrillard, puisque, « pour que vive l'ethnologie, il faut que meure son objet, lequel se venge en mourant d'avoir été "découvert" et défie par sa mort la science qui veut le saisir » (Baudrillard 1981, 18).

#### 2.1.8. Multidisciplinarité

Adopter une démarche anthropologique et holistique requiert de transcender les divisions disciplinaires du monde académique: « *There are no natural or intrinsic disciplines. All knowledge is interdisciplinary. Thus, disciplines define themselves interactively and competitively* » (Clifford 1997, 191). Car, à la façon de la célèbre métaphore du diamant comme objet en sciences sociales, dont chaque discipline étudierait un angle, un regard d'ensemble impose d'être ouvert à toutes les perspectives: « *Why do so many conclude that different means contradictory? Do they conclude the same looking at crystals from different angles?* » (Galtung 1997, 217).

Ainsi, si nous nous situons très clairement dans une tradition de recherche héritée de Marx et de Weber qui se veut aussi complète que possible —s'opposant à l'idée que les sociétés sont mues par une logique unique et plaçant un conflit au cœur du changement social centré à la fois sur le matériel, l'idéal, la structure et l'individu (Bernier 1991, 2-5)—, nous mettons toutefois à contribution nombre d'auteurs de disciplines et de paradigmes différents pour enrichir nos propos et limiter nos éventuels biais personnels.

Cette ouverture, en outre, fait écho à la grande « place théorique à l'aléatoire » qui est faite dans notre approche —en dépit de l'unilinéarité des thèses de ses pères fondateurs—, avec l'emphase sur les « effets inattendus » et l'absence « d'issue prédéterminée » dans le jeu social (Bernier 1990, 109). On peut relever, en effet, à l'image de Galtung, que les

individus, tout comme les sociétés, gagneraient à intégrer dans leur vision du monde le plus de perspectives possibles, fussent-elles contradictoires, pour limiter les oppositions et épouser avec plus de flexibilité les changements:

*... the individual and the society of individuals ... would be better served by multiple than by single tools. Imagine that the Marxists in the ex-Soviet Union had been willing to learn more from the other macrohistorians, including Adam Smith, and imagine that the Smithians in the United States (and in Russia today) had been more open to others, including Karl Marx. Then they might not have been so overtaken by another country—Japan—which is much higher in eclectic ability, capable of operating both plan and market, and more, simultaneously. The moral is to pick tools carefully and to beware of the shiny and the modish. This applies to the subjects as well as to the students who turn the subjects into objects of study ... (Galtung 1997, 234-5)*

### 2.1.9. Résumé

Voici les huit principaux points de notre démarche scientifique:

- Pour éviter les excès de l'objectivisme et du relativisme en sciences, le scientifique doit soumettre à l'analyse sa propre pratique: c'est la réflexivité (2.1.1).
- L'objectivité scientifique n'existe pas en soi. Elle est le produit de la critique entre pairs, autrement dit de la rencontre entre plusieurs subjectivités, ou intersubjectivité (2.1.2).
- Les sciences naturelles et les sciences sociales ont affaire à un objet qui n'est pas fondamentalement différent. Partant, elles ont la même valeur heuristique (2.1.3).
- La science est une pratique sociale. Elle s'appuie en permanence sur l'ancien pour créer du nouveau: la stabilité de l'acquis des connaissances est donc primordiale (2.1.4).
- La science possède une autorité hors du commun. Il faut donc éviter de surévaluer son potentiel: plus son objet est vaste, moins elle pourra le circonscrire dans des lois (2.1.5).
- La science n'est pas synonyme de progrès, mais ses limites ne la disqualifient pas pour autant dans son pouvoir d'apporter des solutions à des problèmes spécifiques (2.1.6).
- Pour saisir toute la complexité d'un phénomène, il faut en étudier les ramifications historiques et géographiques. Ce holisme est plus nécessaire que jamais (2.1.7).
- Les disciplines scientifiques se complètent. Adopter une démarche éclectique permet d'élever le degré de compréhension d'un phénomène social (2.1.8).

## 2.2. Le changement social et la société

Notre approche cherche à montrer la part d'aléatoire et la part de structurel dans la (re)production de la société, grâce à la dialectique de résistance et de domination qui caractérise les rapports entre individus et entre collectivités, et entre idéal et matériel.

### 2.2.1. Histoire et téléologie

Un des fondements de la « modernité » issue de la Révolution industrielle en Occident repose sur la croyance commune en « une Histoire dont le devenir est porteur de sens et dans laquelle nous sommes comme un moment entre un passé intelligible et un futur prévisible » (Giddens 1994, 12). C'est sur ce type de « Grands Récits », ainsi que les qualifie Lyotard, que les sciences sociales se sont développées dès le début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Même des auteurs comme Spencer, qui le premier affirme pourtant que « l'évolution et la civilisation résultent d'un processus purement aléatoire de *trial and error*, d'essais et d'erreurs » (Taylor 1988, 170. L'auteure souligne), croient en une direction prédéterminée de l'histoire humaine: le progrès.

Le progrès est, d'après nous, un concept assez lâche, qui stipule que la collectivisation des problèmes sociaux sous l'égide d'une entité coordinatrice et redistributrice unique — l'État — apporte un changement positif à la vie des individus, et qui implique pour ce faire de théoriser la technologie comme « *a sort of moral force* » (Escobar 1995, 36). Mais, d'une part, « *there has never been a single, necessary path for it to take, no hidden hand or divine plan to guide it* » (De Swaan 1988, 12), et, d'autre part, le modèle de développement qu'il sous-tend ne s'avère bénéfique que pour une minorité de la population mondiale, aux dépens de la majorité (Escobar 1995, 53-4; Davis 1977, 167-8; Price 1989, 190-1).

Depuis une trentaine d'années, les sciences sociales — et l'anthropologie en particulier — prennent progressivement conscience de l'aspect idéologique de la téléologie du progrès, et nous souscrivons pleinement à cette démarche. Il nous faut donc désormais intégrer « la place du désordre » dans nos études, pour reprendre l'expression de Boudon, et le fait que les structures sociales que l'on voit, aussi pérennes paraissent-elles, ne sont jamais que 1)



temporaires, et 2) « la construction graduelle d'une solution ... [et non] le fruit d'une nécessité historique » (Bernier 1990, 124). À preuve:

*None of the grand narratives of the orthodox social sciences came anywhere near predicting the sudden transformation of the 20th-century international order, the fall of the Soviet Union, the crisis of the nation-state, the deterritorialization of culture and society, the ascendance of an unevenly regulated global economy (Comaroff et Comaroff 1998, 292).*

### 2.2.2. Structure sociale

Inclure une part d'indétermination dans le social ne signifie pas livrer celui-ci tout entier au jeu du hasard. Il s'agit davantage de lui restituer sa véritable dimension historique en tant que système auto-productif. Si chaque société a cependant ses particularités, toutes présentent, dans notre optique, qui s'inspire ici de Radcliffe-Brown, une double structure, soit:

- 1) une structure « actuelle », autrement dit un ensemble de relations inter-individuelles et de groupes observable et relativement variable à travers le temps,
- 2) une structure « générale », ou « forme structurelle », caractérisée par une plus grande stabilité, et que l'on pourrait décrire comme étant la chaîne d'autorité qui lie ensemble toutes les unités du corps social (Radcliffe-Brown 1962, 190-3).

Cette dernière n'est toutefois pas « le schème unique, présent et agissant dans des contextes locaux et temporels différents » cher aux structuralistes (Lévi-Strauss 1958, 29), mais plutôt une matrice idéologique et une entreprise de contrôle physique des individus.

Plus précisément, notre structure bicéphale est une distinction conceptuelle qui vise à rendre compte du rôle central, comme Weber l'avait remarqué, du « monopole de la violence légitime » et de la rationalité bureaucratique dans l'organisation des sociétés modernes (Gerth 1958, 47-50), quels que soient les aléas historiques et le modèle politico-économique prévalant —conservateur, libéral ou socialiste (Moore 1978, 127-8; Baudrillard 1981, 30 et 48; Wallerstein 1999, 13-23 et 191-209). Autrement dit, c'est un outil qui a vocation à nous aider à analyser le rapport entre un changement social parfois radical et l'omniprésence d'un État dont le but est de contrôler directement ou indirectement le plus d'aspects possibles de la vie des individus (De Swaan 1988, 11).

### 2.2.3. *Individus*

La structure sociale est faite d'individus, et parce que ceux-ci ne sont pas des automates ils modifient en permanence et à des degrés divers ce qu'ils reproduisent. Partant, ils sont à l'origine du facteur d'indétermination que nous avons évoqué plus haut. En effet, cette structure est composée de champs relativement autonomes les uns par rapport aux autres (Swartz, Turner et Tuden 1966, 3):

... le monde social [est] un espace (à plusieurs dimensions) construit sur la base de principes de différenciation ou de distribution constitués par l'ensemble des propriétés agissantes dans l'univers social considéré, c'est-à-dire propre à conférer à leur détenteur de la force, du pouvoir dans cet univers (Bourdieu 1984, 3-4).

Les individus, et les groupes auxquels ils s'identifient ou appartiennent, se trouvent ainsi en compétition pour l'appropriation de ce pouvoir, qui découle de la dotation limitée et inégale de chacun d'entre eux en quatre types de « capital »: économique, culturel, social et symbolique. Et dans la mesure où ces capitaux —tangibles et intangibles— sont convertibles, ils doivent être appréhendés par des interlocuteurs disposant de schèmes de perception adéquats pour en reconnaître la valeur. Les agents entreprennent alors en permanence tout un « travail de représentation » qui vise à transformer l'idéal en matériel et vice-versa, puisque « les représentations [qu'ils] se font des divisions de la réalité ... contribuent aux réalités des divisions » (Bourdieu 1982, 144-5).

Autrement dit, leurs schèmes de perception forment « des principes de production de pratiques différenciés » (Bourdieu 2001, 86) —les « habitus ». Tous les agents sont dotés d'un habitus spécifique, car à la fois produit de leur champ et de leur expérience de vie individuelle. Celui-ci peut donc autant représenter un facteur de conservatisme que de changement dans la société, selon la position de chacun et sa volonté et/ou sa capacité à ajuster la réalité à ses intérêts.

La part d'aléatoire dans le jeu social résulte ainsi des relations antagonistes entre individus et entre groupes dont le résultat n'est jamais définitivement acquis d'avance, même si « toute l'histoire du champ social est présente, à chaque moment, sous une forme matérialisée —dans des institutions, ... et sous une forme incorporée —dans les dispositions des agents ... » (Bourdieu 1984, 11). On le comprend, structure et action sont

dialectiquement liées: on peut produire un « acte frais » et intégralement nouveau « *in continuity with the past, which supplies the means of its initiation* » (Giddens 1979, 70).

#### 2.2.4. Idéologie et hégémonie

Pour saisir le rôle cardinal des idées dans les sociétés humaines, il nous faut distinguer entre « idéologie » et « hégémonie ». La première est une conception du monde spécifique à chaque groupe, plus ou moins intériorisée et plus ou moins cohérente (Comaroff et Comaroff 1991, 24). La seconde, pour sa part, fait référence à une situation dans laquelle l'idéologie du groupe possédant le contrôle des moyens de production des signifiants est assimilée par l'ensemble de la communauté politique comme « *a dominant system of lived meanings and values, relations and practices, which shapes experienced reality* » (Comaroff et Comaroff 1991, 19). La capacité d'imposition des dominants devient alors symbolique, elle ne repose plus nécessairement sur la coercition physique et n'est plus explicitement ressentie par les dominés. Burawoy décrit toute la subtilité de ce processus à l'échelle mondiale:

*If Global Imperialism governed through coercion, the forcible domination of center over periphery, metropolis over colony, empire over satellite, the Global Postmodern is a world governed by hegemony in which consent prevails over coercion. It is dominated by a constellation of ideologies—market freedom and liberal democracy, sovereignty and human rights—that recognizes and works through difference. ... Globalization cannot be reduced to an inexorable force; it is also a process in which we participate; it is a process embedded in imaginations we construct. It opens up opportunities as well as closes them down (Burawoy 2000, 348-9).*

D'après nous, cependant, à une époque où l'État et la « rationalité » ont été érigés en modèles universels d'administration des sociétés humaines, il faut déconstruire plus avant l'idéologie pour bien comprendre la nature de l'hégémonie. En effet, à la façon de la linguistique saussurienne, le message d'une idéologie ne réside pas tant dans la signification de chacun de ses éléments que dans leur combinaison (Cerulo 1995), autrement dit c'est davantage la manière dont sont véhiculées les idées que les idées elles-mêmes qui façonne le social. C'est ce qu'ont très bien remarqué les Comaroff dans leur étude des missions chrétiennes en Afrique du Sud: « *The media of the long conversation were to have more*

*profound effects than was their evangelical message ... For it was those media that bore the essential forms of the colonizing culture* » (Comaroff et Comaroff 1991, 224).

Wallerstein soutient ainsi que « le phénomène des idéologies » est une « innovation » des élites visant à limiter les revendications populaires issues de la Révolution française (Wallerstein 1999, 191): conservatisme, libéralisme et socialisme seraient les trois faces « du libéralisme en tant qu'idéologie globale » (Wallerstein 1999, 13-4), dont le but ultime serait de faire accepter aux individus que seule leur soumission à la gestion rationnelle étatique est garante de leur liberté.

De fait, « c'est toujours la finalité de l'analyse idéologique que de restituer le processus objectif ... C'est pourquoi le pouvoir est au fond tellement d'accord avec les discours idéologiques et les discours sur l'idéologie, c'est que ce sont des discours de *vérité* ... » (Baudrillard 1981, 48. L'auteur souligne). Nous pensons démontrer par là, autrement dit, que l'hégémonie de la rationalité étatique transcende les hégémonies résultant des antagonismes idéologiques ayant marqué l'histoire récente (capitalisme vs socialisme, etc.), et qu'il faut en conséquence aborder ces deux dimensions —les idées et leur « code génétique », si l'on veut— dans notre démarche anthropologique.

### 2.2.5. *État et pouvoir*

Marx remarque déjà en 1845 que l'État représente une « communauté illusoire » visant à travestir les intérêts de classe des privilégiés en intérêt général (Marx 1965, 35-6). D'autres auteurs vont par la suite raffiner ce point de vue dans une optique interactionniste, en insistant sur la compétition au sein des élites et les alliances éventuelles avec certains groupes subalternes pour la construction de solutions collectives à des problèmes autrement insolubles (De Swaan 1988; Moore 1978). Ce n'est toutefois que récemment que certains anthropologues du courant postmoderne vont proposer que l'État est une instance en sursis à cause de la mondialisation, qu'il crée lui-même les conditions de son dépassement (Appadurai 1996 et 2001; Baudrillard 1981), généralisant sans doute leur propre situation de privilégiés:

*Is it an accident that high-flying academics ... should develop concepts of the network society, should imagine a manichean world of placeless power and powerless places,*

*should expound on time-space compression or aesthetic cognitive maps?* (Burawoy 2000, 340; voir aussi Comaroff et Comaroff 1991, 15-7 et Featherstone 1996, 61).

Car enfin, Foucault l'avait bien montré, ce n'est pas parce que l'État semble s'effacer que son autorité est moindre. Parce que le politique, ou le pouvoir, sature toutes les relations interindividuelles (Giddens 1979, 88-95; Gupta et Ferguson 1992, 17; Swartz *et al.* 1966), il n'est guère de domaine qui échappe au « *civilizing process* » dont parlait Elias (De Swaan 1988, 246-52). En outre, les groupes les plus démunis sont précisément ceux qu'il laisse en marge, ou ceux qu'il laisse en marge sont les plus démunis (Lewis 1968, 1969 et 1975; Bourgois 1995; Wacquant 1993; Lomnitz 1977; Villa-Vicencio 2004). Quant à la société civile, elle « n'existe que dans la mesure où il existe des États » (Wallerstein 1999, 20).

L'État n'est toutefois pas une création achevée partout dans le monde: si sa « ... tâche est de favoriser l'accumulation par la bourgeoisie du pays, bourgeoisie qui est en concurrence avec celle des autres pays » (Bernier 1983, 126), il lui faut du temps pour imposer sa domination à ses citoyens. Sa logique est ainsi loin d'avoir été intériorisée dans la majorité des ex-colonies européennes entre autres, d'où un recours plus systématique à la violence physique et symbolique de sa part (Gewerth et Errington 1999; Price 1989; Davis 1977).

Dans ces dernières, il souffre par ailleurs, à l'échelle internationale, d'une position de dominé qui le prive des ressources nécessaires pour élargir son influence, comme le serait un groupe humain à l'intérieur d'un État: « *the world is divided into have's and have-not's, in have and have-not nations* » (Galtung 1971, 107; voir aussi Escobar 1995; Dos Santos 1996; et Wallerstein 1996). Mais au final, quel que soit son degré d'aboutissement, il joue un rôle déterminant, directement ou indirectement, dans la vie de tous les individus, et en ce sens, parce qu'il possède au moins le monopole de la violence légitime, c'est lui qui détermine le degré d'ouverture du jeu social.

### 2.2.6. *Résistance*

L'historiographie privilégie la résistance ouverte des dominés dans l'analyse du changement social —grèves, révoltes, révolutions, migrations— car, par définition, elle est visible. On sait cependant depuis Marx que, d'une part, des petits changements quantitatifs

peuvent amener à un grand changement qualitatif (Galtung 1997, 63), et que, d'autre part, ce sont généralement ceux qui sont porteurs d'un mode de production nouveau qui sont capables de briser les normes et les valeurs de l'idéologie dominante (Marx et Engels 1996, 159-61). En outre, à cause de la présence de l'État, « *open insubordination in almost any context will provoke a more rapid and ferocious response ...* » (Scott 1985, 33). Il en résulte qu'en période de crise « l'action de masse » des classes populaires consiste en général à ne « rien faire » (Moore 1978, 156-7).

Nous avons abordé plus haut le principe d'une double structure sociale, ou d'un double type d'hégémonie, qui voit 1) des agents en lutte permanente pour l'appropriation des ressources symboliques et matérielles, mais 2) des agents liés les uns aux autres par un mode d'organisation sociale centralisé et rationnel, dont la logique a vocation à être intériorisée et reproduite par les individus eux-mêmes, ce que Baudrillard appelle le « processus de rationalisation terroriste du social » (Baudrillard 1981, 64). Parce que cette structure est intouchable et l'hégémonie non ressentie, c'est dans la quotidienneté des démunis qu'il faut rechercher les formes d'agencement aux inégalités: « *Workers experience the factory, the speeding rhythm of the assembly line, the foreman, the spies, the guards, the owner, and the pay check. They do not experience monopoly capitalism* » (Fox Piven et Cloward, dans Scott 1985, 43. Les auteurs soulignent).

Sur la base de ces éléments, Scott remarque que les dominés ne sont pas dépourvus de moyens et d'idées dans leurs interactions avec les dominants. Sous un masque de conformité, ils ont en effet recours en permanence à une forme de « résistance routinière » faite de petits gestes et de petits dires non coordonnés dans le but de tirer le maximum de profit de leur utilité sociale, économique et politique, une stratégie que les dominants eux-mêmes peuvent utiliser face à l'État. Cumulés, « *such kinds of resistance are often the most significant and the most effective over the long run* » (Scott 1985, XVI). La quotidienneté des négociations interindividuelles sur la vision légitime du monde et sur la distribution des ressources matérielles est donc, d'après nous, un lieu critique pour l'émergence du changement social. Un changement qui peut ainsi survenir aussi bien progressivement que soudainement et dont la direction est difficilement prévisible.

D'autres auteurs valorisent aussi les comportements protectionnistes des pauvres, parlant de « *successful evolutionary response* » (Lomnitz 1977, 212), voire de « culture »

(Bourgois 1995; Lewis 1968, 1969 et 1975). Ce dernier concept, ceci dit, fait l'objet de définitions très différentes, puisque certains anthropologues vont jusqu'à évoquer un « échec culturel » là où la rationalité n'existe pas (Douglas 2004, 108). Cela nous montre au moins, toutefois, que quand la rationalité du contrôle étatique n'est pas intériorisée par toutes les catégories de la population, le front des normes et des valeurs est de toute première importance (Gewerth et Errington 1999). Les études sur le changement social doivent donc lui prêter une attention particulière.

### 2.2.7. Résumé

Notre approche insiste sur les six caractéristiques suivantes de la société:

- Le progrès étant une idéologie, l'histoire ne possède pas de direction prédéterminée. Les structures sociales sont des constructions *ad hoc* et temporaires (2.2.1).
- La structure sociale des sociétés contemporaines est formée par 1) le contrôle rationnel étatique, relativement stable, et 2) des modèles politico-économiques changeants (2.2.2).
- Les individus ne sont pas des automates. Ils créent en permanence du nouveau à partir de l'ancien mais n'ont pas le même pouvoir d'ajuster la réalité à leurs intérêts (2.2.3).
- Les idées jouent un rôle déterminant dans la dynamique sociale grâce aux idéologies. L'hégémonie de la rationalité étatique se nourrit des idéologies concurrentes (2.2.4).
- L'existence du monopole de la violence légitime de l'État ainsi que l'intériorisation de sa rationalité par les individus déterminent le degré d'ouverture du jeu social (2.2.5).
- Même les plus démunis des individus dans les situations les plus « normales » ont recours à une forme de résistance qui peut être source de changement social (2.2.6).

### 3. LE CHANGEMENT SOCIAL ET L'ÉTAT MODERNE EN MONGOLIE: REPÈRES HISTORIQUES MACROS

Fort des éléments théoriques qui précèdent et qui encadrent notre analyse, ce second chapitre a pour but

de faire une histoire structurale qui trouve dans chaque état de la structure à la fois le produit des luttes antérieures pour transformer ou conserver la structure, et le principe, à travers les contradictions, les tensions, les rapports de force qui la constituent, des transformations ultérieures (Bourdieu, dans Bernier 1990, 110).

Il s'organise, dans un premier temps, autour de trois périodes qualitativement différentes de l'histoire de la Mongolie caractérisées par l'absence, l'émergence puis le retrait<sup>2</sup> de l'État moderne, dont on identifie de façon synchronique, au cours de chaque transition, les principaux déterminants.

Dans un second temps, nous isolons de façon diachronique un certain nombre de facteurs macro-sociologiques permettant la transition de l'une à l'autre, intégrant à la fois les récurrences dans les luttes entre acteurs qui permettent d'entrevoir leurs permanences et les nouveautés produites par l'aléatoire, à l'échelle nationale et à l'échelle internationale.

Ces facteurs relèvent de deux ordres différents mais interreliés, celui de la contrainte géographique et géopolitique et celui de la variabilité subséquente de l'environnement idéologique et identitaire, et mettent en exergue une situation de dépendance extrême mais originale qui traverse toute l'histoire du pays depuis la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle et dont l'État moderne est un avatar.

Ils forment —c'est notre ambition—, avec le matériel historique dont ils sont tirés, un premier ensemble de données destiné à orienter la production d'une théorie locale et partielle du changement social dans le cas des mineurs artisanaux de Mongolie, d'après les critères de Boudon, que nous compléteront dans un troisième chapitre par des données cette fois centrées sur le travail historique de construction étatique au niveau des individus et sur l'agencement de ces derniers.

2 Le terme « retrait » fait référence au processus actuel de diminution de la capacité institutionnelle d'intervention de l'État par rapport à l'époque socialiste (à cause de la baisse de ses ressources financières et du paradigme néolibéral dominant au sein des élites mongoles), et non à la manière dont les individus intériorisent ou non sa rationalité et sa légitimité.



### 3.1. Le changement social en Mongolie avant l'émergence de l'État moderne

L'histoire contemporaine de la Mongolie reste tributaire de deux changements sociaux fondamentaux avant l'émergence de l'État moderne: la conversion au bouddhisme tibétain et la colonisation chinoise sur les bases d'un empire-monde et d'une culture chamanique.

#### 3.1.1. *Nature vs culture*

Les études sur l'impact de la nature sur l'organisation socio-économique des sociétés ont été durablement affectées par les présupposés évolutionnistes des scientifiques du XVIII<sup>ème</sup> et du XIX<sup>ème</sup> siècles. En anthropologie notamment, le lien entre nature et culture semble demeurer à ce jour très sensible: les « stades » des fondateurs de la discipline comme Spencer, Tylor ou Morgan reposent en effet sur le postulat « qu'il y a un mouvement *global* du simple au complexe, et que l'évolution humaine implique une libération progressive des contraintes ou des bases organiques propres à l'espèce ... » (Taylor 1988, 170. L'auteure souligne).

Étant une des rares régions de la planète à connaître des amplitudes thermiques de près de 100°C, la Mongolie impose cependant au chercheur contemporain de laisser une place de premier ordre au milieu naturel dans toute analyse du changement social: « *people living in a place this arid, elevated and severe had no other choice but to make their living by hunting and free-range livestock breeding* » (Bat-Erdene 2004, 6).

Le mode de vie pastoral nomade —qui reste fondamental dans le pays— y est donc apparu comme une réponse à des contraintes externes, mais une réponse imparfaite seulement, puisqu'il ne protège pas les populations de la famine en cas de désastre climatique.

Par ailleurs, dans la mesure où les unités économiques sont amenées à produire des biens identiques, il manque un marché interne pour la fourniture et l'échange de biens tiers. Dans l'histoire de la Mongolie, « cette question de géographie humaine est devenue une question sociale » (Grousset 1965, 13): périodiquement, et ce pendant treize siècles, les

habitants des steppes vont ainsi être poussés à piller les régions agricoles du Sud pour se procurer les denrées qui leur font défaut.

### 3.1.2. Technologie et relations internationales

Pour pouvoir assurer ces razzias, « le nomade ... a possédé une *avance*, un avantage militaire énormes. Il a été l'archer à cheval » (Grousset 1965, 14. Nous soulignons). Et c'est contre ce cheval que les sédentaires érigent la Grande Muraille de Chine, puisque « *a tall wall, which a human might somehow pass over, is insurmountable for a horse. But a nomad cannot move without a horse* » (Bat-Erdene 2004, 8).

La mobilité, qui est une innovation technologique<sup>3</sup> à part entière pour lors, permet ainsi aux peuples des steppes de s'imposer dès la dynastie des Han (II<sup>ème</sup> siècle avant Jésus-Christ) comme des interlocuteurs politiques incontournables, un processus qui connaît son apogée avec l'érection de l'empire mongol au XIII<sup>ème</sup> siècle, le plus vaste de l'histoire de l'humanité, et dont les aléas politiques, nous dit Wallerstein, aurait été déterminants dans l'émergence du capitalisme en Occident (Wallerstein 1990, 40 et 46).

Les conflits militaires entre les nomades et les sédentaires en Asie prennent abruptement fin au tournant du XVIII<sup>ème</sup> siècle, lorsque les Chinois opposent aux Mongols occidentaux une nouvelle innovation technologique: l'artillerie, cadeau des Jésuites à l'empereur Kangxi (Grousset 1965, 609). Et c'est à ce moment précis que les Mongols rentrent, en quelque sorte, dans une temporalité différente pour la première fois: « le XIII<sup>ème</sup> siècle se heurtait au XVIII<sup>ème</sup>. La partie n'était pas égale. Le dernier empire mongol s'effondra en pleine ascension parce qu'il était un anachronisme historique » (Grousset 1965, 621).

### 3.1.3. Religions et féodalisme

Dans l'ordre féodal, à la tête de chaque « tribu », une classe d'aristocrates ayant pour fonction de « trouver des territoires de pâturage et [de] s'assurer le nombre de clients et

---

<sup>3</sup> Les nomades auraient, par exemple, inventé les pantalons, les étriers et les traîneaux pour l'équitation (Bat-Erdene 2004, 8).

d'esclaves indispensable pour prendre soin de leurs troupeaux et de leurs tentes » commande aux guerriers, aux communs, puis enfin aux esclaves (Vladimirtsov, dans Grousset 1965, 249). Pour pouvoir légitimer son pouvoir, cette classe a recours à des prêtres et des sorciers fournissant médiation avec le monde des défunts, central dans la croyance chamanique dominante parmi les pasteurs, qu'ils soient de culture türk ou mongole.

Dans la mesure, toutefois, où c'est une fonction qui peut être remplie d'autant mieux que les officiers religieux sont nombreux et possèdent des compétences variées, et que les empires des steppes mettent en contact ces aristocrates avec les croyances répandues dans le reste de l'Asie, on observe très tôt dans les cercles dirigeants une tendance au syncrétisme religieux: c'est ainsi, par exemple, que les Ouïghours, qui occupent la Mongolie centrale aux VIII<sup>ème</sup> et IX<sup>ème</sup> siècles, font du manichéisme perse leur religion d'État (Grousset 1965, 173) et que Genghis Khan et ses descendants vont jusqu'à prendre la précaution de s'entourer des représentants de toutes les confessions de leur empire (Bat-Erdene 2004, 31-6; Grousset 1965, 347-9).

Cependant, en dépit de ces recours politiques aux différents outils idéologiques à disposition des élites d'alors, « ... le public mongol, dans sa masse, n'avait encore été touché par aucune des grandes religions, pas même le lamaïsme aux XIII<sup>ème</sup> et XIV<sup>ème</sup> siècles » (Tucci et Heissig 1973, 353).

#### *3.1.4. Pouvoir temporel vs pouvoir spirituel*

C'est à la faveur de tentatives de restauration impériale au XVI<sup>ème</sup> siècle que des princes mongols de l'actuelle région de Khökh Khot, la plus proche géographiquement de Pékin, cherchent à s'allier avec une branche du bouddhisme en difficulté au Tibet: l'Église dite des « bonnets jaunes »<sup>4</sup>. L'alliance de ces pouvoirs temporel et spirituel marginalisés est scellée symboliquement en 1577 lors d'un concile au cours duquel le souverain mongol Altan décerne au chef de cette secte le titre de Dalaï Lama<sup>5</sup>: « Altan Khan se rappela être la

---

4 En référence au bonnet que portait Tsongkhapa, son fondateur, lors d'un ermitage dans une grotte au Tibet (Bat-Erdene 2004, 68).

5 « Dalaï » signifie « océan » en mongol.

réincarnation de Khoubilaï, tandis que bSod-nams rgya-mts'o était celle de Phags-pa »<sup>6</sup> (Grousset 1965, 593).

En conséquence, dans les décennies suivantes, ces tribus méridionales font l'objet d'une politique de conversion progressive sous la pression de leurs élites et du Dalaï Lama lui-même (Tucci et Heissig 1973, 390).

Or, les fondements du chamanisme se trouvent être en opposition avec ceux du lamaïsme: les femmes sont centrales dans le premier mais non dans le second; l'un est tourné vers le passé et le présent et l'autre vers l'avenir; la religion locale doit répondre à la puissance néfaste de la nature dans la vie quotidienne quand la religion importée est d'abord un exercice d'abstraction conceptuelle basé sur des écrits sacrés (Tucci et Heissig 1973, 351-64).

Aussi, si le lamaïsme parvient à être partiellement pénétré par le chamanisme persécuté —qui adopte en retour par exemple certaines divinités du panthéon et la phraséologie des prières bouddhistes—, celui-ci introduit une brèche dans l'ordre cosmogonique familier des pasteurs nomades.

En outre, « spirituellement dépendant du Tibet » (Tucci et Heissig 1973, 343), il bouleverse la structure socio-économique traditionnelle en amenant deux révolutions de l'extérieur, celle de l'alphabétisation d'une partie de la population, d'abord en tibétain, et ensuite en mongol, puis, dans un second temps, celle de la redéfinition de la structure socio-économique autour du monastère, nouvelle unité de base.

Le pouvoir spirituel prend le pas sur le pouvoir temporel; la fluidité de l'organisation féodale des nomades se trouve en quelque sorte entravée: ainsi, « la Chine des Mandchous n'aura aucune peine à domestiquer ces guerriers confits en dévotion » (Grousset 1965, 620).

### *3.1.5. Colonisation et lamaïsme*

C'est essentiellement par le biais du lamaïsme dans lequel sont très versés les premiers empereurs mandchous (qui prennent le pouvoir en Chine en 1644 sous le nom de Qing), que ceux-ci parviennent à vassaliser la Mongolie-Extérieure petit à petit dès avant leur

---

<sup>6</sup> En référence à l'apogée de l'empire mongol sous le règne de Khoubilaï (1260-1294).

avènement, et à y maintenir par la suite leur suzeraineté pendant plus de deux siècles. Chaque conquête militaire donne par exemple lieu à la construction de monastères financés par Pékin, qui devient d'ailleurs le centre le plus important du bouddhisme tibétain dans la région (Tucci et Heissig 1973, 382-5).

Outre leur vocation religieuse, ces monastères sont promus au rang de centres économiques locaux, généralement en hébergeant le représentant d'une compagnie chinoise ou un agent commercial chargé de collecter des matières premières en échange de thé, de tabac, de tissus, etc.: « *Thus the spiritual and material needs once met through wars were met through monasteries* » (Bat-Erdene 2004, 96).

Le régime fiscal privilégié dont ces derniers bénéficient et la politique de ségrégation voulue par Pékin et les élites mongoles entre les autochtones et les Chinois —sur le territoire de l'actuelle République de Mongolie, elle vise à limiter l'installation des colons du Sud, voire même les contacts avec les commerçants, malgré des remises en cause périodiques (Bat-Erdene 2004, 96-7)—, viennent aussi renforcer cette position de monopole, et font des monastères les interfaces presque uniques entre la population et l'étranger.

Mais deux dispositions se révèlent particulièrement attrayantes auprès des hommes: l'exemption de service militaire faite aux lamas et l'exemption de taxes et de corvées offertes aux *shav'*, les serviteurs des réincarnations.

On comprend dès lors le formidable pouvoir d'accumulation de capital et de rétention de force productive que l'Église a jusqu'à la chute de la dynastie des Qing en 1911: on compte alors près de 100 000 moines répartis dans 800 monastères pour une population totale de 600 000 à 700 000 habitants (Bat-Erdene 2004, 99).

### 3.1.6. *Élites vs peuple*

Malgré l'ouverture géographique exceptionnelle des steppes mongoles, la Chine exerce une force d'attraction sans égale sur l'aristocratie nomade tout au long de l'histoire. C'est installés à Pékin que les descendants de Genghis Khan perdent ainsi le contrôle de leur

empire: séparés du mode de vie pastoral, « ... ils ne pourront jamais se faire à l'idée chinoise de l'État en tant qu'entité abstraite » (Grousset 1965, 391).

Et c'est vers Pékin qu'en 1691 les princes khalkhas<sup>7</sup> se tournent, emboîtant de cinquante ans le pas aux princes de Mongolie-Intérieure, lorsqu'ils reconnaissent formellement la suzeraineté de l'empereur Kangxi pour se protéger de Galdan, un prince de l'Ouest qui entreprend de réunir par la force les tribus mongoles, ouvrant la porte à plus de deux siècles de domination chinoise.

L'impact des relations interpersonnelles et des trajectoires individuelles est d'autant plus marqué dans l'histoire de la Mongolie après la Conquête que les élites féodale et religieuse finissent par s'interpénétrer et trouver un intérêt commun dans le nouveau système politique.

Peut-être est-ce déjà en germe dans l'incorporation de la figure de Genghis Khan dans le panthéon bouddhiste local lors de la conversion du peuple ou avec la naissance du quatrième Dalaï Lama en 1588 sous la forme du fils d'un prince mongol?

Toujours est-il que les réincarnations se succèdent dans certaines familles aristocratiques à un rythme tel que Pékin adopte, en 1793, un décret visant à les limiter, peu après avoir d'ailleurs carrément interdit celles de Taranatha dans la peau d'un Mongol, considéré comme la plus haute figure spirituelle en Mongolie (Bat-Erdene 2004, 95).

En outre, depuis la reconnaissance de leur vassalité, les princes reçoivent « une pension sur la cassette impériale » et se trouvent unis à l'empereur de Chine « par un lien de fidélité personnelle » (Grousset 1965, 609).

### *3.1.7. Résumé*

L'histoire de la Mongolie pré-étatique révèle les tendances suivantes:

- Le milieu naturel est déterminant dans les relations entre nomades et sédentaires (3.1.1).
- Les empires des steppes sont basés sur une adaptation technologique au milieu (3.1.2).
- L'environnement idéologique des nomades est caractérisé par une grande fluidité (3.1.3).

---

<sup>7</sup> Les Khalkhas forment le groupe ethnique majoritaire dans l'actuelle République de Mongolie.

- L'introduction politique de la religion tibétaine bouleverse toute la société (3.1.4).
- L'Église fournit une structure sociale idoine pour la colonisation chinoise (3.1.5).
- Les anciennes et les nouvelles élites se retrouvent dans le régime colonial (3.1.6).

### **3.2. Le changement social en Mongolie avec l'émergence de l'État moderne**

L'État moderne, en Mongolie, apparaît comme une solution imposée de façon aléatoire et graduelle par l'URSS pour faire face à ses objectifs géopolitiques, dont la construction devient un enjeu de pouvoir pour l'élite mongole divisée, notamment sur le rôle de l'Église.

#### *3.2.1. Géopolitique*

À la veille de la Première guerre mondiale, la Mongolie-Extérieure est une colonie périphérique en déclin d'un empire en décomposition dans un environnement régional de plus en plus instable. « *The twentieth century history of Mongolia must be considered in the context of the nineteenth century history of China, Russia and Japan* » (Bat-Erdene 2004, 107): la dynastie mandchoue, en effet, essuie consécutivement depuis plusieurs décennies de nombreux revers politiques face aux Occidentaux et aux Japonais, dont les conséquences internes sont désastreuses pour sa légitimité<sup>8</sup>.

Les divisions à la tête de l'État, qui découlent entre autres de l'attitude à adopter face à l'introduction d'un programme de modernisation volontariste, alimentent les mouvances républicaines. C'est donc de façon relativement pacifique que Pu Yi, le dernier empereur, encore enfant, est déposé en 1912 (Bat-Erdene 2004, 126-8).

Au nord, les Mongols se découvrent un voisin de plus en plus présent, la Russie tsariste, dont les ambitions impériales ne tardent pas à se préciser. Moscou révèle ainsi son intérêt pour l'Asie centrale et le Tibet, forçant même les Britanniques à envahir Lhassa en 1904. La Chine étant cependant le premier partenaire commercial de la Russie, l'annexion de la

<sup>8</sup> Guerres de l'opium, Traités dits inégaux, invasion franco-anglaise, guerre contre le Japon, perte de la Mandchourie, etc. donnent lieu à des révoltes internes à caractère nationaliste (Taiping et Boxer), à l'explosion de la dette publique et à la division du territoire chinois en « sphères d'influence » étrangères.

Mongolie n'apparaît pas comme une option viable (Bat-Erdene 2004, 115). Ce n'est seulement qu'au lendemain de l'humiliante défaite russe face au Japon en 1905 que cette dernière va acquérir une position géopolitique d'importance pour le Kremlin.

Le Japon, au tournant du XX<sup>ème</sup> siècle, se distingue en effet par une politique particulièrement agressive à l'égard de ses voisins: il annexe Taïwan en 1894, puis prend possession de la Corée et remplace la Russie dans son « pré carré » de Mandchourie. Désireux de contenir la menace, Moscou signe ainsi aisément avec Tokyo un accord de partage de l'Asie du nord-est en juillet 1907, qui fait de la Mongolie une sorte de zone tampon: « *In fact, this map sealed the fate of Mongolia in the twentieth century* » (Bat-Erdene 2004, 124).

### 3.2.2. Évènements extérieurs

Le 29 décembre 1911, à 48 heures de la proclamation de la république en Chine par Sun Yatsen, le 8<sup>ème</sup> Bogd Jebtsundamba Khutugtu, chef de l'Église bouddhiste et souverain de la Mongolie-Extérieure, déclare l'indépendance de son pays et l'érection d'un gouvernement théocratique —la garnison chinoise à Khuree (Oulan-Bator) ne compte alors qu'entre 130 et 250 soldats (Bat-Erdene 2004, 137; Rupen 1979, 8). Cette déclaration marque l'aboutissement d'un processus de dégradation des relations entre les élites mongole et chinoise long de plusieurs années: à partir de 1906 notamment, Pékin entreprend en effet de « moderniser » la Mongolie en ouvrant la porte à une colonisation massive et en touchant directement aux privilèges des nobles; l'endettement des ménages et l'endettement public explosent en parallèle; et un nouveau gouverneur chinois est installé, qui suscite par son comportement l'indignation des dirigeants locaux (Bat-Erdene 2004, 130-3).

Ces derniers, faute de marge de manœuvre, se tournent vers la Russie en juillet 1911 en envoyant une petite délégation à Moscou porteuse d'une lettre officielle stipulant que les Chinois maltraitent l'Église et limitent les pouvoirs des officiels mongols (Rupen 1979, 6), à laquelle le Kremlin répond avec circonspection. C'est donc la tournure précipitée des évènements au Sud qui offre l'opportunité aux Mongols de saisir leur chance sans risque.



Il reste à ce moment-là, cependant, des forces chinoises d'importance dans l'ouest du pays, à Khovd. En août 1912, un lama d'origine kalmouke<sup>9</sup>, perçu comme étant la réincarnation du dernier chef des Mongols occidentaux, libère la ville après avoir fait le siège de la garnison: « *Mongolia had been under the Qing rule for 220 years, but with the liberation of Hovd [Khovd], was fully free from alien yoke. The liberation of Hovd was a much more significant event than the declaration of independence in Hüree [Khuree]* » (Bat-Erdene 2004, 141; Rupen 1979, 8-11). Mais il ouvre par le fait même l'espace aux Russes qui placent la Mongolie-Extérieure sous un protectorat déguisé: « l'Autonomie ».

Toutefois la Première guerre mondiale puis la Révolution bolchevique forcent bientôt ces derniers à laisser la place aux Chinois qui reviennent désormais mener une politique ouvertement assimilationniste. En novembre 1919, le Bogd est ainsi forcé de signer lui-même un décret annulant l'autonomie —et a fortiori l'indépendance: « *The Mongols immediately began to unite into small groups ... devising numerous plans to deal with the rogue from Beijing. Naturally, the Mongols had to seek foreign assistance* » (Bat-Erdene 2004, 194).

L'aide va effectivement arriver mais sous la forme inattendue d'un baron balte et de sa garde prétorienne de 800 hommes (Bat-Erdene 2004, 208), à un moment où la Sibérie est à feu et à sang entre « Russes rouges » et « Russes blancs » et où un nouveau régime s'est installé à Pékin. Il chasse les troupes chinoises de Khuree le 4 février 1921 et ressuscite le gouvernement autonome, puis procède par la suite au massacre des Juifs et des Bolcheviques de la capitale. Moscou décide alors d'intervenir et de prendre de vitesse les Chinois qui organisent une contre-attaque: « *By defeating and expelling the Chinese in 1921, von Ungern-Sternberg aided the Russians just as Ja Lama had at Kobdo [Khovd] in 1912. ... The underlying similarity between the situations ... was the state of weakness and near-anarchy that existed in China in each case* » (Rupen 1979, 24).

L'Armée rouge parvient à Khuree le 5 juillet 1921, et le 11 un gouvernement « populaire » prend les rênes du pouvoir. Nous sommes dix jours seulement après la création du Parti communiste chinois, et Lénine a bien compris la nouvelle importance stratégique de la Mongolie en Asie: il amende ainsi la théorie marxiste du passage au

---

<sup>9</sup> Les Kalmoukes forment une branche du peuple mongol établie dans la région de l'embouchure de la Volga, en Russie.

socialisme en précisant sous quelles conditions il est possible de sauter le stade capitaliste pour les pays dits féodaux (Bat-Erdene 2004, 196).

### 3.2.3. Concurrence

Entre la « Révolution » de 1911 et la « Révolution » de 1921 —comme les consacre l'historiographie officielle—, un timide début de modernisation s'amorce sous l'influence grandissante des Russes: premier gouvernement de type « occidental » (Bat-Erdene 2004, 170), première presse, premières écoles publiques, première centrale électrique, première monnaie nationale, etc., mais surtout, premier parti politique: le Parti du peuple mongol, fondé en juin 1920, qui devient en mars 1921 le Parti populaire révolutionnaire mongol (PPRM).

Le mouvement s'avère cependant limité à cause du rôle social et économique que tient l'Église: « *Very little social change took place, since the government was theocratic and unlikely to attack the church* » (Rupen 1979, 22).

L'indépendance étant acquise sur le papier en 1921<sup>10</sup>, le PPRM, encore largement composé d'aristocrates, se rallie autour du Bogd. Moscou mène donc dans un premier temps une politique pragmatique qui vise à se concilier le clergé et les nobles, en mettant sur pied une monarchie constitutionnelle. Puis dans les années suivantes de nombreux décrets limitent petit à petit les privilèges de ces derniers, jusqu'à l'adoption d'une Constitution républicaine en 1924, après la mort du souverain (Bat-Erdene 2004, 239-40 et 268-71).

Mais il faut attendre le massacre des communistes chinois par Chiang Kaishek en 1927 et la prise de pouvoir définitive de Staline à la tête de l'URSS pour que celle-ci fasse de la construction d'un État solide sur lequel compter en Mongolie une de ses priorités en Asie: d'après Staline lui-même, en effet, « *if a military power were to attack through Mongolia and cut the Trans-Siberian Railway, the USSR would be finished* » (Staline, dans Rupen 1979, 45).

À partir de 1928 la Mongolie se lance ainsi dans un ambitieux programme, comme le dit le représentant de l'Internationale communiste (aussi appelée *Comintern*): « *Within ten*

---

10 Sur le papier seulement, car elle ne sera reconnue officiellement par la Chine qu'en 1945.

*years we must have built up socialism in Mongolia. ... As the external situation of Mongolia is unstable it is necessary to kill, arrest and imprison feudal lamas and noblemen* » (Chernomordyuk, dans Bat-Erdene 2004, 304).

L'élimination de l'Église va dès lors procéder en deux temps: une première campagne de confiscation et de collectivisation des ressources, de 1928 à 1932, qui se solde par un désastre économique et un état insurrectionnel dans tout le pays, puis une seconde, de 1937 à 1939, au cours de laquelle près de 30 000 personnes sont condamnées à mort publiquement, dont une majorité de lamas, et 80% des temples et monastères réduits en cendres (Bat-Erdene 2004, 359-65).

C'est par ailleurs au cours de cette même période, entre la Révolution de 1921 et la Seconde guerre mondiale —cette « *presocialist limbo* » (Rupen 1979, 67)—, que les Chinois, qui dominent toujours le commerce au début des années 1930, sont chassés du pays et remplacés par les Soviétiques, et que la menace japonaise, qui sert constamment de prétexte pour éliminer les opposants politiques, prend fin avec l'incident de Khalkhyn Gol (de mai à septembre 1939), « *the biggest test of the Soviet Army prior to the beginning of World War II* » (Bat-Erdene 2004, 390).

Mais si le nouvel État mongol assure désormais un rideau protecteur à son patron soviétique, il repose sur une économie pastorale largement inchangée. Il faudra attendre les années 1960 pour que les Russes, pressés par la compétition de la nouvelle Chine communiste, investissent dans l'industrialisation du pays et favorisent l'émergence d'un véritable prolétariat —quelques quatre décennies après la Révolution dont ce dernier était officiellement le fer de lance.

#### 3.2.4. *Agents de l'État*

L'émergence de l'État moderne en Mongolie ne se fait pas sans peine pour les Mongols, dont les expériences, les perceptions et les intérêts individuels contradictoires s'articulent chacun à leur façon aux logiques politiques plus abstraites imposées de l'extérieur.

En 1921 et en 1932 notamment, le peuple, c'est-à-dire essentiellement des nomades et des lamas, oppose de nombreuses actions physiques de résistance aux Chinois puis aux

communistes. La première « déviation de gauche », par exemple, qui vise à imposer un type nouveau de rapport social avec la collectivisation, fait en effet violence en tous points à la quotidienneté des individus:

*The steppe nomads who were used to living independently with their own animals were taken to live in small groups and they were forced to take part in very strange habits of living, such as getting up at the same time as others in the morning, doing morning exercise, even eating with others in one place, standing in ranks and going to bed at the same time (Bat-Erdene 2004, 295).*

Au sein de l'élite même, il n'existe à aucun moment un consensus sur le type d'État à créer, la place à laisser à la religion, le modèle économique à adopter, ni même d'ailleurs sur les définitions du groupe national. Nombre d'options antagonistes l'emportent tour à tour en fonction des objectifs du moment poursuivis par l'URSS.

Les canaux de communication et d'influence de cette dernière deviennent année après année toujours plus nombreux: gouvernement, PPRM, *Comintern*, Jeunesses communistes, police secrète, ministères, provinces, institutions scientifiques, entreprises à capitaux partagés, etc.: « *The result is a complex relationship in which Soviet influence is expressed through ideology, institutional models, and personnels—through substance, form and people* » (Rupen 1979, 112).

Une chose est sûre, les personnages politiques ayant joué les rôles les plus importants et eu les plus longues carrières étaient tous soit des Soviétiques, soit des Bouriates, soit des Mongols diplômés en Russie et parfaitement bilingues, comme les deux principaux dirigeants de la période socialiste: Tchoïbalsan (1939-1952) et Tsendenbal (1952-1984).

### 3.2.5. Résumé

Voici les points majeurs de l'émergence de l'État moderne en Mongolie:

- Sa position géopolitique influe largement sur toute son histoire au XX<sup>ème</sup> siècle (3.2.1).
- Son indépendance survient essentiellement suite à des événements extérieurs (3.2.2).
- L'État doit éliminer tous ses concurrents pour assurer son développement (3.2.3).
- C'est la minorité de l'élite la plus proche de Moscou qui impose l'État moderne (3.2.4).

### 3.3. Le changement social en Mongolie avec le retrait de l'État moderne

Avec l'effondrement du Bloc soviétique, l'État mongol organise lui-même son retrait de tous les secteurs d'activité économique et sociale. Ce mouvement, initialement présenté comme une solution temporaire, semble désormais s'inscrire dans la durée.

#### 3.3.1. Contexte international

Dans les années 1980, la Mongolie, « dont 90% des besoins sont couverts par les importations ... et qui réalise 95% de ses échanges avec les pays du COMECON<sup>11</sup>, dont 84% avec la seule URSS » (Even et Clairet 2008, 106), subit de plein fouet la crise économique que traverse le Bloc communiste. Tsendenbal, le Brejnev mongol (Rupen 1979, 73), en paye ainsi le prix fort en 1984: il est remplacé par Batmönkh, un universitaire qui, à partir de 1986-1987, va faire écho du programme d'ouverture économique (*perestroïka*) et de transparence bureaucratique (*glasnost*) prôné par Gorbatchev à Moscou.

À défaut de la première, le régime amorce une légère inflexion politique: entre autres, une commission est mise en place par l'organe central (*Politburo*) du PPRM pour faire la lumière sur les purges des années 1930, des poursuites judiciaires sont engagées contre Tsendenbal pour « culte de la personnalité », et la presse gagne le droit de publier des critiques de citoyens sur l'inefficacité administrative (Rossabi 2005, 8-9).

Dans le même temps, l'URSS éprouve des difficultés grandissantes à soutenir l'effort financier résultant de plusieurs décennies de course à l'armement. La Chine, qui depuis 1978 s'est engagée dans la voie du développement capitaliste, ne représente plus une concurrence directe. À partir de 1987, les deux pays règlent donc leurs différends frontaliers et Moscou entame la réduction de son contingent de 100 000 soldats en poste en Mongolie depuis les années 1960.

En conséquence, la fonction d'État tampon de cette dernière perd de son importance: Oulan-Bator peut alors reconnaître l'attitude pacifique de Pékin à son égard et signer une

<sup>11</sup> Le COMECON, ou CAEM de son acronyme français (Conseil d'Assistance Économique Mutuelle), est une organisation d'entraide économique créée par Staline en 1949 pour les pays socialistes qui suivent la ligne politique de Moscou (la Chine n'en sera donc pas membre). La Mongolie l'intègre en 1962.

multitude de traités bilatéraux. Mais si les Chinois « *appear to have decided that seeking economic influence and potentially economic domination are better strategies than seeking to govern still another restive so-called national minorities area ...* », les dirigeants mongols ne semblent pas encore s'inquiéter d'un retour en force de leur voisin du Sud chez eux (Rossabi 2005, 230-1).

Et suivant toujours l'initiative de Gorbatchev, Batmönkh établit des relations diplomatiques avec les États-Unis d'Amérique en 1987, qui donnent naissance dans la foulée à une coopération culturelle et scientifique. Les médias occidentaux deviennent par ailleurs progressivement disponibles dans le pays, offrant aux Mongols un accès élargi aux idées dominantes en Occident (Rossabi 2005, 10).

### 3.3.2. Manifestations

Le 10 décembre 1989, à l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme, 200 personnes —« *mostly young, well-dressed, polite, and in no way obstreperous* » (Rossabi 2005, 2)— se rassemblent sous les fenêtres du Parlement à Oulan-Bator, place Sühbaatar, appelant les autorités du pays à mettre en place la *glasnost* et la *perestroïka*. Surprise: dès le lendemain, le PPRM en accepte le principe.

Le 17 décembre, les manifestants, cette fois au nombre de 2 000 (Rossabi 2005, 11), portent au gouvernement une pétition —la première du genre—, dans laquelle ils demandent l'organisation d'élections libres l'année suivante et une plus grande ouverture économique, ainsi que la reconnaissance officielle des crimes commis sous le régime de Tchoïbalsan. Le gouvernement se dit alors prêt à entamer les réformes mais seulement dans un programme pluriannuel. Les manifestants continuent donc à se retrouver dans les jours qui suivent place Sühbaatar, et le 28 décembre ils se voient accorder le droit d'exposer leurs idées à la radio.

Rassemblés dans l'Union démocratique mongole (UDM), ils cherchent désormais à mobiliser en dehors de la capitale et à se rapprocher des organisations de travailleurs, de la jeunesse et de journalistes. Le 14 janvier 1990, mais surtout le 21 pour l'anniversaire de la

mort de Lénine, ils sont rejoints par des milliers de citoyens désireux de hâter le changement.

Le mouvement prend de l'ampleur et les doléances se font plus articulées mais le PPRM et le Parlement ne s'entendent pas sur la politique de négociation à adopter. Les démonstrations deviennent régulières et populaires. En outre, courant février, en dépit des dispositions explicites de la Constitution, deux nouveaux partis politiques et un journal font leur apparition. Et le 22 du même mois, dans un coup de force symbolique, les manifestants déboulonnent carrément la statue géante de Staline devant la bibliothèque nationale.

Face à l'attentisme constant des autorités, l'UDM se radicalise et critique maintenant la légitimité même des institutions. Une dizaine de personnes entame une grève de la faim en public le 4 mars —« *a tactic unfamiliar to most Mongolians* » (Rossabi 2005, 18)—, qui est vite appuyée par des actions symboliques de solidarité dans le reste du pays. Le 8 mars, après un débat infructueux entre les deux parties, des violences éclatent à l'occasion de la journée internationale de la femme et une personne décède: l'UDM, apôtre de la non-violence, est débordée.

Mais, coup de théâtre, le lendemain, le *Politburo* annonce sa démission, et dans les jours qui suivent le Parlement se réunit pour accepter le multipartisme. C'est, enfin, le 10 mai 1990, après qu'aient été validées les laborieuses négociations avec l'UDM pour l'organisation d'élections libres en juillet, que le processus officialisant la transition se termine et que l'agitation publique cesse.

### 3.3.3. *Rapports de forces*

Si la manifestation du 10 décembre 1989 vient en quelque sorte clore —quoique très modestement pourrait-on dire— la décennie perdue des années 1980 dans l'édification du socialisme en Mongolie, l'ampleur inattendue que prennent les événements dans les mois qui suivent suggère de regarder les rapports de forces en présence à chaque étape. Ainsi, ce que les dirigeants peuvent voir ce jour-là des fenêtres du Parlement, ce sont avant tout « *their own well-educated and sophisticated adult children* », des jeunes de familles privilégiées formés en URSS ou en Europe de l'Est, frottés aux idées nouvelles de la

période Gorbatchev et connaissant tous, outre une langue slave, l'anglais ou l'allemand, leur donnant ainsi accès aux médias occidentaux (Rossabi 2005, 2).

En outre, leurs demandes restent à l'intérieur des règles politiques en vigueur, bien que leur méthode soit hors-la-loi: ils souhaitent que le gouvernement concrétise l'ouverture affichée, et ne contestent donc pas à ce stade la légitimité des institutions. L'envoi de l'armée est par ailleurs d'autant moins une option que « *it seemed clear in the first place that the USSR ... would not endorse a harsh repression of the dissidents. Gorbachev had disapproved of the Chinese attack on demonstrators at Tiananmen six months earlier and was not eager for a repetition in the communist world* » (Rossabi 2005, 12).

Mais la question de la répression se pose avec plus d'acuité lors des violences du 8 mars 1990 quand, devant des autorités toujours divisées et attentistes, le mouvement réussit à rassembler des dizaines de milliers de citoyens de toute origine sociale et va jusqu'à critiquer les fondements mêmes du régime: « *Yet it appears that the Minister of Public Security did not call upon the army to pacify the demonstrators because he feared that soldiers would not heed the commands ...* » (Rossabi 2005, 22). C'est, autrement dit, l'absence de confiance dans la réaction de l'armée qui détermine l'issue du conflit, un conflit non pas entre les manifestants et les autorités, mais entre les réformateurs (partisans de la négociation) et les orthodoxes (partisans de la répression) au sein de ces dernières.

Les orthodoxes étant dès lors écartés, les réformateurs du PPRM ont l'assurance de remporter les élections de juillet 1990. Le *Politburo* est rajeuni et Batmönkh est remplacé par Otchirbat, un ingénieur ayant été ministre des relations économiques extérieures. Le PPRM se lance dans la course avec les avantages que l'on imagine après un contrôle sans partage depuis 1921 et augmente dans les semaines précédant le scrutin les allocations, les bourses et les salaires.

Les opposants, quant à eux, arrivent en ordre dispersé, divisés en trois partis politiques, essentiellement cantonnés aux centres urbains, et inexpérimentés. Ceux d'entre eux qui s'attachent à conquérir une véritable démocratie en conservant les acquis sociaux —les contestataires de décembre 1989, les enfants de la vieille élite— sont vite marginalisés par les « champions de l'économie de marché » (Rossabi 2005, 25), des nouveaux venus en politique avec des attaches plus limitées avec l'ancien système. Sans surprise, c'est donc un PPRM renouvelé qui remporte les premières élections libres de l'histoire de la Mongolie



avec 357 sièges, contre 16 pour le Parti national démocratique mongol (PNDM), 6 pour le Parti national progressiste et 4 pour le Parti social-démocratique mongol (PSDM), soit respectivement 60% des voix contre 30% pour l'opposition.

#### 3.3.4. *Thérapie de choc*

En 1990, enfin officiellement libre de toute tutelle pour la première fois, la Mongolie ne peut néanmoins pas se passer de la Russie: cette dernière cesse son assistance —qui ne représente pas moins d'un tiers du produit intérieur brut (PIB) mongol—, réclame maintenant le remboursement de ses investissements des décennies précédentes, demande à être payée en dollars dès l'année suivante et rechigne à échanger par troc comme le souhaitent les Mongols (Even et Clairet 2008, 106).

La visite du Secrétaire d'État américain, James Baker, en août 1990, marque alors un tournant, puisqu'elle inaugure le remplacement de la Russie par les bailleurs de fonds internationaux: « *Mongolia offered the pure market advocates a laboratory in which to experiment* » (Rossabi 2005, 36). C'est en effet exactement au même moment que le Fonds monétaire international effectue sa première visite à Oulan-Bator, suivi en mai 1991 par la Banque asiatique de développement (BAD).

Désormais qualifié à recevoir des prêts et des dons de l'Ouest, le gouvernement mongol souscrit à la lettre aux demandes des bailleurs et entreprend un des programmes de privatisation les plus rapides au monde (Rossabi 2005, 48). Il libéralise aussi les prix et s'engage dans « *a hasty renunciation of seventy years of communism* » en sabrant dans les budgets de l'État (Rossabi 2005, 52). La corruption, l'inflation et la pauvreté explosent. Lassée, la population vote pour le changement en 1996 en portant au pouvoir l'Union démocratique (PNDM et PSDM).

Soutenue par des organisations occidentales liant économie de marché et démocratie, comme la Fondation Konrad Adenauer (Allemagne) ou l'Institut républicain international<sup>12</sup> et la *Asia Foundation* (États-Unis), elle se révèle encore plus déterminée à mener à bien la

---

<sup>12</sup> Il s'agit d'un groupe de réflexion (*think tank*) dirigé par le sénateur républicain John McCain, candidat aux élections présidentielles de 2008 face à Barack Obama.

thérapie de choc<sup>13</sup>, allant par exemple jusqu'à retirer 103 000 pensionnaires du système de retraite (Rossabi 2005, 76).

Mais, bien que le PPRM revienne au pouvoir en 2000, puis le partage en 2004 avec l'opposition, la Mongolie poursuit dans la même voie: « *Ever since the country embarked on a transition to a market economy, the normal patterns of development have been reversed* » (Griffin 2003, 56).

Vingt ans après les manifestations ayant entamé la fin du régime socialiste, l'avènement de l'économie de marché a paradoxalement propulsé la Mongolie au rang de cinquième pays le plus dépendant à l'aide extérieure dans le monde (Griffin 2003, 145; Rossabi 2005, 149), offert à la Chine —premier investisseur, premier client, et bientôt premier fournisseur— un quasi monopole économique, et entraîné un tiers de sa population sous le seuil de pauvreté de façon chronique (PNUD 2007, 9).

Et les rares alternances politiques —avec la domination constante du PPRM depuis 1990— suscitent de plus en plus de tensions, comme en témoignent des violences post-électorales en juillet 2008 ayant fait officiellement cinq morts.

### 3.3.5. Résumé

Les faits saillants du retrait de l'État moderne en Mongolie sont:

- La fin du socialisme en Mongolie est amorcée dès les années 1980 en URSS (3.3.1).
- Le mouvement pour le changement est relativement imprévisible et rapide (3.3.2).
- Les luttes entre dirigeants pour rester au pouvoir sont déterminantes (3.3.3).
- Solution temporaire au départ, le retrait de l'État devient mode d'action étatique (3.3.4).

---

<sup>13</sup> Le dernier Premier ministre de l'Union démocratique sera d'ailleurs un farouche partisan de l'érection d'une statue de Milton Friedman, un des hérauts du néolibéralisme, à Oulan-Bator (Rossabi 2005, 82).

### 3.4. Éléments macros pour une théorie locale du changement social en Mongolie

L'histoire de la Mongolie présente des tendances récurrentes —ou des réactualisations constantes du passé— dont l'articulation permet de définir le cadre d'une théorie locale du changement social.

#### 3.4.1. Fondamentaux: géographie et géopolitique

Avant l'urbanisation du XX<sup>ème</sup> siècle, la géographie de la Mongolie impose, comme nous l'avons vu, le mode de vie pastoral nomade à la majorité de ses habitants. Une des conséquences de cette réalité socio-économique est que l'accroissement de la population humaine dépend directement des ressources en pâturage accessibles au troupeau dont elle tire l'essentiel de sa subsistance.

Le nomadisme étant déjà en soi une recherche de productivité dans un milieu aride et peu fertile, ces ressources ne sont pas extensibles comme en agriculture, autrement dit l'accroissement de la population est nécessairement limité. C'est d'ailleurs un lien qui perdure de nos jours: on réfère ainsi, en milieu rural, au seuil de pauvreté en termes de têtes de bétail, et il en faudrait entre 200 et 300 pour subvenir aux besoins d'une famille de quatre à cinq membres (PNUD 2003, 13).

À cause de cette contrainte naturelle donc, le rapport des forces démographiques entre sédentaires et nomades est historiquement en défaveur des seconds, à tel point que la Mongolie, pays désormais le moins densément peuplé au monde, borde le plus peuplé: la Chine.

Jusqu'à la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle toutefois, les nomades sont en mesure de rééquilibrer ces rapports grâce à leur mobilité, qui leur sert à la fois de défense et d'attaque, une mobilité qui constitue un avantage technologique jusqu'au jour où les sédentaires lui opposent l'artillerie. Cette dernière innovation, si elle n'entraîne pas directement pour les premiers de transition dans le sens de « passage d'un état socio-historique donné à un autre état qualitativement différent » (Bernier 1990, 110), représente toutefois un tournant radical dans l'histoire de la

Mongolie, puisque, en tant que collectivité politique, elle ne peut dès lors pas parler le même langage que les États modernes naissants qui l'entourent: celui de la force armée.

Le pays se trouve ainsi désavantagé sur le plan géopolitique, ce qui le rend plus vulnérable aux influences extérieures de ses voisins que ces derniers eux-mêmes et donc, en quelque sorte, importateur de changement social. Les événements que nous avons présentés plus haut abondent dans ce sens: conversion au bouddhisme tibétain, colonisation mandchoue, impacts des XIX<sup>èmes</sup> chinois et russe sur l'indépendance, arrivée des communistes, concurrence entre URSS et Japon puis entre URSS et Chine maoïste, conséquences de l'effritement du Bloc soviétique, recours à l'aide des bailleurs de fonds occidentaux, etc.

Pour Moscou et Pékin, l'intérêt économique de la Mongolie reste toutefois, jusqu'à récemment, marginal par rapport à son intérêt politique: c'est, en effet, seulement au tournant des années 1960 que le potentiel industriel du pays commence à être mis en valeur. Un observateur remarque alors que *«from 1921 forward Mongolia was the forgotten stepchild of the Communist world. I could see no evidence that the Communists had made any efforts to start the country down to the path toward any kind of modern economy»* (Salisbury, dans Rupen 1979, 78).

Aussi, si, en général, une anthropologie de la formation des États doit considérer ce contre quoi ceux-ci se forment (Alonso 1994, 380), l'exemple mongol nous mène à prendre en compte ce pour quoi un État peut être créé, en l'occurrence, ici, servir de zone tampon entre deux empires dans sa partie la moins viable économiquement, une fois ponctionnées la Bouriatie et la Mongolie-Intérieure. Cette fonction géopolitique justifierait même pour certains l'aide étrangère directe au pays:

*Mongolia's signature of the Nuclear Non-Proliferation Treaty constitutes a contribution to the global public good. Hence, the case can be made that Mongolia should be rewarded for having contributed to this public global good, through the ODA it receives and through preferential treatment in trade relations (PNUD 2005, 14).*

L'économie pastorale offrant un marché de production à faible valeur ajoutée et d'échanges limité, les nomades ont recours pendant des siècles au pillage périodique des sédentaires du Sud pour obtenir les biens et les denrées leur faisant défaut. La fin de ce cycle entraîne une dépendance chronique aux importations, dépendance qui s'accroît doublement avec le développement d'une population cléricale relativement improductive à

partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle puis avec la modernisation de l'économie dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle.

La balance commerciale globale de la Mongolie est ainsi constamment déficitaire, en conséquence de quoi l'endettement du pays est chroniquement élevé. C'est d'ailleurs un des facteurs ayant favorisé l'émergence d'un front antichinois parmi l'élite mongole dans les années 1910: « *The substantial debts owed to Chinese by some of the Mongolian leaders undoubtedly fortified their anti-Chinese nationalism, since return of the Chinese to effective power in Urga would probably mean vigorous debt collection* » (Rupen 1979, 22).

Le tournant industriel des années 1960, qui a pourtant notamment vocation à réduire cet endettement et ce déficit, ne fait qu'aggraver la situation, puisqu'il privilégie l'exportation de matières premières non transformées: le déficit commercial passe de 24 millions de roubles en 1960 à 163 millions en 1973 (Rupen 1979, 89). Et au début des années 2000, le montant des importations non couvert par les recettes nationales atteint même les trois quarts de l'aide étrangère (Rossabi 2005, 250), et le total des dettes est presque équivalent au produit intérieur brut, ce qui fait craindre une crise du remboursement dans un proche avenir (Griffin 2003, 143).

La Mongolie apparaît donc comme un cas à part dans les théories de la dépendance, qui insistent sur la primauté de l'économie comme déterminant des relations entre le centre et sa périphérie (Dos Santos 1996; Wallerstein 1996; Galtung 1971), car c'est seulement du point de vue mongol que l'économie est effectivement incontournable. Du point de vue du centre (Pékin puis Moscou), la Mongolie est un acteur marginal, voire négligeable, son bénéfice attendu étant avant tout géopolitique, qui semble en fait incommensurable avec son corollaire financier.

Car il n'existe pas, en effet, à notre connaissance, d'évaluation du coût total de la colonie sous la dynastie des Qing en monastères, prébendes diverses et dépenses militaires par rapport à ses recettes et montrant un quelconque avantage à la Chine. Et même les Russes, quand le lien de dépendance politique se brise entre le Kremlin et Oulan-Bator en 1990, qui demandent de 11 à 17 milliards de dollars en remboursement des investissements soviétiques —des chiffres contestés par les Mongols qui proposent entre 300 et 400 millions de dollars en viande et en pommes de terre— vont jusqu'à cesser leurs

réclamations en 2004, probablement pour contrer la montée en puissance de la Chine et des États-Unis dans leur ancien satellite (Rossabi 2005, 200-2).

Mais la géographie de la Mongolie, qui a justifié sa création pour des raisons politiques et sa dépendance économique subséquente depuis 1691, pourrait finalement faire rentrer le pays dans la catégorie de la « nouvelle dépendance » technologico-industrielle (Dos Santos 1996, 168-71), dépendance non aux États du centre directement comme jusqu'alors, mais aux compagnies multinationales que ces derniers hébergent.

C'est, en substance, ce qu'annonce l'accord signé le 6 octobre 2009 entre le gouvernement mongol et Ivanhoe Mines, une compagnie minière de Vancouver associée à Rio Tinto, le géant anglo-australien du secteur, pour l'exploitation de la concession d'Oyu Tolgoi, d'une superficie de 46 000 km<sup>2</sup>, dans la province du Gobi méridional, et qui serait, selon les termes mêmes du communiqué de presse de l'investisseur, « *the world's largest, undevelopped copper-gold porphyry project ... and that still will be an important part of Mongolia's economy 100 years from now* ». Le président étasunien d'Ivanhoe Mines, Robert Friedland<sup>14</sup>, y voit une garantie nouvelle d'indépendance pour la Mongolie:

*This is the godfather of new beginnings for Mongolia, whose revered founding leader helped shape the history of the world. Today, there is a new, outward-looking determination rising among Mongolians, who have resolved to draw on the country's remarkable and largely untapped mineral wealth to help build an independent nation for the millenium* (Ivanhoe Mines 2009. Nous soulignons).

Le caractère rural et la faiblesse de la densité de la population sont deux autres éléments déterminants que la géographie impose d'intégrer dans toute analyse diachronique du changement social en Mongolie. En dehors de l'épisode de l'empire des Genghiskhanides qui, grâce à un système de postes très développé qui aurait compté jusqu'à plus de 200 000 chevaux (Grousset 1965, 364), mettaient à profit la mobilité des nomades dans l'administration de leur vaste territoire<sup>15</sup>, ruralité et faible densité apparaissent comme deux facteurs remarquables d'inertie, particulièrement à cause des difficultés de communication, donc d'échanges d'idées et de mobilisation.

14 Robert Friedland a eu à payer une des plus importantes amendes imposées en matière de dégâts environnementaux aux États-Unis (Rossabi 2005, 280-1). On retrouve aussi son nom, entre autres, au Niger, à la tête de plusieurs entreprises impliquées dans l'exploitation de l'uranium et de médiations privées dans ce secteur entre Niamey et Pékin (Michel et Beuret 2008, 196-7).

15 C'est même ce système de transmission relativement rapide des informations qui « sauva sans doute l'Occident du plus sérieux péril qu'il eût connu depuis Attila » (Grousset 1965, 333), lorsque les armées mongoles qui avançaient vers l'Europe de l'Ouest sont rappelées au tournant de l'année 1242 pour participer à une succession impériale.

Elles expliquent par exemple en bonne partie le maintien du régime théocratique du 8<sup>ème</sup> Bogd Jebtsundamba Khutugtu lors du passage à l'indépendance, puis son prolongement symbolique jusqu'en 1924, puisque d'une part le souverain est « *perhaps the only Mongolian personality known to all the generally illiterate and often apathetic Mongols throughout the land* » (Rupen 1979, 12), et d'autre part 90% des 600 000 à 700 000 habitants du pays partagent alors le même mode de vie pastoral nomade (Bat-Erdene 2004, 167-8) —pas exactement la bourgeoisie urbaine qui, d'après Marx, « *wherever it has got the upper hand, has put an end to all feudal, patriarchal, idyllic relations* » (Marx et Engels 1996, 159), ni le prolétariat révolutionnaire qui, en 1921, est de toute façon essentiellement chinois (Rupen 1979, 37).

Ce sont ainsi seulement 700 natifs qui pénètrent en Mongolie aux côtés des 10 000 soldats de l'Armée rouge pendant la « révolution », et aucun Khalkha n'a à ce moment de véritable pouvoir décisionnel sur les événements en cours (Rupen 1979, 29): d'ailleurs, le premier ministre Bodo en personne, juste avant d'arriver dans Khuree libérée, appelle même ses camarades à retourner à l'élevage dans les steppes (Bat-Erdene 2004, 218).

En fait, puisque « *nowhere in the writings of Marx could one find instructions on how to build communism in a society as backward as Mongolia* » (Bat-Erdene 2004, 257), la Mongolie, deuxième pays socialiste au monde, impose à Moscou, de par sa géographie, de créer un nouveau modèle de développement. Dans ce modèle, la police secrète, l'armée et les organisations des jeunesses communistes jouent un rôle prépondérant puisqu'elles ont vocation à conquérir des campagnes *a priori* rétives et à agiter les masses, pour pallier au manque de prolétariat industriel autochtone.

C'est une conquête difficile à cause de l'étendue du territoire, mais les révoltes le sont aussi, car « *it was difficult to plan a rebellion because word of mouth was the only means for exchanging information* » (Bat-Erdene 2004, 313): c'est ainsi que, par exemple, celle de 1932 met plusieurs mois à se répandre dans le pays et doit être écrasée par rien de moins que des chars d'assaut, l'artillerie et des avions de chasse. La campagne soumise, des villes sont par la suite créées *ex-nihilo*, comme Darkhan et Erdenet dans les années 1960-1970, les plus importantes après la capitale.

La transition de 1989-1990 va donc prendre un caractère différent de celle de 1911-1921, puisqu'à ce moment-là la population est à 57% urbaine et son profil socio-économique plus

diversifié (Griffin 2003, 57), mais la géographie reste toujours déterminante. Le PPRM, en effet, après soixante-dix ans au pouvoir, bénéficie de la même force d'inertie qui avait profité au Bogd: ses opposants sont plus jeunes, plus urbains, arrivent avec des idées nouvelles de l'étranger, bref, ils sont plus « révolutionnaires » que le parti éponyme dont la légitimité vient désormais de la campagne.

Ce dernier ouvre le jeu politique en se reposant sur un mode de scrutin offrant un représentant pour 2 500 ruraux contre un pour 10 000 urbains et remporte ainsi aisément les premières élections libres (Rossabi 2005, 28). Puis ses élites sont petit à petit renouvelées pour concurrencer l'opposition et séduire les bailleurs de fonds, dont les programmes d'aide et d'investissement délaissent l'économie rurale, à cause de sa valeur ajoutée trop faible pour soutenir les coûts de l'économie urbaine moderne (infrastructures, biens de consommation importés, services spécialisés, etc.), si bien que « *throughout the 1990s, the Khural [Parlement] generally represented the interests of the townsmen* » (Rossabi 2005, 120). Finalement en quelque sorte, « *the bourgeoisie has subjected the country to the rule of the towns* » (Marx et Engels 1996, 161).

### 3.4.2. Variables: idéologies et identités

Les contraintes géographiques et géopolitiques que nous venons de passer en revue sont incorporées par les individus sous forme d'idéologies et d'identités qui agissent sur leurs comportements, leurs attentes et leurs discours. Ces idéologies et ces identités, dans l'histoire de la Mongolie, font constamment preuve d'une variabilité et d'une sensibilité aux influences extérieures hors du commun. C'est ce que montre de façon probante l'exemple du serment d'allégeance des princes khalkhas à la dynastie des Qing en 1691 pour se protéger de la menace de Galdan, un concurrent oïrat<sup>16</sup>, un événement d'une importance majeure puisqu'il en découle plus de deux siècles de domination chinoise, dont la référence reste l'un des déterminants de l'identité mongole contemporaine.

Ce qui peut apparaître aujourd'hui comme un choix, sinon comme une trahison, ressortit cependant à l'époque de critères différents: les princes khalkhas, certes mongols et bouddhistes comme leurs cousins oïrats, doivent avant tout protéger leurs domaines

<sup>16</sup> Du nom de l'ethnie mongole dominante dans la région de la Dzungarie, aujourd'hui en Chine.



respectifs, dont ils tiennent le mandat par filiation avec Genghis Khan. Intérêt personnel et intérêt collectif sont donc pour eux synonymes. Galdan, de son côté, est le descendant d'une tribu mongole conquise par le grand empereur, et dans le monde restreint de l'aristocratie, c'est un sérieux déficit de capital symbolique.

Par ailleurs il s'affirme comme un brillant militaire, peu coutumier des aménités déjà sédentaires que l'on trouve à la cour des Khalkhas: on pourrait ici dire qu'il lui manque cette fois du capital culturel. Les Mandchous, pour leur part, sont « des clans forestiers, vivant de chasse et de pêche, à l'écart des grands courants culturels » (Grousset 1965, 595), que les Chinois ont bien pris soin de maintenir avec les Mongols derrière leur Grande Muraille. Aristocrates mandchous et aristocrates mongols orientaux sont ainsi en permanence en contact et partagent de fait, outre de nombreux éléments culturels communs, dont l'alphabet ouïghour et la religion bouddhiste, des liens politiques et familiaux par le jeu des alliances et des mariages: autrement dit ils ne se considèrent pas plus étrangers les uns les autres que les Khalkhas et les Oïrats entre eux.

Ainsi, quand Galdan chasse les princes khalkhas de Mongolie-Extérieure en 1688, l'empereur Kangxi, qui vient d'acquérir l'artillerie, n'a aucun mal à établir sa suzeraineté sur les fuyards emmenés par le premier Bogd: il leur offre une protection infaillible et des récompenses payées sur sa cassette personnelle, tout en s'engageant à maintenir un statut d'autonomie à leur pays. Comme on le comprend, le problème de Galdan, en quelque sorte, est qu'il ressuscite à travers sa personne une orthodoxie genghiskhanide qui n'est plus, pour ses concurrents, qu'un discours destiné à cristalliser des rapports de forces anciens dont sont issus leurs propres privilèges.

Le même principe prévaut en 1911 avec les mêmes élites, sauf qu'au lieu de faire face à une invasion, ces dernières font face à un effondrement: leurs parrains mandchous sont évincés du pouvoir et remplacés par une succession de régimes militaires imprévisibles. C'est, en soi, pour l'aristocratie et l'Église, désormais intimement liées après le soutien pluriséculaire des Qing, un évènement qui pourrait passer relativement inaperçu tant leur pouvoir est alors bien ancré dans la population. Cependant, comme nous l'avons vu, la politique de Pékin a connu diverses inflexions au cours des décennies précédentes en Mongolie-Extérieure qui promettent de s'accroître avec le pouvoir des juntes, et surtout les Mongols de Chine proprement dite et ceux de Russie, envahis par les colons étrangers, les

appellent à l'aide et pointent le danger: une mise en minorité sans retour, et donc une perte de leurs privilèges.

Encore une fois la stratégie va consister à élever au niveau du discours légitime l'ordre social tel que vu par les élites en place, à identifier la menace extérieure qui pèse sur lui et à chercher la protection elle aussi extérieure qui peut le préserver. Or, les liens personnels et les référents culturels avec une ressource tierce manquent à ce moment-là: on fait alors appel à un « nationalisme officiel » largement monté de toutes pièces justifiant la double défense de la « communauté religieuse » et du « royaume dynastique » par celle du peuple opprimé auquel l'une et l'autre seraient naturellement liés (Anderson 2002), de façon à trouver un écho chez les Romanov à Moscou, même si en réalité « *there was a limited and weak Mongolian nationalism* » (Rupen 1979, 15):

*Now the time has arrived for the Mongolian people to unite, form an independent state, restore religion, and rid ourselves of alien oppression and suffering. However, everybody must be morally integrated and make a united effort toward this end. I have taken under my patronage all my Mongol disciples as one. This word of mine must be propagated to the entire Mongolian people (8<sup>ème</sup> Bogd Jebtsundamba Khutugtu, dans Bat-Erdene 2004, 136).*

Le problème, c'est que ces nouveaux parrains sont eux-mêmes renversés peu après leur timide intervention: les élites traditionnelles mongoles, dès lors, ne peuvent plus compter que sur une hypothétique aide du Japon impérial dans les années 1920-1930, et c'est précisément une des raisons que les communistes utilisent pour les supprimer. Ainsi, vus de Khuree, la fin de la dynastie des Qing, puis celle des Romanov, puis l'arrivée de l'Armée rouge venue poursuivre les Russes blancs du Baron Ungern von Sternberg, s'imposent comme une série de hasards supprimant les unes après les autres les options disponibles pour se maintenir au pouvoir et au-delà desquelles il n'est plus de reformulation idéologique et de changement d'allégeance possible sans saper sa propre légitimité.

Peut-être peut-on finalement employer le terme « révolution » pour les événements de 1911 sans faire référence à l'implication limitée des Mongols dans des événements qui tirent essentiellement leur origine de l'étranger, mais plutôt au début d'un cycle inédit de renouvellement de leurs élites qui se poursuivra jusqu'aux purges des années 1930.

1921 n'est ainsi qu'un étape supplémentaire de ce processus de transition, au sens de passage entre deux états sociaux, économiques et politiques qualitativement différents: le

clergé et l'aristocratie, cantonnés dans un registre discursif qui les exclut d'une communauté dont ils réclament pourtant la tête<sup>17</sup>, sont remplacés par des dirigeants russes et mongols de Russie, en attendant qu'une élite locale nouvelle n'émerge. Rupen identifie, par exemple, sur les 90 principaux participants à la Révolution de 1921, seulement 8 Khalkhas, et encore leur rôle apparaît-il comme étant relativement marginal (Rupen 1979, 131 et suivantes).

Ces dirigeants gouvernent en sous-main dans les ministères, la police secrète, le *Comintern*, les Jeunesses communistes, etc., dont le but est d'encadrer le développement de l'État dans tous les secteurs, et réservent les postes les plus en vue à des Khalkhas qui sont éliminés quand les circonstances politiques l'exigent. Le Parti, quant à lui, rassemble essentiellement des notables qui peuvent s'avérer utiles le cas échéant, comme par exemple lors du Congrès de Mongolie-Intérieure à Kalgan en octobre 1925 (Rupen 1979, 33-4), quand le pan-mongolisme semble s'inscrire dans l'objectif de Moscou de faire de la Mongolie un tremplin pour la propagation du socialisme en Chine.

Et c'est dans la même veine que les Russes signent peu avant, en 1924, un accord avec Pékin, stipulant rien de moins que la Mongolie reste intégralement sous la suzeraineté chinoise et que l'Armée rouge s'en retirera quand la sécurité de l'URSS sera assurée (Bat-Erdene 2004, 253).

Le Kremlin change cependant brutalement de direction à la suite du massacre des communistes chinois à Shanghai en avril 1927<sup>18</sup>: la Mongolie se retrouve dès lors derrière un rideau de fer et tous les éléments jugés non révolutionnaires sont supprimés au cours de la décennie qui suit. Une élite créée *ex-nihilo* peut alors faire son apparition:

*There is a new class—a privileged elite—and above all there is the New Bureaucracy. The society is one of credentials—the university degree separates the "washed" from the "unwashed" ... Holders of university degrees are subdivided into those with Russian degrees and those with Mongolian degrees, and many Mongols return from study in Moscow or Leningrad with a Russian wife. The members of the Mongolian elite generally live, eat, and play Russian-style; they have been socialized into Soviet society, into the Communist world. Their status and their comforts derive from the USSR (Rupen 1979, 113).*

17 Les premiers « contre-révolutionnaires » sont d'ailleurs « découverts » en décembre de cette même année: 48 hommes de la garde rapprochée du Bogd (Bat-Erdene 2004, 228).

18 Dans la *Condition humaine*, Malraux souligne l'importance de la Mongolie au moment exact où les communistes chinois sont écrasés par Chiang Kaishek: « Tu dis que vous crevez de faim. Shanghai perdue, qui vous ravitaillera? Feng-Yu-Shiang vous sépare de la Mongolie, et il vous trahira si nous sommes écrasés. Donc, rien par le Yang-Tsé, rien de la Russie » (Malraux 2005, 144).

La transition est accomplie quand la logique, la structure et la légitimité de l'État moderne sont incarnées par ces dirigeants d'un type inédit, capables d'imposer au peuple un arsenal institutionnel toujours plus spécialisé, un nouveau mode d'ascension sociale, de nouvelles formes de valorisation des capitaux économique, culturel, social et symbolique de chacun.

Le passage à la démocratie parlementaire et à l'économie de marché de 1990 rappelle fortement 1691, et surtout 1911, mais un 1911 qui n'aurait pas vu les options nécessaires à l'élite pour se maintenir au pouvoir disparaître les unes après les autres. Les parrains soviétiques s'étant effacés, les dirigeants mongols cherchent, comme par le passé, aide et protection à l'extérieur.

Mais leur tâche est rendue plus aisée cette fois, car, d'une part ils ont leurs propres enfants en guise d'opposants, à l'inverse d'un Galdan conquérant, et d'autre part le partenaire étranger n'est pas des moindres: il s'agit du vainqueur de la Guerre froide, les États-Unis, et non d'une Russie tsariste à l'agonie. Comme par le passé encore, les gouvernants mongols reformulent le discours sur l'ordre social qu'ils souhaitent promouvoir: une démocratie à consolider dans une région troublée et une économie à ouvrir pour servir de modèle aux pays socialistes s'engageant dans la même voie qu'eux, un projet que personne d'autre que ceux qui maîtrisent déjà les arcanes de l'État et de l'économie planifiée ne pourrait entreprendre. D'ailleurs, le profil typique de l'apparatchik mongol est celui d'un économiste (Rupen 1979, 119): il s'agit donc seulement d'appliquer un nouveau paradigme.

L'État moderne, en effet, permet désormais ce type de mutation puisqu'il n'est ni capitaliste ni socialiste: il est rationnel. Cette rationalité autorise même à justifier d'avance les conséquences de la corruption, du népotisme, des délits d'initiés, etc., associés à l'ouverture économique: « *These are the costs of adjustment and restructuring that must be borne by the country during the transition to a market-oriented economy* » (Banque asiatique de développement, dans Rossabi 2005, 47. Nous soulignons).

Pour s'affranchir de la responsabilité d'un changement aussi brutal pour le peuple, les élites usent abondamment d'un nationalisme officiel assez proche de celui des années 1910-1920 qui consiste, d'une part, à mettre l'accent sur leur rôle dans l'émergence d'un pays indépendant, d'autre part à insister sur le bénéfice politique de la transition, et enfin à

s'inscrire dans une histoire prestigieuse en réifiant des symboles jusque-là interdits, que le marché s'approprie par la suite: on retrouve ainsi, notamment, les portraits des grands empereurs sur les bouteilles de vodka, de bière, les paquets d'allumettes, en plus des billets de banque, des montagnes ceinturant la capitale ou de la nouvelle façade du Parlement.

Mais bien que les « *leaders intentionally exploit the legitimating function of national symbols in an effort to solidify their control* » (Cerulo 1995, 28), ils ne peuvent pas, ici, orienter le discours étatique vers la diabolisation d'un ennemi extérieur puisqu'ils sont aujourd'hui redevables à divers égards à Pékin, Moscou et Washington. Or, sans ennemi intérieur non plus —la nouvelle démocratie n'en connaît point—, l'État laisse le champ ouvert à l'émergence d'un « nationalisme populaire » (Anderson 2002) chargé d'expliquer en termes simples l'insécurité socio-économique quotidienne de la majorité des citoyens, encore plus si les profits de la croissance retrouvée ne sont pas redistribués.

Ce nationalisme, de plus en plus xénophobe, pourrait se retourner contre une élite associée aux étrangers: c'est un peu ce que préfigure l'agression d'un Vietnamien pris pour un Chinois lors des manifestations ayant suivi les résultats contestés des élections législatives de juin 2008 (Even et Clairet 2008, 108). De l'autre côté, la rumeur d'enlèvements d'enfants par des Chinois faisant commerce d'organes et placée au premier rang des raisons poussant des adultes à qui nous avons enseigné le français à émigrer au Québec montre l'incapacité de l'idéologie néolibérale des nouvelles élites mongoles à donner au peuple la preuve que l'État lui apporte une quelconque protection: « *By their nature, markets are indiscriminate and inclined to reduce everything—including human beings, their labor, and their reproductive capacity—to the status of commodities* » (Scheper-Hughes 2002, 46).

#### 4. LE CHANGEMENT SOCIAL, L'ÉTAT MODERNE, ET LES INDIVIDUS EN MONGOLIE: REPÈRES HISTORIQUES MICROS

Si le changement social peut être impulsé et imposé par des facteurs économiques, politiques et sociologiques largement exogènes et qui deviennent des enjeux de pouvoir pour les élites locales, comme ceux que nous venons de passer en revue, il reste que sa portée dépend de l'issue des conflits quotidiens au sein même de la population qui permettent à tous les individus de se positionner les uns par rapport aux autres.

Ces derniers, en effet, ne sont ni des marionnettes qui reproduisent une mécanique abstraite, ni des atomes libres fonctionnant sans principe régulateur: « ... *all social actors, no matter how lowly, have some degree of penetration of the social forms which oppress them* » (Giddens 1979, 72). Mais parce qu'ils sont tous inégalement dotés de capitaux économique, social, culturel, et symbolique, leurs intérêts divergent quand il s'agit de favoriser la reproduction ou la transformation de la société.

Ce troisième et dernier chapitre doit nous permettre de préciser ces dynamiques, dans un premier temps en situant l'impact général de l'émergence de l'État moderne dans la vie des Mongols eux-mêmes —en termes de vision du monde, de rapport à l'environnement, de comportements démographiques, etc.—, puis, dans un second temps en localisant plus précisément les formes d'agencement offertes à ceux d'entre eux qui sont le plus affectés par le retrait subséquent de l'État.

C'est dans ce contexte qu'un phénomène totalement inédit en Mongolie fait son apparition —l'exploitation artisanale de minéraux variés par des dizaines de milliers de personnes—, phénomène qui s'ancre sur deux lignes de fracture parallèles: d'une part une opposition croissante entre la ville et la campagne, d'autre part une opposition là aussi croissante entre ceux qui tirent profit de la présence de l'État —et de l'économie formelle— et ceux qui sont victimes de son absence et réduits à l'informalité.

Nous verrons ainsi, pour compléter les éléments que nous avons rassemblés dans le chapitre précédent, que même les plus marginaux des individus reproduisent cette nouvelle logique étatique qui favorise une minorité déjà privilégiée et limite en conséquence leur

champ des possibles, mais que celle-ci porte en germe le dépassement potentiel de l'État, une discussion que l'on ouvrira en conclusion.

#### **4.1. Les individus dans le changement social en Mongolie avec l'émergence et le retrait de l'État moderne**

L'émergence de l'État moderne en Mongolie change entièrement l'environnement culturel, démographique, économique, et même physique des individus. Son retrait, loin de signifier un retour dans le passé, laisse ces derniers face à des problématiques inédites.

##### *4.1.1. Éducation*

L'éducation, en tant qu'institution publique non religieuse, fait son apparition en Mongolie pendant la brève période dite de l'Autonomie: c'est avec la collaboration de la Russie tsariste que les Mongols ouvrent, en effet, en 1913, deux écoles primaires, une école de langue russe, ainsi qu'une école militaire, et définissent les statuts d'un système scolaire embryonnaire. Quatorze étudiants sont par ailleurs envoyés en Bouriatie et en Sibérie pour y parfaire leurs études, ce qui est alors « *a major accomplishment for a country where theology prevailed* » (Bat-Erdene 2004, 170; voir aussi Rupen 1979, 15).

Ce développement limité se poursuit dans les années 1920, mais sous la direction des Soviétiques cette fois, qui acceptent même la formation de jeunes Mongols en France et en Allemagne, pour ensuite les rappeler après le tournant idéologique de 1927, comme le précise une note de l'Armée rouge: « *According to the information available, the former right-wing leaders of the MPRP sent twenty-seven students to capitalist countries. ... It is unacceptable for us that citizens of Mongolia are trained in other countries* » (Bat-Erdene 2004, 300).

Il faut toutefois attendre les années 1930 pour que l'État investisse massivement dans l'éducation, mais encore là la concurrence de l'Église bouddhiste, qui rassemble 50 000 enfants dans ses écoles face aux 25 000 du secteur public, lui complique la tâche, et ce n'est

qu'après les purges de 1937-1939 que son monopole est assuré (Bat-Erdene 2004, 301-2; Rupen 1979, 52-3)<sup>19</sup>. Dès lors le taux d'alphabétisation augmente rapidement: il passe de 6% en 1935 à 20% en 1940, puis bondit à 60% en 1950 (Rupen 1979, 68). Le tibétain, privilégié par l'Église, disparaît peu à peu au profit du mongol et du russe, langue de l'université nationale fondée en pleine guerre mondiale, et langue seconde en général du système éducatif.

L'objectif est bien entendu de renouveler rapidement les élites et de changer les mentalités de la population pour faciliter le contrôle du pays par Moscou: en 1934, la majorité des membres du PPRM est en effet encore analphabète (Rupen 1979, 58). Pour ce faire, outre le caractère obligatoire, donc contraignant, de la scolarité, un accent particulier est mis sur l'idéologie marxiste-léniniste et sur les méthodes d'apprentissage « autoritaires » en cours en Russie, et les enfants des dirigeants sont systématiquement envoyés en URSS ou en Europe de l'Est pour leurs études supérieures (Rossabi 2005, 32)<sup>20</sup>.

Mais, plus que ça, et c'est là que le régime accomplit probablement son plus grand succès, le système scolaire parvient à surmonter deux contraintes majeures: la densité extrêmement faible et le mode de vie nomade de la majorité de la population, pour atteindre à la fin des années 1980 un taux d'alphabétisation de 98% pour les hommes et de 95% pour les femmes (PNUD 2000, 22)<sup>21</sup>. L'État subventionne ainsi toute une gamme de services permettant aux enfants des éleveurs de faire une scolarité complète (8 à 10 ans), en ouvrant des écoles dans chaque *soum*, voire des *baghs*<sup>22</sup>, et en offrant la pension complète et la gratuité du cursus (Rossabi 2005, 118-9).

1990 porte un coup sévère à la capacité d'intervention des pouvoirs publics dans ce secteur, à tel point qu'un observateur note que « *the proportion of well-educated, skilled Mongolians—one of the country's greatest assets at the outset of the transition to a market economy—is declining precipitously. This does not bode well for Mongolia's ability to restore economic growth in the future* » (Griffin 2003, 43).

19 L'armée enseigne par ailleurs systématiquement à ses recrues à lire et à écrire (Rupen 1979, 53).

20 « *Scholarships was one of the weapons the Russians used to increase their influence in Mongolia ...* » (Rupen 1979, 127. Nous soulignons).

21 Lors de nos nombreux séjours chez les pasteurs nomades, nos hôtes nous ont ainsi souvent montré leur connaissance des œuvres d'Alexandre Dumas, Victor Hugo ou Jules Verne.

22 Le *soum* (équivalent d'une commune) et le *bagh* sont les plus petites unités administratives en Mongolie.



La part du budget de l'État —lui-même en déclin constant— allouée à l'éducation passe ainsi de 23% en 1991 à 17,5% en 1999, quand dans le même temps les effectifs d'étudiants et d'élèves augmentent avec la pression démographique; les professeurs attendent leurs salaires pendant des mois; leur formation diminue en qualité; les grèves sont fréquentes; le matériel disponible devient limité et obsolète; et la corruption se répand (Rossabi 2005, 161-3; voir aussi PNUD 2000, 22-3). Avec le mauvais état des bâtiments et des systèmes de chauffage, nombre d'écoles doivent en outre fermer pendant les mois d'hiver (Griffin 2003, 19; PNUD 2003, 29)<sup>23</sup>.

Le développement fulgurant du secteur privé éducatif, quant à lui, comble les besoins de façon imparfaite: s'il représente 131 institutions sur 180 dans le supérieur pour 33,5% des étudiants en 2005-2006, son offre est limitée (le privé est peu représenté dans l'éducation technique et professionnelle) et souvent de mauvaise qualité, avec à peine plus de 10% d'établissements accrédités par l'État (Banque mondiale 2007, 36-7).

On note aussi trois découplages particuliers. Le premier est un fossé grandissant entre les villes et les campagnes: à cause de ce qui précède, ainsi que de l'abolition de la gratuité scolaire et des services attenants et de la nécessité pour certaines familles de recourir à leurs enfants dans leurs stratégies de survie, le taux d'abandon augmente substantiellement dans tout le pays, mais particulièrement en zone rurale, où vivent 70% de ceux qui quittent le système éducatif (PNUD 2003, 29). Grâce à quoi seulement 5% de la population rurale a désormais accès à l'éducation supérieure contre 20% de la population urbaine, même si les besoins sont certes différents (PNUD 2003, 30; Griffin 2003, 20).

Le second découplage concerne les garçons et les filles. Les premiers étant plus facilement réquisitionnés par leurs familles pour leur apporter des compléments de revenus, les secondes voient leur proportion augmenter au sein de la population scolarisée, et surtout estudiantine, où elles forment maintenant près de 70% des effectifs (PNUD 2000, 23; PNUD 2003, 10), en conséquence de quoi « *mate selection may be more problematic, because educated women may not be able to find husbands who are similarly well qualified and well educated* » (Rossabi 2005, 158).

---

23 Griffin parle de plus de 88% mais ce chiffre n'est pas repris dans le rapport 2003 du PNUD.

Le troisième découplage, enfin, marque l'incapacité du système éducatif à produire des travailleurs dont les compétences sont en forte demande dans l'économie, aussi bien formelle qu'informelle (Banque mondiale 2007, ii et 16).

#### 4.1.2. Culture, sciences, langues et médias

Avec le développement de ce nouveau champ d'intervention qu'est l'éducation apparaissent en même temps les secteurs de l'imprimerie et des médias. Trois petites maisons d'édition sont ouvertes pendant la période de l'Autonomie, qui publient des manuels pour les nouvelles écoles et même une première compilation de la législation nationale. En 1913, un professeur de l'Université de Saint-Petersbourg lance un périodique, *Shine Tol'* (Le Nouveau Miroir), « *a publication designed to enlighten the literate about world events, which were explained in simple language* », remplacé en 1915 par un hebdomadaire cette fois, *Niislel Khureenii Sonin Bichig* (Les Nouvelles de la Capitale) (Bat-Erdene 2004, 168).

Le nombre de publications augmente par la suite en parallèle à celui de l'alphabétisme, dans les kiosques —avec le Journal des soldats, le Journal des femmes, le Journal des étudiants, le Journal du Parti, et même le Journal des lamas, ainsi que bien évidemment l'équivalent de la Pravda russe, *Unen* (La Vérité), qui tire déjà à 100 000 exemplaires en 1967 (Rossabi 2005, 192)—, et dans les librairies —avec les traductions des canons de la littérature marxiste et des classiques de Tolstoy, Pouchkine, Daniel Defoe et Jules Verne, entre autres.

Des intellectuels frottés aux idées de l'Europe émergent, mais le chemin à parcourir reste long: les Mongols engagés dans les nombreuses négociations avec les Soviétiques au début des années 1920 sont constamment désavantagés par les subtilités conceptuelles et lexicales du droit international (Bat-Erdene 2004, 226)<sup>24</sup>. L'ambiguïté ne s'arrête pas là, par exemple: le terme *bugd nairamdakh uls*, adopté en 1924 pour signifier « république », est une traduction du chinois *gongheguo*, utilisé par les opposants aux Qing au début du XX<sup>ème</sup>

<sup>24</sup> « *At that time, international legal terms such as "treaty" and "agreement" had not been codified in the Mongolian vocabulary. Before February 1945 the Soviets did not sign a single treaty with Mongolia because it had not recognized Mongolia's independence. ... The Soviets were recognizing a government under its patronage, not the government of Outer Mongolia* » (Bat-Erdene 2004, 226).

siècle pour incorporer les cinq nations de l'empire dans leur combat (han, mongole, tibétaine, ouïghoure et mandchoue), avec l'idée que tous vivent en harmonie, et non celle de « cause commune » ou de « chose commune » comme le voudrait l'étymologie latine de république.

Qui doit vivre en harmonie avec qui reste ceci dit moins clair. Quand Moscou ajoute le qualificatif « populaire » à la nouvelle dénomination de la Mongolie-Extérieure, il utilise le mot mongol *ard*, littéralement toute personne qui n'hérite pas de titre nobiliaire à sa naissance, indépendamment de sa fortune —il existe donc des *ard* riches comme il y a des nobles qui peuvent être pauvres— et en fait avant longtemps un synonyme de prolétaire rural, de nomade déshérité en somme, brouillant ainsi l'essence même du concept de lutte des classes (Bat-Erdene 2004, 267-8; voir aussi Rupen 1979, 100).

Ceci préfigure l'évolution de la langue mongole dans les décennies suivantes. Utilisant l'alphabet ouïghour dans un premier temps, Moscou impose le passage à l'alphabet latin dans les années 1930 pour rapprocher ses minorités entre elles (Rupen 1979, 52), puis ordonne l'adoption du cyrillique en 1941 (effective après la guerre): les linguistes slaves peuvent dès lors déconstruire tout un idiome avant de le retransmettre à leurs locuteurs. Dans le même temps le vocabulaire de la modernité est emprunté au russe, russe dont la maîtrise, logiquement, devient marqueur de supériorité sociale: « *The Russian language is considered an important part of Mongolian "right thinking", and the pursuit of fluency in Russian is in itself evidence of a proper attitude* » (Rupen 1979, 116-7).

À compter des années 1910, les Russes entament des recherches systématiques en ethnologie, archéologie, paléontologie, géologie, etc. qui vont grandement renforcer le sentiment national (Rupen 1979, 15, 88 et 117-8). Ils aident notamment les Mongols à prouver scientifiquement qu'ils ne sont pas chinois, parfois sur des points d'histoire extrêmement pointus, comme cette polémique avec Pékin sur une supposée filiation commune avec un prince türk du VIII<sup>ème</sup> siècle (Rupen 1979, 92-4).

Ils apportent aussi avec eux de nouveaux modes d'expression artistique, comme le théâtre, le ballet, le cirque, certains instruments à musique, le cinéma, la littérature, ainsi que des sports inconnus jusqu'alors (Bat-Erdene 2004, 302-3), en prenant toujours soin cependant de reléguer les arts « traditionnels » dans des lieux sous contrôle, comme le Musée national, ouvert en 1924:

*Ideological commentary on the National Museum's collection, which covered prehistory, costumes and jewelry, and Mongolian history up to the twentieth century, tended to derogate traditional Mongolian society and to classify the various artworks in Marxist terms—for example, describing objects as products of a feudal system* (Rossabi 2005, 184).

L'État s'approprié en fait si bien ces activités qu'elles sont toutes administrées par des bureaucraties spécialisées, prises en charge par des professionnels, 150 exactement parmi les 500 membres les plus élevés de l'élite que Rupen identifie dans les années 1970, dont 12 membres du Comité central du PPRM (Rupen 1979, 116). À la fin des années 1980, le Département de l'idéologie de ce Comité central peut ainsi compter sur les associations d'écrivains, de journalistes, d'artistes, les ministères responsables, l'Université nationale, etc., reliés par 444 000 radios personnelles dont le gouvernement subventionne les batteries pour les pasteurs nomades et 133 000 postes de télévision, ainsi qu'un réseau de diffusion de presse extrêmement efficace (Rossabi 2005, 192-3).

La fin de la tutelle russe et le passage à la démocratie parlementaire marquent un désengagement radical de l'État dans les secteurs de la communication et de la culture. Plusieurs musées sont toutefois créés dans la foulée du changement de régime, comme un nouveau musée d'histoire, le musée Zanabazar des arts bouddhistes, ou encore le musée des victimes de la répression politique, mais les budgets ne sont plus là pour les accompagner: en 1994 l'argent alloué aux institutions culturelles ne suffit même plus à couvrir les seuls coûts énergétiques et les salaires (Rossabi 2005, 184). Les vols se multiplient, les artefacts sont moins bien entretenus, des sites archéologiques sont pillés, les artistes doivent se recycler, voire émigrer, Mongol Kino, la société étatique de cinématographie, ferme, etc. Mais les référents nationalistes comme les symboles impériaux, les vêtements traditionnels, les célébrations bouddhistes, font un retour remarqué.

Le secteur des médias, de son côté, explose: pas moins de 600 journaux sont enregistrés au Ministère de la justice au milieu des années 1990 —beaucoup ayant une publication sporadique il est vrai—, et en 2002-2003 on peut compter 130 quotidiens et magazines, 35 stations de radio privées et 27 chaînes de télévision (Rossabi 2005, 192-4). Les informations de l'étranger sont par ailleurs disponibles sur le câble et sur la Toile. Mais la qualité des produits est faible et la distribution à la campagne devient plus erratique. La

corruption, par ailleurs, et les connexions politiques, gangrènent l'objectivité des journalistes<sup>25</sup>.

Dans ce climat, la langue russe, quoiqu'encore largement maîtrisée par la majorité de la population, est reléguée au second rang au profit de l'anglais, véhicule de la nouvelle idéologie et des nouvelles formes d'ascension sociale<sup>26</sup>.

Mais les canaux de diffusion de cette dernière sont cependant beaucoup plus complexes et diffus que ceux de la précédente: quoique le phénomène ne semble pas encore être documenté, les entreprises minières canadiennes et australiennes, les nombreuses sectes protestantes, les produits bradés des États-unis (films, séries télévisées ou disques audios « piratés » à partir de copies russes ou chinoises), le prestige croissant des études dans les pays anglo-saxons, l'activisme pro-marché des bailleurs de fonds et le tourisme international concordent, d'après nos observations, pour favoriser l'émergence, dans le centre cossu d'Oulan-Bator tout du moins, d'une nouvelle culture « mondialisée », autrement dit d'une véritable participation citoyenne au « postmoderne global » de Burawoy (voir 1.2.4 plus haut):

*Thus, the weakness of the postsocialist state is measured not only by its retreat from national politics but also by its subservience to global forces. ... The state-society nexus dissolves from both sides: the state is caught up in the magnetic field of supranational bodies while society is hooked into transnational flows and connections* (Burawoy 2000, 346).

Washington n'est d'ailleurs pas inactif dans ce processus qui, par exemple, par l'intermédiaire de son agence de développement USAID, a fondé et finance la diffusion gratuite d'un périodique destiné à fournir des informations économiques aux pasteurs nomades, *Gobi Business News*, en faisant artificiellement le plus important du pays (Rossabi 2005, 194).

---

25 Une jeune employée d'une importante compagnie minière étrangère, dont on taira ici la nationalité, nous confie ainsi en privé que les journalistes font régulièrement paraître des nouvelles « infamantes » dans la presse pour demander par la suite de l'argent. Son rôle officieux serait ainsi de les rencontrer en privé et de leur donner des enveloppes de quelques centaines de dollars, démarche qu'elle dit comprendre dans la mesure où le salaire mensuel d'un journaliste serait d'environ 150 \$. Sa compagnie aurait même monnayé une trêve de deux mois pendant l'été 2008 avec certains journaux de la presse « à scandale ».

26 L'anglais passe proche de devenir langue officielle avec l'accession au poste de Premier ministre de l'inénarrable Tsakhiagiin Elbegdorj en 2005, aujourd'hui premier Président de la République à la fois diplômé en Occident (États-Unis) et non-PPRM.

### 4.1.3. Économie

Un des grands défis de l'État moderne en Mongolie est d'établir un système de contrôle et d'appropriation de la valeur ajoutée suffisant pour permettre son émergence sur une économie pastorale en soi peu créatrice de richesses, sensible aux facteurs environnementaux et caractérisée par des unités productrices à la limite de l'ubiquité, autrement dit tout l'inverse des économies développées. Mais si les gouvernements successifs ne s'entendent pas sur une stratégie cohérente à suivre, on peut rétrospectivement identifier deux solutions ayant émergé graduellement, la première consistant à créer *ex-nihilo* un secteur industriel et la seconde à structurer celui de l'élevage.

C'est encore une fois au cours des années 1910 que les Mongols voient apparaître les premières pierres d'une économie moderne, dans une Khuree qui rassemble en tout et pour tout quelques 4 500 artisans et une quarantaine de compagnies de Chine, 25 compagnies de Russie et une centaine de commerces (Bat-Erdene 2004, 168). Les Russes ouvrent alors une petite mine de charbon à quelques dizaines de kilomètres de la capitale (à Nalaïkh), un atelier pour conditionner les feuilles de thé sauvage, une centrale électrique, un service de téléphone, et inaugurent même une monnaie temporaire (Bat-Erdene 2004, 170; Rupen 1979, 18).

La tendance se poursuit avec les Soviétiques dans les années 1920 mais reste malgré tout timide à cause des impératifs politiques du moment (l'éventuelle rétrocession du pays à une Chine devenue communiste) et de la domination constante des Chinois dans le commerce, encore bien après le troisième congrès du PPRM de 1924 qui décide de s'opposer au capitalisme, donc en pratique de les exclure du paysage économique (Rupen 1979, 37). C'est aussi à cette période que sont mises sur pied la banque nationale et la nouvelle monnaie, le tougrig<sup>27</sup>, là encore dans l'idée de supprimer à terme le capital étranger.

La première usine proprement dite n'ouvre cependant qu'en 1933, suivie de la plus importante compagnie du pays, le combinat d'Oulan-Bator, en mars 1934, ce qui fait porter à la veille de la Seconde guerre mondiale le « prolétariat » industriel mongol à 10 000 ouvriers, plus 10 000 travailleurs dans des coopératives semi-artisanales. Mais, « *more*

---

<sup>27</sup> Bat-Erdene nous dit que ce nom, signifiant « champignon » ou « rond », vise à s'inscrire dans la tradition chinoise d'appeler les unités monétaires d'après des objets ronds (Bat-Erdene 2004, 240).

*Mongols left the industrial labor force in these years than joined it, however: for many in the 1930s, factory work was seasonal and temporary, and they faded back into the steppes* », et les 30 000 lamas ayant échappé aux purges trouvent de même refuge dans l'élevage, n'ayant pas de débouchés dans l'industrie (Rupen 1979, 52).

L'élevage, donc, dans sa forme d'alors, possède une force d'attraction sans égale pour les Mongols, mais il représente une entrave au développement de l'économie moderne pour leurs dirigeants, d'autant plus que l'Église possède 15% du cheptel national (Bat-Erdene 2004, 307). L'État a donc tout intérêt à trouver un moyen de briser les unités productrices pour les reconstruire selon sa propre logique: c'est la collectivisation des troupeaux qui va permettre de le faire. Mais la première campagne se solde par un double désastre: une quasi guerre civile et une diminution du nombre de têtes de bétail de 23 millions en 1930 à 16 millions deux ans plus tard (Rupen 1979, 56).

Aussi, à défaut d'être en mesure de réorganiser en profondeur l'économie rurale dans un premier temps, Staline exige personnellement des Mongols qu'ils la poussent à produire 200 millions d'animaux à viande, un objectif qui, quoiqu'inatteignable (la capacité moyenne du milieu se situe entre 20 et 30 millions de bêtes), est repris par Oulan-Bator lors du dixième congrès du PPRM en 1940 pour l'horizon 1953 (Rupen 1979, 57; Bat-Erdene 2004, 376). En 1953 toutefois, non seulement on en est encore loin, mais en outre 97% du bétail appartient toujours à des particuliers (Rupen 1979, 75). Bref, la structure de l'économie reste relativement inchangée.

Comme l'histoire mongole en est maintenant coutumière, c'est un événement extérieur qui va précipiter à la fois l'industrialisation du pays et la collectivisation du cheptel: le Grand bond en avant chinois, qui met Pékin en concurrence avec Moscou. La rupture entre les deux géants socialistes arrive à un moment où Oulan-Bator peut capitaliser sur, d'une part, les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation, d'autre part sur l'absence de concurrence interne —l'Église ayant été physiquement réduite à néant—, et enfin sur les synergies potentielles avec le tissu industriel sibérien, considérablement renforcé au cours de la Seconde guerre mondiale pour protéger la force de production russe des Allemands (Grayson 2007, 3). De 1957 à 1959, la proportion du cheptel sous propriété privée passe ainsi de 75% à 25%<sup>28</sup>, et l'agriculture est diversifiée avec l'ouverture de « nouvelles terres »

---

<sup>28</sup> L'État utilise cette fois en priorité, par l'intermédiaire des coopératives, l'éducation, la propagande et de nombreux incitatifs pour collectiviser les troupeaux, après son expérience catastrophique des années 1928-

sous la direction de centaines d'ingénieurs soviétiques<sup>29</sup>, dans la région protégeant le corridor trans-Baïkal, autrement dit entre Oulan-Bator et la frontière sibérienne.

En 1960 Pékin met cartes sur table et propose à la Mongolie la mise à disposition d'une main d'œuvre de 300 000 ouvriers accompagnée de la fourniture clefs en mains d'un centre sidérurgique à Darkhan, en plein dans les « nouvelles terres ». En août 1961 le Kremlin récupère l'idée mais promeut l'industrie agro-alimentaire à la place, puis lance les travaux en octobre de la même année pour évincer les Chinois (Rupen 1979, 82). D'autres projets de grande ampleur, essentiellement miniers, sont entrepris par la suite dans la même zone de façon à être sûr, premièrement, que la Mongolie n'échappe pas à l'URSS, et deuxièmement qu'elle serve effectivement de bouclier à ce fameux corridor trans-Baïkal — à une époque où on en vient tout de même à l'affrontement physique avec la Chine<sup>30</sup>.

Mais quoique Darkhan soit à partir des années 1970 la seconde agglomération après la capitale, c'est la mine de cuivre et de molybdène d'Erdenet —une des plus importantes au monde—, à 180 kilomètres de là, à côté de laquelle on construit *ex-nihilo* le troisième centre urbain du pays, qui va devenir le véritable fleuron du développement industriel à la soviétique et remplir l'objectif stratégique recherché: « *The Chinese and all other outside parties are being totally and irreversibly excluded from any meaningful role in Mongolia* » (Rupen 1979, 105. Nous soulignons). Entreprise étatique russo-mongole, elle est, en effet, dès sa mise en opération en 1978, la première source de revenus et de devises étrangères du gouvernement, et ce jusqu'à aujourd'hui (Banque mondiale 2003, ii et 4).

En somme, c'est pendant ces « Trente glorieuses » socialistes —1955-1985, ou grosso modo les années Tsendenbal—, que la Mongolie change réellement de visage. L'industrie, qui représente seulement 7% du Produit matériel net (PMN)<sup>31</sup> en 1950, compte pour 35% en 1985, et a un effet d'entraînement sur le commerce, qui passe, quant à lui, de 10% à 26%. En conséquence, l'agriculture —68% du PMN en 1950— décline jusqu'à 20% en

---

1932 (Rossabi 2005, 115).

29 Un mouvement similaire, quoique nettement plus violent, se produit en Mongolie-Intérieure: « *There was a definite parallel between the policies adopted in Inner Mongolia and the MPR [Mongolian People's Republic], and their timing was remarkably similar* » (Rupen 1979, 78).

30 La 39<sup>e</sup> armée soviétique arrive en Mongolie en 1966 dans le cadre du nouveau « traité d'amitié » signé par Brejnev lui-même à Oulan-Bator cette année-là, juste avant les excès de la Révolution culturelle en Mongolie-Intérieure, un traité qui « jette aussi les bases d'une modernisation de l'économie, reposant jusqu'alors essentiellement sur l'élevage » (Even et Clairet 2008, 105). Mais c'est directement à la frontière sino-russe (île Damansky/Zhenbao) que des combats ont lieu en 1969.

31 Le produit matériel net est l'indicateur comptable de référence pour la production industrielle nationale des pays du Bloc soviétique (différent du produit intérieur brut).



1985 et n'occupe plus cette année-là que 33% des actifs (Rossabi 2005, 34), à telle enseigne que le *Politburo* du PPRM évoque année après année la possibilité de fixer la population nomade une fois pour toutes (Rupen 1979, 80).

L'État, au cœur du développement économique, emploie aussi davantage d'agents, surtout en éducation et en santé, où leur nombre fait plus que doubler, pour atteindre respectivement 10% et 6% de la population active (Rossabi 2005, 34). Évidemment, ses services peuvent alors atteindre tous les éleveurs: transformés en salariés, ceux-ci reçoivent des formations plus pointues pour améliorer la production, bénéficient d'un marché organisé, de nouvelles infrastructures (puits, abris hivernaux, réserves de fourrage), bref, d'une réduction de l'insécurité inhérente à leur métier (Rossabi 2005, 114-31).

Mais l'économie socialiste —et mongole en particulier— souffre de problèmes chroniques, entre autres un manque de main d'œuvre dû au décalage entre la faible population du pays et les importants besoins en infrastructures, une fonction publique et para-publique pléthorique, et une trop grande dépendance aux importations et à l'aide financière et technique étrangère, équivalente à 30% de son PIB (PNUD 2000, 28).

La fin de la tutelle russe marque ainsi, dans la vie quotidienne des Mongols, la fin d'une certaine époque en effet. La thérapie de choc ne produit pas les effets promis, loin de là: en 1999, le revenu par habitant est 77% inférieur à celui de 1989. L'inflation atteint un pic de 325% dès 1992 et quand elle revient à des niveaux plus raisonnables à partir de 1997 le crédit est à des taux quasiment prohibitifs, étouffant de fait toute perspective de croissance économique endogène (Griffin 2003, 2-4).

L'industrie, de son côté, encore relativement récente, est ravagée: sa part dans le PIB passe de 41% en 1990 à 20% en 2003 (PNUD 2005, 6; voir aussi Banque mondiale 2007, 1), et elle ne se limite essentiellement plus qu'à un secteur minier aux mains des Russes, des Chinois et des Anglo-Saxons, certes en plein boum mais peu demandeur d'emplois, comme nous le verrons plus loin.

Le chômage fait son apparition avec le retrait de l'État de tous les secteurs, mais faute de système de sécurité sociale efficace, son ampleur est constamment sous-estimée, avec par exemple un taux officiel de près de 6% en 1998 pour une estimation officieuse de 19% sur le plan national, dont 30% en zone urbaine (PNUD 2000, 25; PNUD 2003, 13).

C'est donc, d'une part, vers le nouveau secteur informel urbain, essentiellement du petit commerce, que nombre de Mongols, souvent très éduqués et qualifiés, doivent se tourner<sup>32</sup>, et d'autre part vers l'agriculture, ou le pastoralisme nomade pour être plus exact<sup>33</sup>, dont la part dans l'emploi total passe de 32% en 1989 à 49% en 1998, et de 15,5% à 37,5% dans le PIB dans le même temps (Griffin 2003, 60)<sup>34</sup>.

Des chiffres qui cachent toutefois, entre autres, une baisse significative de la productivité, une inégalité grandissante suite aux privatisations biaisées des troupeaux et des outils techniques, une dégradation de la qualité des pâturages, une désorganisation du marché et l'effondrement du nombre de puits, d'abris hivernaux et des réserves de fourrage.

Bref, malgré « *the lowest firing costs in the world* » (Banque mondiale 2007, 22), malgré aussi le fait que « *Mongolia was the only country in the world to levy virtually no taxes at all on trade* » (PNUD 2000, 13), et surtout malgré « *thirteen years of one of the highest per capita levels of foreign aid to any country in the world* » (Rossabi 2005, 109), l'élève modèle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale « *has gone from the "Second World" to the "Third World"* » (PNUD 2005, 26):

*In fact, one could argue that, from the perspective of structural change, Mongolia has entered into a process of underdevelopment. The country has become less urban and more rural. The composition of output has shifted away from industry, and the relative importance of the agricultural sector has increased dramatically. Mongolia is becoming de-industrialized. Within agriculture, the absorption of labour has increased and the productivity of labour has declined. A process of agricultural involution has occurred (Griffin 2003, 56. Nous soulignons).*

Les dernières tendances semblent confirmer cette dynamique. Malgré une croissance économique vigoureuse et des rentrées fiscales à la hausse depuis 2000 grâce à l'industrie des mines, un tiers de la population vit en effet toujours sous le seuil de pauvreté:

*High rates of poverty in the face of strong economic growth are a sign that inequality is increasing, and that a large share of the benefits of growth [is] going to those already well off. ... Rising inequality is a sign that the strong growth of recent years is not generating enough good jobs to raise the living standards of most of Mongolia's poor women and men (PNUD 2007, 12).*

32 Il occupe en 2000 entre 20% et 40% de la population active à Oulan-Bator (Griffin 2003, 12)

33 L'élevage compte en 1989 pour 70% de la production agricole nationale. En 1999 il atteint 90% (PNUD 2003, 38).

34 De 147 000 en 1990, la population d'éleveurs a déjà doublé en 1993 puis triplé en 1998 (Rossabi 2005, 121).

#### 4.1.4. Démographie, urbanisation et migrations

Outre sa faible densité naturelle, la Mongolie fait face, sur le plan démographique, au moment de son accession à sa première indépendance, à une « vraie menace de destruction » avec un clergé (régulier et séculier) nombreux de près de 100 000 hommes (Bat-Erdene 2004, 100). Les premières décennies du régime socialiste ne permettent cependant pas au taux de croissance de la population d'augmenter significativement à cause du développement encore limité des services sociaux et du poids toujours important de l'Église dans la société.

De 647 500 en 1918, le nombre d'habitants passe ainsi à 738 000 en 1935, puis à seulement 759 000 en 1944 (PNUD 2003, 63). Il faut dire que la première campagne de collectivisation des troupeaux pousse notamment près de 30 000 Mongols à s'exiler, aussi bien des nobles et des lamas que des membres du Parti ou des éleveurs ordinaires « *who were tired of collective farms* » (Bat-Erdene 2004, 310), et que les purges staliniennes de la fin des années 1930 entraînent la suppression physique de 30 000 autres individus (Bat-Erdene 2004, 361).

L'impact de la Seconde guerre mondiale, de son côté, est plus difficile à évaluer: on sait que les Mongols participent en nombre à la bataille de Khalkhyn Gol (aussi appelée Nomonkhan)<sup>35</sup> qui oppose les Soviétiques et les Japonais dans l'est du pays en 1939, mais avec leur cavalerie au milieu des chars d'assaut et des avions de combat, ils ne déplorent la perte que de 237 hommes, sur près de 27 000 morts en tout dans les deux camps (Bat-Erdene 2004, 388-9). C'est surtout la première et la dernière fois que le pays va devenir exportateur net, pour soutenir l'effort de guerre russe, essentiellement de viande et de peaux de moutons, ainsi que de chevaux, et peut-être dans ce sens là les sacrifices consentis par les Mongols affectent-ils leur démographie (Bat-Erdene 2004, 393-4).

Le décollage commence véritablement au milieu des années 1950, grâce à l'émergence du secteur industriel, au renforcement des soins de santé et à l'urbanisation en général: la

---

35 « *The Battle of Nomonkhan proved to be one of those critical turning points in history. ... It led directly to the defeat of the Japanese faction that gave priority to a war with the Soviet Union, and the consequent rise to predominance in the Japanese Government of those who favored a grand strategy built around a plan for collision with sea powers* » (Clubb, dans Rupen 1979, 46).

population, dès lors, fait presque tripler, passant de 845 500 en 1956 à 2 044 000 habitants en 1989, et d'un taux d'urbanisation de 21,5% à 57% (PNUD 2003, 63).

Les femmes bénéficient largement de cette période, et du socialisme en général: dès 1925 une loi abolit en effet les mariages arrangés et le développement de la législation va constamment promouvoir leur participation dans tous les secteurs d'activités, y compris politique. En 1989, 86% d'entre elles ont rejoint la force de travail, et leur proportion respective est de 70% parmi les docteurs et les enseignants, 64% dans le commerce et 67% dans la banque, la finance et les assurances. 96% d'entre elles sont par ailleurs alphabétisées et elles représentent 43% des diplômés d'université et d'établissements d'enseignement supérieur technique cette année-là (Rossabi 2005, 151).

L'État, soutenant ouvertement une forte croissance démographique, leur offre aussi de nombreux services: les nomades ont ainsi accès à des maternités gratuites, à un congé pré- et post-natal, à des crèches, etc. Évidemment toutefois, les femmes ne bénéficient pas dans ce contexte de l'avortement et les contraceptifs sont disponibles en quantités limitées, et, en général, elles font face aux universelles discriminations salariales et à un quasi monopole des hommes sur les postes les plus importants (Rossabi 2005, 151-2).

Cet accroissement de population, finalement, si recherché par les pouvoirs publics, quoiqu'il vise à gonfler de façon soutenue les villes, lieu de l'émancipation socialiste, se fait de façon relativement contrôlée, grâce à l'administration par le gouvernement des migrations internes et aux investissements en zones rurales (PNUD 2003, 42).

Soutenues par l'État, les femmes vont logiquement être les premières victimes de son retrait en 1990. La mortalité maternelle (en couche) double dans les trois premières années de la transition seulement, et il faut attendre 2000 pour qu'elle retrouve son niveau de départ (PNUD 2003, 8). Leur représentation au Parlement passe quant à elle de 23% à 10% au cours de la même période (PNUD 2003, 14). Elles sont surtout très affectées par l'effondrement du nombre d'emplois publics et forcées, en premier lieu, de se retrancher dans le secteur informel urbain —malgré leur degré de scolarisation très élevé— ce qui a un impact significatif sur leur taux de pauvreté par rapport à celui des hommes à Oulan-Bator: 43,8% contre 21,4%. À la campagne, la différence, plus réduite, joue davantage en leur faveur (23,6% contre 25,2%), mais leur charge de travail est double (PNUD 2003, 14 et 39).

C'est, de fait, la ville qui concentre le plus de problématiques pour elles: la prostitution fait son apparition, l'alcoolisme<sup>36</sup> et les actes de violence y explosent<sup>37</sup>. Les familles monoparentales dirigées par des femmes représentent, dès 1994, 25% de la population vivant sous le seuil de pauvreté, et leur nombre ne fait que croître, passant de 37 800 en 1993 à 61 800 en 2002, formant cette année-là 10,5% de toutes les familles mongoles (Rossabi 2005, 153).

Dans ce contexte les individus font moins de bébés et s'engagent moins facilement en couple, le taux de natalité chutant de 52% en 10 ans, et le nombre de mariages de 40% (PNUD 2003, 37). De nombreux enfants intègrent le marché du travail et plusieurs milliers deviennent des sans-abris dans les rues de la capitale, certaines estimations allant de 3 700 à 6 000 (PNUD 2003, 17; Rossabi 2005, 157).

Tout cela s'accompagne d'un retour aux valeurs religieuses bouddhistes, mais aussi chamaniques, et d'une prolifération croissante de sectes diverses, dont le prosélytisme a souvent lieu sous couvert de cours d'anglais gratuits: les Mormons, les adventistes, les Baha'i sont là, et même certaines organisations non gouvernementales étrangères importantes et ouvertement chrétiennes, comme Vision mondiale (*World Vision*).

Les changements sont d'autant plus brutaux que les privatisations des coopératives agricoles et des entreprises publiques se font en un temps record (moins d'un an pour les plus petites) dans un climat d'affairisme et de corruption sans précédent, et aboutissent à une répartition extrêmement inégale des biens et des capitaux. Celle des industries est pourtant voulue « démocratique » au départ, chaque citoyen se voyant donner des coupons représentant une proportion égale de l'unité en jeu.

Mais en pratique peu d'entre eux ont une idée de leur valeur, surtout les pasteurs nomades et les urbains déjà appauvris par la transition, si bien qu'ils les vendent à rabais à une minorité, souvent pour payer des biens de consommation courante: « *A market*

36 On pourrait écrire un livre sur l'alcoolisme en Mongolie, un phénomène qui a pris des proportions dramatiques mais qui reste curieusement peu étudié (voir à ce sujet PNUD 2007, 23). Un sondage de 1999 suggère que 52% des hommes y sont de « gros buveurs » (*heavy drinkers*), et en 2004 le pays dans son ensemble n'a rien de moins que 184 distilleries de vodka, 18 d'autres spiritueux, 11 usines de production de vin et 29 brasseries pour la bière (Rossabi 2005, 147 et 302). Au cours de nos deux séjours en Mongolie, on a, entre autres, pu recueillir le témoignage d'un coopérant occidental qui voyait l'aide en farine de son pays transformée en vodka et faire l'expérience —assez surréaliste en fait à Oulan-Bator— d'une prohibition totale en janvier et en février 2008 après le décès de onze personnes suite à l'ingestion d'alcool frelaté.

37 Le nombre total de crimes enregistrés augmente de 160% entre 1990 et 2001, et celui des crimes « violents » double (PNUD 2003, 17).

*economy was beyond the experience of ordinary Mongolians, who had had almost no exposure to the outside world and were allowed no time to learn about these very new institutions* » (Rossabi 2005, 50)<sup>38</sup>. Quant aux appartements ils sont carrément donnés à leurs occupants, laissant pareillement de côté les ruraux et les pauvres urbains (Griffin 2003, 17).

À la campagne la logique est similaire: les quelques 25 millions de bêtes et autres matériels (tracteurs, outils) sont répartis par les dirigeants de chaque coopérative en priorité à leurs familles et à leurs réseaux personnels, grâce à quoi dès 1992 déjà, 5% seulement des ménages ont des troupeaux de 200 têtes et plus, et 42% des ménages ont des troupeaux de moins de 31 têtes (Griffin 2003, 18; voir aussi Rossabi 2005, 49). Une inégalité qui, en 2006, ne s'est pas résorbée, puisque 52% des familles impliquées dans le secteur ont moins de 100 animaux (PNUD 2007, 37), alors que, comme nous l'avons vu plus haut, « *a herd size of 200-300 animals is considered necessary to make a reasonable living and meet the basic needs of an average household with 4-5 members* » (PNUD 2003, 13).

Malgré tout, le pastoralisme semble offrir un peu plus de sécurité aux Mongols de la ville qui font face à l'effondrement de la fonction publique et de l'industrie. Mais, à cause de l'insécurité économique ambiante et de l'afflux de ces derniers dans les steppes, le cheptel augmente fortement: de 1990 à 1999, il passe ainsi de 26 millions à 33,5 millions, poussant le milieu aux limites de sa capacité (PNUD 2003, 38).

Deuxièmement, ce dernier voit sa composition changer de façon radicale: en théorie composé par ordre croissant en nombre et décroissant en valeur de chameaux, de chevaux, de bovins, de chèvres et de moutons (les « cinq museaux ») —quoiqu'en proportion plus variable selon la localité—, les éleveurs investissent désormais dans la rentabilité à court terme, celle du cachemire, exporté en Chine, donc des chèvres. Or les chèvres arrachent l'herbe au lieu de la couper; elles favorisent en conséquence la désertification et empêchent les pâturages de se renouveler normalement<sup>39</sup>. Leur nombre passe ainsi de 5 millions en 1990 à 11 millions en 1997 (Rossabi 2005, 124)<sup>40</sup>. Dans le même temps, « au moins » 60%

38 En 2003, 1 500 personnes, c'est-à-dire 0,5% de la population, possèdent plus de 70% des parts des compagnies privatisées à ce moment-là (Rossabi 2005, 51).

39 En 1998, moins de 2% des pâtures mongoles sont jugées non dégradées, 25,5% sont dégradées à hauteur de 10% (faible), 51% sont dégradées à hauteur de 20% (moyen), et 21% sont dégradées à hauteur de 30% (fort) (Griffin 2003, 101; voir aussi PNUD 2000, 35 et PNUD 2005, 79).

40 Il continue malgré tout à augmenter: en 2004, il dépasse même pour la première fois celui des moutons, pour atteindre 15 millions en 2006 (Mercy Corps 2007, 11).

des 35 000 puits creusés à l'époque socialiste deviennent hors service faute de maintenance (PNUD 2003, 36; Griffin 2003, 15).

Tout ceci, cumulé à la disparition des coopératives, qui aidaient à mettre les animaux sur le marché et fournissaient les services sociaux, pousse les pasteurs nomades à se déplacer vers les meilleures steppes dans le centre du pays et à se rapprocher des villes. Et c'est en quelque sorte un hasard inévitable qui arrive successivement en 1999, en 2000 et en 2001, avec des hivers plus rigoureux que d'habitude et des étés secs: ne bénéficiant plus d'assez de fourrage ni d'abris, les animaux doivent faire face au gel et au dégel de la neige (*dzud*) qui forment une croûte extrêmement résistante pour atteindre une herbe devenue plus rare. Quelques 11 millions d'entre eux meurent de faim à ce moment-là, et près de 15 000 éleveurs perdent toutes leurs ressources (PNUD 2003, 40).

Un exode rural brutal survient: en 1999, la population urbaine, qui était passée de 57% à 52% sur la période 1990-1995, atteint un pic à 58,5% (PNUD 2003, 63). Mais c'est essentiellement Oulan-Bator qui reçoit les nouveaux arrivants (et dans une moindre mesure Darkhan et Erdenet). Sa croissance de 27% depuis le début de la transition se fait au dépend des villes de moindre importance et des villages ruraux et laisse à penser que l'on se dirige vers un pays à deux visages: une unique métropole face à une vaste campagne à l'habitat sporadique (PNUD 2003, 43; Griffin 2003, 58-9).

C'est donc toute une population flottante qui ceinture aujourd'hui une capitale aux infrastructures limitées et vieillissantes<sup>41</sup>, où 60% des habitants vivent sous la tente (*ger*) (Rossabi 2005, 141). Enfin, outre les migrations internes, un nombre croissant de Mongols est candidat à l'émigration à l'étranger, mais c'est un phénomène là encore peu étudié (PNUD 2003, 43; Griffin 2003, 13): « *Between 1990 and 2003 about 120,000 Mongolians, representing 5 percent of Mongolia's population, emigrated abroad (mainly South Korea and Japan) in search of better opportunities* » (Banque mondiale 2007, 17)<sup>42</sup>.

---

41 « *Mongolia has one of the highest greenhouse gas emission per capita and per GDP in the world* » (Griffin 2003, 110): seulement 25% du charbon brûlé à Oulan-Bator est effectivement restitué en chauffage et en électricité (PNUD 2005, 5). Les gens qui vivent en appartement consomment par ailleurs 50% de plus d'eau que les Américains et les Allemands (PNUD 2005, 8).

42 En 2004, les 30 000 Mongols installés en Corée du Sud, dont seulement 700 légalement, auraient ainsi renvoyé au pays entre 80 millions et 100 millions de dollars américains, soit près de 10% du PIB (Rossabi 2005, 218-9).

#### 4.1.5. Résumé

Voici les principaux impacts au niveau des individus de l'émergence puis du retrait de l'État moderne en Mongolie:

- L'éducation publique pousse la population à accepter la logique rationnelle du contrôle étatique mais ne la prépare pas à l'effondrement brutal de celui-ci (4.1.1).
- La vie culturelle des Mongols est réformée et homogénéisée par l'administration mais en s'effaçant celle-ci laisse la place à des formes hybrides et contradictoires (4.1.2).
- L'omniprésence de l'État favorise l'insertion de tous les individus dans une économie d'un type radicalement nouveau quand son retrait ne bénéficie qu'à une minorité (4.1.3).
- Les modes reproductifs et migratoires traditionnels des familles mongoles, brisés puis recomposés par l'État, sont les premières victimes de la transition de 1990 (4.1.4).

### **4.2. Les individus dans le changement social en Mongolie avec le retrait de l'État moderne: le cas des mineurs artisanaux**

Le retrait de l'État moderne en Mongolie met à jour la nature de sa logique économique et des rapports sociaux qui le caractérisent en favorisant l'émergence d'une population marginalisée et dépendante de ressources naturelles non renouvelables.

#### 4.2.1. Contexte industriel

L'exploitation du sous-sol de la Mongolie a une longue histoire, « *longer than the Mongols have been identified as a distinct people* », remontant au moins jusqu'au XI<sup>ème</sup> siècle (Hilson 2003, 531), une histoire qui connaît même une petite « ruée vers l'or » à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle dans le nord du pays.

C'est ainsi qu'en 1896, un entrepreneur russe se voit accorder par le pouvoir mandchou et deux princes mongols la concession d'un territoire de 263 000 km<sup>2</sup> pour former



Mongolor, la première compagnie aurifère industrielle locale. Ses débuts sont toutefois erratiques: la compagnie doit fermer pendant la révolte des Boxers, un tiers de sa production disparaît dans le commerce illégal, et elle fait face à l'opposition des traditions des nomades, qui refusent de heurter la terre, laissant la besogne à des travailleurs chinois importés à plus grand frais. Elle parvient cependant à extraire près de dix tonnes d'or jusque dans le courant des années 1910 (Grayson 2007, 2-3).

Avec l'exclusion progressive des étrangers par les Soviétiques dans les années 1920, l'orpaillage périclité et le secteur des mines se concentre essentiellement sur le charbon, source d'énergie pour les besoins locaux: la mine de Nalaïkh, non loin d'Oulan-Bator, ouverte pendant l'Autonomie, est par exemple agrandie en 1930 (Bat-Erdene 2003, 301).

C'est la compétition chinoise au tournant des années 1960 qui décide l'URSS à explorer le potentiel de la Mongolie: dans la mesure où le pastoralisme a une valeur ajoutée réduite, mais aussi pour des raisons idéologiques —Moscou favorisant la voie industrielle de développement et Pékin la voie agricole—, les ressources souterraines du pays s'avèrent être les seules à pouvoir offrir le double avantage de servir les besoins de la métropole et de couvrir, en théorie, les frais d'une économie moderne créée de toutes pièces.

Les Russes posent petit à petit les fondations dans le courant de la décennie grâce à leurs activités d'exploration, puis investissent massivement dans les années 1970, avec le mégaprojet d'Erdenet, évidemment, dont la production est destinée à partir à 100% au nord de la frontière —« *an example of neocolonialism* » (Rupen 1979, 106)—, mais aussi avec Mongolrostsvetmet, une autre entreprise binationale, qui exploite la fluorine après l'effondrement des livraisons de la Chine à l'URSS consécutif à leur rupture (Rupen 1979, 107). Mais on trouve aussi de l'uranium, et la Tchécoslovaquie lance une production d'étain pour sa consommation intérieure quand les Allemands et les Bulgares relancent celle de l'or (Grayson 2007, 3). Ce faisant le pays devient plus vulnérable aux « convulsions » qui agitent le Bloc soviétique dans les années 1980, la technologie rudimentaire de son industrie et l'absence de transformation locale des matières premières ne permettant pas de dégager les bénéfices attendus de ce changement économique structurel (Rossabi 2005, 35).

Ce sont cependant paradoxalement les compagnies minières publiques dans lesquelles les Russes gardent des intérêts après 1990, comme Erdenet et Mongolrostsvetmet, qui évitent à l'État mongol la banqueroute pure et simple (Grayson 2007, 3). Mais face à une

crise d'une ampleur inconnue, les privatisations décidées par Moscou et Oulan-Bator deviennent les principaux enjeux de pouvoir au sein de leurs élites en recomposition.

En 1993, le vice Premier ministre Purevdorj signe ainsi avec Ibez Group, une « mystérieuse » firme américaine, un accord lui donnant un monopole de 99 ans sur l'extraction des ressources minières, les télécommunications, le tourisme et le cachemire, à charge pour elle de négocier l'entrée de tierces parties, invalidé en 1995 par le Conseil national de sécurité qui force Purevdorj à démissionner: « *Only a leak to the media by two dissident politicians averted this potential squandering of the country's principal assets* » (Rossabi 2005, 60-1). La Russie, de son côté, décide unilatéralement de vendre la moitié de ses 49% d'Erdenet au secteur privé et manque de se départir de même de 25% supplémentaires au coût de 240 000 dollars, « *an extraordinary underevaluation of an enterprise that generated \$1 million in profits annually* » (Rossabi 2005, 204).

Dans ce contexte c'est la politique de la porte ouverte qui prévaut, et les ressources minières de la Mongolie ne font pas exception: le gouvernement entame en 1992 un programme « Or », puis ouvre en 1994 son très secret fonds géologique (*Geofund*), et adopte enfin en 1997 une première grande loi sur son sous-sol, « *regarded as one of the most favourable in the world for exploration, production and foreign investment* » (Hilson 2003, 533; voir aussi Grayson 2007, 3)<sup>43</sup>.

Le succès est tel qu'en 2003, avec près de 40 millions d'hectares couverts par 2 600 licences d'exploration, soit un quart du territoire national, et 78 000 hectares couverts par plus de 600 licences d'exploitation détenues par 141 compagnies dont 94% sont aurifères, le sous-sol mongol suscite un afflux d'investisseurs privés « *unmatched worldwide* » (Banque mondiale 2003, 7). Les réserves, malgré tout encore largement inconnues, laissent entrevoir un patrimoine d'une richesse exceptionnelle en charbon, en cuivre, en fluorine, en or, en fer, en plomb, en argent, en tungstène, en uranium et en zinc, principalement<sup>44</sup>.

---

43 L'ambassadrice des États-Unis à Oulan-Bator, au cours de la rencontre annuelle du *North American – Mongolia Business Council* (NAMBC) à Ottawa du 26 au 28 avril 2006, à laquelle nous nous sommes rendus, est confiante de voir la Mongolie s'ouvrir encore davantage: « *We'll see in the future much more market oriented democracy and hopefully much more market oriented policy* ». Elle remarque du même souffle que les jeunes Mongols, dixit, « veulent » parler anglais, et qu'il faut aider « ces enfants » à aller aux États-Unis: « *It's an investment in the next generation* ».

44 Toujours à cette réunion du NAMBC, un entrepreneur nord-américain lance avis aux compagnies minières opérant en Mongolie et présentes dans l'assistance que Boeing recherche du titane « de toute urgence ».

La distribution de ces ressources est à l'image de la Mongolie contemporaine: inégale. Si la grande majorité des licences appartient à des Mongols —essentiellement des petites licences d'exploration, 70% d'entre elles faisant moins de cent hectares (Banque mondiale 2003, 7)—, les compagnies les plus importantes sont presque toutes au moins en partie étrangères à cause de la consommation élevée en capital de l'industrie: Erdenet (cuivre et molybdène, Russie), Mongolrosvetmet (fluorine, Russie), Altan Dornod (or, Russie), Cameco (or, Canada), Boroo (or, Canada), Bumbat (zinc, Chine), Tumurtiin (zinc, Chine), Entree (or, Canada), et bien sûr l'énorme Oyu Tolgoi actuellement en développement (or et cuivre, Canada, Australie et Royaume-Uni).

En 2007 le secteur des mines, en plein boum avec des prix internationaux alors à la hausse, représente ainsi 33% du PIB de la Mongolie, 70% de sa production industrielle, 69% de ses exportations et plus des deux tiers des investissements étrangers directs (USGS 2009, 1), et son poids devrait croître encore dans une économie pour le reste en crise.

La tentation est donc forte pour le gouvernement de chercher à tirer davantage bénéfice de cette manne, chose faite avec l'adoption très disputée d'une nouvelle loi sur le sous-sol du pays en 2006, qui donne une participation à l'État de 34% dans les « dépôts d'importance minérale stratégique » comme Oyu Tolgoi (articles 4.1.11 et 5.5), ainsi que l'adoption, la même année, d'une taxe de 68% sur les profits réalisés sur l'or et le cuivre au-delà d'un certain prix international (*Windfall tax* du 12 mai 2006), abolie en 2009 (effectif en 2011) pour permettre la signature d'Oyu Tolgoi, après avoir suscité l'ire des compagnies étrangères.

Mais se pose maintenant un problème particulier, celui du renforcement de la dépendance de la Mongolie à l'exportation de matières premières non transformées et de ses conséquences internes, que l'Organisation des Nations-Unies classe même comme une « vulnérabilité »<sup>45</sup>:

*The most important vulnerability issue for Mongolia is how will the economic, social and environmental vulnerabilities evolve with the high growth rates prospected by the Government, based on expansion of copper, gold and cashmere—in particular what does that expansion mean for the employment, income distribution, and the environment (PNUD 2005, 51).*

---

45 « In the UN terminology vulnerability is defined as the risk of being negatively affected by shocks that impact the growth and development path of a country, usually with negative consequences for human security » (PNUD 2005, 4).

On commence pourtant à avoir certains éléments de réponse à cet égard, par exemple dans le cas de la consommation en ressources humaines du secteur minier, qui emploie surtout des étrangers et des citoyens (Hilson 2003, 533):

*Between 1994 and 2006 the number of workers in the mining sector increased from 14.6 thousand to 41.9 thousand, a far greater percentage increase than in any other sector; but as of 2006 still only 4.1 per cent of the total work force. Virtually all of this increase has occurred since 2000, during which time the average annual increase has been 20.9 per cent. ... Productivity and wages are therefore considerably higher for that segment of the labour force, with labour productivity in 2006 seven times higher than the national average, and average salaries 20 per cent higher than the average. But the broader impact on employment and poverty of this segment of the sector has been limited (PNUD 2007, 39).*

Sur le plan environnemental, la Mongolie, malgré un arsenal législatif pertinent alors que le régime socialiste n'en avait pas produit, voit ses écosystèmes se dégrader à grande vitesse. Le pompage excessif de l'eau pour les mines aurait par exemple asséché, d'après le ministère responsable, 370 rivières et 1 100 lacs et ruisseaux (Rossabi 2005, 178). En outre, les sites d'exploitation sont presque tous à ciel ouvert et sont rarement remis en état, en bonne partie parce que les autorités publiques ne forcent pas les compagnies à le faire (Griffin 2003, 108-9)<sup>46</sup>. La pollution chimique prend aussi des proportions dramatiques, comme à Khongor, un village près de Darkhan, où les taux de mercure et de cyanure étaient respectivement de 100 et de 900 fois supérieurs à la normale en 2008 (Amnistie Internationale 2008), dont le cas défrayait la chronique après une série de fausses couches lors de notre dernier séjour.

Se pose enfin la question de la redistribution de la rente minière et de la péréquation entre les différentes unités administratives du pays. La loi de 1997 étant muette à cet égard, il faut attendre celle de 2006 pour que les collectivités locales (y compris la ville d'Oulan-Bator) —pourtant les plus à même de fournir des services de proximité à la population— se voient reconnaître un droit à bénéficier de 30% des taxes sur le secteur minier, suivant par là les recommandations de la Banque mondiale (Banque mondiale 2003, ix et 44), mais ces sommes ne peuvent pas excéder leurs revenus annuels, bien bas dès le départ (article 58), et rien sur leur répartition à l'échelle nationale n'est stipulé. Le pouvoir de dépenser du gouvernement central apparaît pourtant nettement moins contraint que dans le passé,

---

46 « *The extraction of copper and gold according to the prevailing practices in Mongolia is leading to the devastation of the landscape and the pollution of rivers and water sources, with scant provision for clean up by the minerals extractors or the public authorities* » (PNUD 2005, 34).

comme l'adoption de la récente « prime au mariage » de 500 000 tougrigs (350 \$) ou du « bénéfice enfant » de 136 000 tougrigs (90 \$) par an le montre, alors même que le régime de sécurité sociale exclut depuis 1995 les éleveurs et les travailleurs du secteur informel et que le système de retraite de 1999 ne prend en compte que les individus nés après 1960 (Banque mondiale 2007, 26-7).

Bref, les tensions sociales sont loin d'être apaisées malgré des taux de croissance qui dépassent désormais certaines années ceux de la Chine, bien au contraire:

Les mouvements de citoyens distincts des principaux partis politiques (tels Réforme radicale, l'Union libre des seniors, le mouvement « Terre - Ma Mongolie » ou le « Mouvement pour donner la moitié de Oyu Tolgoi aux Mongols ») ont été de plus en plus actifs, certains occupant longuement la place centrale d'Oulan-Bator, devant le palais d'État où ... ils dénoncent les conditions trop favorables faites aux compagnies minières étrangères par le gouvernement au détriment de l'intérêt national, l'absence de retombées de la manne minière pour la population alors que la terre et les pâturages sont traditionnellement considérés comme un bien collectif ... (Even et Clairet 2008, 108).

#### 4.2.2. *Émergence*

Dans les années 1990, en réponse à l'effondrement du marché de l'emploi, à l'apparition de la pauvreté à grande échelle et à l'affaiblissement de l'autorité de l'État, un phénomène totalement nouveau survient dans le centre-nord de la Mongolie.

En 1991, dans le *soum* de Bornuur, le long de la rivière Boroo, sur un ancien site d'orpaillage, quelques dizaines d'individus entreprennent de recycler les sédiments environnants pour en extraire paillettes et poussières d'or. Dans le même temps —cas unique au monde—, d'autres décident de se spécialiser dans la récupération du mercure encore présent dans le sol après l'explosion en 1956 d'un stock de 10 tonnes sur les mêmes lieux pour alimenter la nouvelle demande (Appel 2005, 20). En 1993 ensuite, ce sont cette fois des mineurs artisanaux de charbon qui investissent les nombreux tunnels de la mine de Nalaïkh, qui doit officiellement fermer à cause d'une inondation et d'une série d'incendies (Banque mondiale 2003, 22).

En 1995-1996, quelques centaines d'ex-employés de l'industrie publique des mines, pour la plupart hautement qualifiés (ingénieurs, géologues, chauffeurs d'engins, etc.), assistés de

leurs familles, se lancent à leur compte dans l'exploitation de roches aurifères. Ils sont rejoints en 1999 par une seconde vague d'individus, anciennement dans les fermes d'État, et des urbains marginalisés par la nouvelle économie. Mais à la fin de la même année et jusqu'en 2002, ce sont surtout des dizaines de milliers de pasteurs nomades, victimes des *dzuds*, qui prennent d'assaut les sables aurifères et, plus que tout, les monticules de résidus laissés par les compagnies (MBDA 2004, 24; Grayson 2007, 4).

Le boum du secteur minier formel que connaît alors le pays, et surtout « *the results of its inefficiency* », achèvent en effet de créer une nouvelle ruée vers l'or (Hilson 2003, 533). Moins de 10 000 avant cette dernière vague, les mineurs artisanaux seraient déjà 100 000 en octobre 2002, et plus encore après 2003, dont au moins 80 000 dans les sédiments<sup>47</sup>: « *A paradigm-shift occurred: illegal ASM [Artisanal and Small-Scale Miners] had become the largest generator of new rural employment and cash income* » (Grayson 2007, 4).

L'or présent dans les zones alluviales et les rejets de l'industrie attire l'essentiel de cette nouvelle population, à cause de sa valeur bien sûr, mais aussi à cause de sa disponibilité à travers quasiment tout le pays et de la simplicité technique de son extraction. L'or de roche, pour sa part, quoique plus difficile à exploiter, concerne tout de même 20 000 personnes (Grayson 2007, 7; voir aussi MBDA 2003, 26-33).

En 2003, 95% des 7,5 tonnes produites par les chercheurs d'or trouvent leur origine dans les résidus du secteur formel, des stocks estimés alors à 48 tonnes de métal pur, peut-être complétés chaque année par des rejets industriels de l'ordre de 7,8 tonnes (Grayson 2007, 10-1; MBDA 2003, 37): « *The castoff products of inefficient commercial mining had become the sine qua non of the economic survival strategy of tens of thousands of indigent urban and rural people* » (Banque mondiale 2003, 24. Les auteurs soulignent). La capacité d'absorption de cette activité semble donc suffisante pour amortir un nouveau *dzud*, d'ailleurs relativement prévisible à court terme (Grayson 2007, 14), d'autant plus qu'ils commencent, à partir de 2004 en particulier, l'exploration et l'exploitation de zones jusque-

---

<sup>47</sup> Une estimation précise reste toutefois impossible en pratique puisque le nombre des mineurs varie en fonction des saisons, de la disponibilité des ressources, des migrations, etc. La Banque mondiale est ainsi en faveur d'une hypothèse minimale: entre 30 000 et 46 000 (Banque mondiale 2003, iii; Banque mondiale 2007, 7). L'Organisation internationale du travail, dont nous avons rencontré une responsable à Oulan-Bator, penche plutôt pour 50 000 ou 60 000 en saison haute. Même leur origine est sujette à controverse: à preuve, pour certains, ils passent totalement inaperçus avant 1998: « *Small-scale mining also termed artisanal mining did not start in Mongolia until 1998* » (Appel 2005, 6; à comparer à Grayson 2007, 8 et MBDA 2003, 22).

là totalement vierges, comme un parc naturel du Gobi par exemple (Grayson 2007, 11; Appel 2005, 11): « ... *the supply opportunities are sufficient to support 250,000 informal gold miners in the summer season 5 to 10 years ahead* » (MBDA 2003, 40; voir aussi Banque mondiale 2003, 30). De fait, d'aucuns s'accordent même pour dire que le phénomène, loin d'être conjoncturel, pourrait prendre racine sur le long terme:

*The geological setting of Mongolia and the fact that commercial mining companies as well as small-scale miners frequently make new discoveries of gold occurrences indicate that small-scale mining for gold is not a passing phenomenon. It is likely that it will go on for several decades and will sustain an increasing number of small-scale miners* (Appel 2005, 8; voir aussi Hilson 2003, 542).

Avec une telle ampleur, cette ruée vers l'or tend à concentrer toute l'attention des observateurs et des institutions. On trouve pourtant près de 2 000 personnes dans le charbon à Nalaïkh, mais aussi à Shariin Gol près de Darkhan (MBDA 2003, 25; Appel 2005, 16), plus de 500 dans la fluorine au sud-est de la capitale (Appel 2005, 19), et environ 300 dans le mercure dans la région de la rivière Boroo (MBDA 2003, 119; Grayson 2007, 36). Il existe même des mineurs artisanaux de sel de montagne, dans le *soum* de Davst<sup>48</sup> au nord-ouest de la Mongolie, ainsi que des mineurs de gemmes<sup>49</sup> et de pierres de construction (Appel 2005, 6), mais les recherches à leur égard semblent encore faire défaut.

Là encore, les ressources évaluées de ces différents minéraux suggèrent un ancrage possible du phénomène sur de nombreuses années. Avec des réserves virtuellement illimitées (PNUD 2005, 29), une population urbaine vivant majoritairement sous la *ger* — donc fortement demandeuse pour se chauffer et cuisiner—, et une pléthore de petites compagnies préférant employer des artisans, plus efficaces et moins chers pour, par exemple, récupérer les 56 tunnels de la mine de Nalaïkh, l'exploitation artisanale du charbon semble promise à un bel avenir (Appel 2005, 15).

De la même façon, dans un pays comptant parmi les premiers exportateurs au monde (Appel 2005, 18; Banque mondiale 2003, 11), mais avec cette fois un quasi monopole de l'entreprise publique Mongolrostsvetmet, de nombreux détenteurs de petites licences de fluorine ont recours au travail manuel à bon marché. Quant au sel de roche, la Mongolie aurait, d'après un jeune fonctionnaire du Ministère de l'industrie et du commerce que nous

---

48 Davst signifie littéralement « sur le sel ».

49 Les passagers du train Pékin – Oulan-Bator sont ainsi souvent sollicités par des enfants vendant des pierres semi-précieuses au cours de leurs arrêts dans le désert de Gobi.

avons rencontré, les deuxièmes plus importantes réserves de la planète après la Pologne, et les mineurs artisanaux permettraient de combler efficacement les « pertes » technologiques continues de la seule compagnie licenciée depuis 1990. Et finalement, à moins que la demande ne cesse, même le mercure devrait continuer à trouver preneur, puisque la production locale ne couvre encore que 10 à 20% des 500 kilos consommés chaque année dans la région de Bornuur (Grayson 2007, 36).

#### 4.2.3. Pluralité

Si l'on peut définir de la manière la plus large possible pour les besoins de notre analyse les mineurs artisanaux comme des individus, des groupes ou des familles engagés dans l'extraction de divers minéraux, le plus souvent illégalement (sans licence), en tous cas avec un investissement en capital technique et financier incommensurable avec celui d'une entreprise industrielle, ainsi que tous ceux dont les services ont pour but de soutenir leur vie en communauté, le phénomène se révèle trop complexe et trop variable pour est circonscrit par une formule rigide et limitative définitive:

*For decades, experts have debated this question but have been unable to reach a compromise. ... In fact, the disproportionate amount of time spent trying to define "artisanal" and "small-scale" mining over the years has, in turn, precipitated their gradual acceptance as mainstream classificatory terms for the most rudimentary branches of the mining sector. This is largely because of increasing realization that no one criterion is sufficient to define either term (Hilson 2003, XXIII).*

Chaque collectivité de mineurs présente en effet un visage différent. C'est d'abord le type de ressource travaillée qui en dessine les contours, puisqu'il a un impact sur le pourquoi, le comment, et le quand de son extraction. L'or, par exemple, se trouve dans deux minerais: les roches d'une part, les sables et graviers des zones alluviales et les rejets des mines industrielles d'autre part (que l'on appellera ici tout simplement « sédiments »), dont découlent deux catégories de « ninjas », ainsi qu'on les surnomme en Mongolie<sup>50</sup>.

Ceux qui travaillent les roches se concentrent avant tout dans deux provinces du centre-nord, tandis que l'on retrouve ceux qui travaillent les sédiments à travers tout le pays,

---

<sup>50</sup> En référence au seau en plastique vert qu'ils portent sur le dos et qui les fait ressembler aux personnages d'un célèbre dessin animé (MBDA 2003, 52; Grayson 2007, 6).



quoique surtout dans six provinces, là aussi dans le centre et dans le nord essentiellement (MBDA 2003, 27). Les premiers, parce que leur travail est plus difficile physiquement et techniquement, sont en général plus masculins que les seconds et ont, de la même façon, un niveau d'éducation et un revenu plus élevés. Ils tendent aussi à être davantage sédentaires, donc à avoir un meilleur accès aux services sociaux et à pouvoir travailler dans de meilleures conditions tout au long de l'hiver, et ils bénéficient d'un meilleur temps de repos (repas, pauses, congés). Ils investissent aussi beaucoup plus dans leur activité. À l'inverse, pauvreté, précarité, et morbidité tendent à augmenter dans les sédiments en contrepartie de leur facilité d'accès (UNFPA 2007).

Le sexe et l'âge sont deux autres critères de différenciation importants. Les unités de mineurs sont le plus souvent des familles, et les rôles y sont bien répartis. Les hommes tendent ainsi à prendre en charge le travail de l'extraction proprement dite et du transport des sacs, et les femmes la séparation des métaux, la mise en sacs, et surtout les services (MBDA 2003, 206-11). On trouve aussi de nombreux enfants dans les mines d'or, le plus souvent avec leurs parents: ils représenteraient en temps normal de 10 à 15% de la population totale mais leur proportion doublerait pendant les congés scolaires (MBDA 2003, 199). Comme les adultes, ils développent des spécialités: dans la fluorine, par exemple, ils ont en charge le concassage (Appel 2005, 19).

La localité vient compliquer encore les tentatives de classement. Chacune, en effet, présente son histoire et ses particularités: à Nalaïkh par exemple, les mines sont entièrement masculines (Appel 2005, 17); à Zaamar, par contre, au nord d'Oulan-Bator, on trouve des groupes de femmes prenant en charge tous les métiers, allant jusqu'à creuser des puits de 12 à 15 mètres (MBDA 2003, 207); à Taragt, dans le centre du pays, le salaire annuel est de 180 dollars alors qu'il est dix fois supérieur dans le *soum* d'à côté pour exactement la même activité (Grayson 2007, 53); à Bayangol, les mineurs transportent quotidiennement sur leur dos des charges totales de 700 kg, tandis que c'est plus du double à Yeruu, dans la même province (UNFPA 2007, 54), etc. Une localité peut en outre présenter un profil changeant: ainsi de Galuut, dans le centre-sud de la Mongolie, où l'on compte en 2000 quelques dizaines de mineurs artisanaux dans la zone d'une mine bulgare-mongole, et deux étés après plus de 4 000, certains ayant même essaimé en terrain vierge à 300 km de là en plein désert de Gobi (Hilson 2003, 535).

Enfin, reste la finalité de l'activité: est-elle temporaire ou permanente, à temps plein ou partiel, sédentaire ou migratoire, etc.? Des éleveurs ont ainsi recours à l'orpaillage à la fin de leurs journées pour compléter leurs revenus, ou alternent en fonction des saisons, allant miner à des centaines de kilomètres de leur campement, voire même abandonnent complètement le pastoralisme pour s'y consacrer totalement; d'autres mineurs sont « nomades », toujours à la recherche du meilleur filon, opérant en famille, avec véhicules et moulins mécaniques, quand d'autres sont seulement « itinérants », mobiles certes, mais poussés par toujours plus de pauvreté et ne connaissant rien de leur prochaine destination; mais il y a aussi des chômeurs; des « criminels » dont la spécialité est de voler l'or d'autres ninjas; des alcooliques qui s'investissent juste assez pour payer leurs boissons; des retraités; des étudiants pendant les vacances universitaires; des artisans passant d'un minéral à l'autre (du charbon l'hiver à l'or l'été par exemple); et bien entendu tous ceux qui travaillent dans les services: commerce, hébergement, restauration, récréation (bars, prostitution, jeux), transports, achat des produits, etc. (MBDA 2003, 52-4; Grayson 2007; Appel 2005).

#### 4.2.4. *Ambivalence*

En 1999, au moment où le premier *dzud* force des dizaines de milliers d'éleveurs à se lancer dans l'orpaillage, une étude de l'Organisation internationale du travail estime qu'il y aurait quelques dix millions de mineurs artisanaux dans le monde, dont dépendraient directement ou indirectement entre 80 et 100 millions d'individus (Appel 2005, 10), un groupe « *more numerous than the French, the British, or the Germans* » (Hilson 2003, XII).

Loin d'être nouveaux ou négligeables à l'échelle du monde, ces mineurs sont toutefois déclarés illégaux en Mongolie par les deux grandes lois régissant l'exploration et l'exploitation du sous-sol, malgré des tentatives avortées de « règlements intérimaires »<sup>51</sup>: « *Extraordinarily even the highly experienced foreign advisers (notably World Bank/IFC)*

---

51 En 2001 par exemple, le Ministère de l'infrastructure et celui du commerce et de l'industrie adoptent un « règlement intérimaire commun » d'une durée de 12 mois qui autorise au cas par cas les mineurs artisanaux à opérer sous réserve qu'ils obtiennent l'accord du détenteur de la licence du terrain sur lequel ils travaillent, expérience non reconduite par la suite (Hilson 2003, 539). Depuis 2008 cependant, d'après une responsable du *World Wildlife Fund* que nous avons rencontrée à Oulan-Bator, il existe un nouveau règlement qui autorise les mineurs à s'organiser en groupe pour demander aux autorités locales un permis pour exploiter une zone précise, mais celui-ci semble très mal connu, même au sein des institutions internationales menant des programmes sociaux destinés aux mineurs artisanaux.

*who assisted in drafting the much acclaimed 1997 Minerals Law felt no need to mention ASM in the draft* » (Grayson 2007, 4). Celle de 2006 reconnaît timidement le phénomène en remettant à plus tard, dans son article 3.2, le traitement des questions les concernant, mais elle interdit néanmoins derechef toute activité non licenciée. Et, en 2009, le statu quo continue, même si la coopération suisse soutient la discussion au Parlement de la version de ce qui pourrait être une future loi spécifique, 19 pages hautement techniques dont on imagine mal la mise en application sur le terrain (SDC 2009).

Si le gouvernement est « *decidedly muted* », c'est peut-être soit qu'il rechigne à traiter de problèmes pouvant affecter la bonne image de l'industrie du pays, soit qu'il n'a pas « *fully appreciated either the scale of the problems or the massive benefits that might easily be captured* » (Hilson 2003, 539-40). Ou alors, comme nous voulons le suggérer, la raison principale est à rechercher dans les rapports que les mineurs artisanaux entretiennent avec le secteur formel et l'État en général.

Estimée à 7 ou 7,5 tonnes d'or par an, la production des ninjas représente, en fonction des prix internationaux, entre 60 millions et 100 millions de dollars (MBDA 2003, 37; Grayson 2007, 54; Appel 2005, 8):

*It is providing relatively lucrative employment for tens of thousands of people in rural areas. As such, it may be worth some £85 million each year, an amount unmatched by donors and Government through poverty alleviation programmes, not least of all because it has no associated heavy administrative costs, and indeed has made no call at all on scarce Government expenditure. With its low weight, high value, and non-perishability, informal gold mining is immune to the tyranny of distance that thwarts many of Mongolia's development ambitions. The low technology is cheap to purchase and operate, and there are big added value margins—much greater than for livestock herding, which it is beginning to rival, being already worth about one third of that industry* (Hilson 2003, 537-8).

Or, les ressources que les ninjas prélèvent, nous l'avons vu, viennent essentiellement des rejets industriels des compagnies privées, qui se plaignent en retour de cette ponction illégale, même si, en tant que tels, ces rejets n'ont plus d'intérêt commercial pour elles (Appel 2005, 10): le minerai a, en effet, un « seuil » de rentabilité<sup>52</sup> élevé en Mongolie à cause de l'inefficacité des technologies utilisées, dont découle le haut potentiel de recyclage qui intéresse les mineurs artisanaux<sup>53</sup>.

<sup>52</sup> En-dessous duquel il n'y a pas assez de métal pour en justifier l'exploitation industrielle.

<sup>53</sup> L'étude de la MBDA évoque deux hypothèses: une optimiste, selon laquelle les compagnies ne perdraient que de 15 à 20% de l'or contenu dans le minerai (soit 3 tonnes sur 12 produites chaque année); une plus réaliste, d'après les auteurs, selon laquelle c'est carrément de 40 à 45% qui leur échapperaient (MBDA

Plus précisément, trois facteurs donnent à ces derniers une nette supériorité technique: premièrement ils sont capables de travailler un minerai contenant moins d'or au mètre cube que celui que les compagnies exploitent (aussi bas que 0,2 g face aux 0,7 g à 1 g moyens de l'industrie), deuxièmement ils arrivent à « voir » la densité moyenne de ce minerai pour pratiquement chaque mètre cube et sont donc beaucoup plus réactifs que les compagnies dont les activités sont basées sur des objectifs établis en fonction de la moyenne de la densité du minerai travaillé sur plusieurs jours (Grayson 2007, 15; voir aussi MBDA 2003, 76). Troisièmement, quasiment toutes les compagnies ne peuvent pas opérer durant l'hiver à cause des conditions climatiques trop rigoureuses pour la machinerie et des besoins importants en eau liquide, laissant ainsi le champ libre aux ninjas qui travaillent à l'année longue (MBDA 2003, 50; Hilson 2003, 536).

Les ninjas, par ailleurs, réalisent constamment des progrès technologiques augmentant leur efficacité. Grayson identifie avec force détails les étapes successives de cette évolution: de la bougie à la torche frontale en passant par la lampe de poche pour s'éclairer; de l'absence d'explosifs à leur usage régulier en passant par un usage occasionnel pour creuser des galeries; de l'impossibilité de miner sous le niveau de l'eau au recours à des pompes automatiques; des exploitations de surface aux puits de 25 à 35 mètres de profondeur qui suivent les filons d'or; ou encore de l'emploi de battées en bois sibériennes à celui de matelas crantés en caoutchouc en passant par des seaux en plastique pour laver les sables aurifères, etc., chaque détail de leur activité est soumis à une réévaluation et une adaptation permanentes avec les moyens à disposition (Grayson 2007, 16-45; MBDA 2003, 145-52).

Deux innovations sont toutefois particulièrement remarquables et commencent à changer la physionomie des communautés de mineurs. La première est l'importation, en 2003 exactement, de machines californiennes destinées à séparer à sec les graviers contenant de l'or du reste du minerai (*dry washers*), disponibles en version locale deux ans après. La seconde est l'importation, en 2005, de détecteurs de métaux fabriqués aux États-Unis, en Australie et au Royaume-Uni —des engins qui, impossibles à copier, coûtent entre 1 500 \$ et 4 000 \$ chacun et dont plus de 2 500 exemplaires seraient en circulation dès l'automne 2006. Ainsi équipés, certains groupes de ninjas peuvent partir explorer, et même exploiter, l'immense potentiel du désert de Gobi, ou à tout le moins s'éloigner des zones de conflit avec les minières privées (Grayson 2007, 43-5).

Ce faisant, ils se laissent malgré tout aussi guider par des résurgences du passé sous diverses formes: par exemple des noms de localités incorporant le mot « or », très nombreux en Mongolie, ou quelques anciens sites d'orpaillage qui affleurent encore ici et là dans les steppes (Hilson 2003, 536), voire même des vieilles histoires de familles: « *A few older residents of Zaamar recall family stories of placer mining many generations ago in the area, by Chinese miners and a few locals, and have knowledge of the locations ...* » (MBDA 2003, 51).

On n'est donc plus dans une relation qui voit seulement les ninjas arriver là où les compagnies sont déjà installées puisque la réciprocité est désormais possible: Robin Grayson, en entrevue, nous relate ainsi l'exemple de prospecteurs canadiens survolant la Mongolie en hélicoptère à la recherche de mineurs artisanaux pour identifier une potentielle licence à acquérir.

De leur côté, les compagnies privées tendent à voir les ninjas comme, premièrement, une source de problèmes sociaux et environnementaux difficile à endiguer, ou au moins à contrôler, et deuxièmement comme des concurrents, voire des voleurs, quand bien même l'or qu'ils récupèrent resterait dans les rejets industriels. Des violences éclatent donc régulièrement.

Le responsable d'une agence de sécurité privée nous confie ainsi que le gouvernement mongol, à qui revient en théorie la charge d'assurer la police des zones sous licence, préfère en réalité sous-traiter à des entreprises comme la sienne, pour lui éviter d'avoir une mauvaise image auprès de la population, et en payer d'ailleurs littéralement les frais. Mais les agents de ces dernières, quoique chargés d'appliquer un simple règlement intérieur dans une zone délimitée, ont le droit de faire feu, en conséquence de quoi on compterait ainsi, chaque année, d'après lui, de deux à trois morts parmi les « civils ». Des méthodes que certaines compagnies apprécieraient particulièrement.

Cette violence sporadique reste un bon indicateur du degré de marginalisation des communautés de mineurs artisanaux qui, malgré leur impact positif dans l'économie rurale, apportent donc avec elles des problématiques souvent douloureuses. D'abord pour elles-mêmes: outre les inégalités sociales énormes qui existent en leur sein, outre aussi les dommages environnementaux causés par l'usage du mercure, les trous dans le sol, les rétentions d'eaux usées, etc., elles sont victimes, en général, de la poussière, du bruit, et des

vibrations que leurs activités génèrent, et en particulier de conditions d'hygiène souvent déplorables, d'heures de travail excessives, de nombreux accidents dans les mines, d'une criminalité élevée, etc., qui tous ont, ensuite, un impact sur les communautés déjà installées dans le voisinage, notamment sur les services sociaux destinés à ces dernières (UNFPA 2007). Des épidémies de choléra auraient même éclaté (Hilson 2003, 539).

Mais tout ceci ne doit toutefois pas faire illusion. Les mineurs artisanaux, aussi pauvres soient-ils, s'ils sont certes bien ancrés à la campagne, vivent dans une extension de l'économie urbaine basée sur le monétaire. À la fin de la journée, leurs possessions se limitent à de l'argent liquide à consommer —extrait au prix de 100% d'externalités sur l'environnement et sur eux-mêmes—, non à un patrimoine rural à faire fructifier ou à transmettre comme celui des éleveurs: « ... *by generating 'hard cash' ASM have choices they do not want to surrender—cash for higher education; cash for children's schooling; cash for motorbike and jeep; cash for elderly relatives...* » (Grayson 2007, 5).

Et au final, « *Ulaanbaatar is the pre-eminent focus for investment and much of the profits from mining are invested there in property and taxi vehicles* » (Hilson 2003, 539). Oulan-Bator encore qui, ainsi protégée de près de 100 000 pauvres éparpillés sur un immense territoire, évite l'explosion sociale.

#### 4.2.5. Résumé

Le retrait de l'État moderne en Mongolie entraîne l'apparition d'une importante population de mineurs artisanaux dont voici les caractéristiques principales:

- L'industrie des mines, développée pour les besoins du Bloc soviétique à partir des années 1960, explose dans les années 1990 avec l'ouverture à l'international (4.2.1).
- En même temps, face à la pauvreté, des dizaines de milliers de Mongols se lancent dans l'exploitation artisanale des minéraux, surtout dans les rejets industriels (4.2.2).
- Cette population d'hommes, de femmes et d'enfants se diversifie rapidement et continement, à tel point qu'elle échappe à toute tentative de définition précise (4.2.3).

- Placés dans l'illégalité et la marginalité par l'État et le secteur formel, ces mineurs révèlent cependant une capacité d'adaptation croissante à leur environnement (4.2.4).

### **4.3. Éléments micros pour une théorie locale du changement social en Mongolie**

L'État, plus qu'une simple structure institutionnelle, est une structure de pensée qui se loge au cœur de chaque individu, dont le but est de renforcer le contrôle et l'appropriation de la valeur ajoutée par et pour la minorité dont il sert les intérêts.

#### *4.3.1. Évolution: destruction et reconstruction*

L'émergence de l'État moderne en Mongolie se fait sentir de façon relativement tardive dans la vie quotidienne de la majorité des individus par rapport à celle des élites politiques et économiques.

En effet, comme nous l'avons vu, ce n'est qu'après 1927 dans un premier temps, avec la tentative de collectivisation forcée des troupeaux et la suppression de l'Église bouddhiste, puis surtout à partir des années 1960 dans un second temps, avec le développement de l'industrie pour contrer la concurrence de la Chine communiste, que l'État entreprend de détruire les rapports sociaux traditionnels et de les reconstruire selon sa propre logique pour mieux s'y insérer.

Ce décalage —qui est en soi la preuve de la fonction géopolitique de la Mongolie et du caractère longtemps secondaire, voire négligeable, de sa population dès lors qu'elle n'est ni une entrave ni un atout pour l'érection d'une zone tampon à moindre coût entre la Russie et la Chine— ne doit toutefois pas nous faire perdre de vue que les investissements, fussent-ils tardifs, réalisés dans les nombreuses infrastructures minières, éducatives, culturelles, de santé, etc., s'inscrivent dans une temporalité différente de celle qu'il nous est donné d'apprécier aujourd'hui, et ne sont pas plus intéressés que ceux que le travail historique d'intériorisation des catégories dominantes de classification des divisions du monde social nous fait prendre pour naturels dans le cas des pays développés.

De fait, qui parmi les dirigeants à Moscou ou à Oulan-Bator peut-il alors prévoir la fin du Bloc soviétique? S'il s'agit certes *in fine* pour eux de protéger le corridor trans-Baïkal, à aucun moment il ne leur est imposé un calendrier prédéterminé —en tous cas une urgence dans l'absolu— du développement de la Mongolie, mis à part des plans quinquennaux qui répondent plus à des impératifs de forme qu'à une vraie motivation sur le fond. C'est donc toujours pour répondre à des circonstances X produites par des structures Y que des essais de solutions Z sont apportés, et de ce point de vue, que le pays n'ait rien de moins qu'été propulsé dans la modernité à partir des années 1960 est tout à fait remarquable car le mouvement aurait pu ne pas avoir lieu, ou survenir plus tard encore, ou être plus lent.

À l'échelle des individus, la force du socialisme en Mongolie est de deux ordres. Le premier est la création de l'illusion que l'exclusion n'existe en principe plus, qu'elle est désormais contre-nature au sein d'une communauté de « camarades ». C'est le résultat, bien évidemment, d'abord de l'élimination physique des opposants (religieux, nobles, droitistes, nationalistes, pro-Chinois, pro-Japonais, etc.) et de la terreur qui en résulte, ensuite d'un discours politique valorisant la solidarité et l'égalité, quand le capitalisme met en exergue la compétition et la liberté. L'adoption de la Constitution de 1960 proclamant l'avènement du socialisme ne doit à cet égard rien au hasard, au moment exact où la collectivisation est officiellement terminée<sup>54</sup> et où le pouvoir cherche à diaboliser la Chine en idéalisant l'entre-soi soviétique.

Or, Elias le montre bien, si même dans les communautés les plus homogènes en apparence l'exclusion existe et répond au besoin essentiel de différenciation des individus et des groupes entre eux, elle y est plus difficile à démasquer puisqu'elle prend généralement pour prétexte des critères saillants comme la classe<sup>55</sup>, la langue ou la couleur de peau (Elias 1997).

C'est donc presque « camouflées », en quelque sorte, que les élites mongoles peuvent bénéficier d'un accès privilégié aux différents types de capitaux (économique, social, culturel et symbolique) qui confortent et renforcent leur pouvoir: « *In Mongolia as in the*

---

54 Ce qui permet au *Politburo* du PPRM de formuler pour la première fois l'idée de fixer les nomades (Rupen 1979, 80).

55 Comme tous les régimes marxistes, l'État mongol fait « une véritable promotion ontologique » du concept de classe sociale (Bourdieu 1984, 5). Or, outre le fait que les classes sociales n'existent pas en soi mais constituent des groupes probabilistes, le terrain s'y prête d'autant moins que la société mongole, très largement pastorale, est relativement peu stratifiée, et fait ainsi plus penser à une vaste classe moyenne à l'américaine qu'aux sociétés ayant inspiré les réflexions de Karl Marx lui-même.



*USSR, equality is far from a reality. Economic and social inequality characterizes the society, with well-developed trends toward stratification, professionalization, specialization, and differentiation* » (Rupen 1979, 113). Les inégalités abyssales qui apparaissent dès les premiers mois de 1990 trouvent donc très concrètement leur origine sous le vernis des décennies qui précèdent.

La seconde force du socialisme réside dans une autre illusion, celle que les institutions étatiques doivent prendre en charge gratuitement les individus dans tous les aspects de leur existence —après que cette dernière ait été bouleversée de A à Z, par exemple par la démolition du monastère voisin, l'exécution du prince à qui on payait des impôts, la construction d'une école publique dans le nouveau village d'à côté, la fusion de tous les troupeaux de la région, le service militaire forcé ou encore par l'enregistrement administratif des migrations, etc.

Mais ce processus par lequel les risques inhérents de la vie de chacun deviennent du ressort d'arrangements collectifs et obligatoires n'a rien de naturel ni de prévisible, puisqu'il possède une histoire bien particulière dans l'Europe dont il est issu: « *The main impetus for collectivization came from struggles between elites which sought to ward off the threats arising from the presence of the poor among them, and, to exploit the opportunities which the poor also represented* » (De Swaan 1988, 218). Le problème, c'est qu'il a, ce processus, en contrepartie, au cours de siècles d'interactions et d'expériences conflictuelles sur sa finalité et ses limites, favorisé dans son univers culturel l'émergence d'une « conscience sociale »,

*... an awareness of the generalization of interdependence which links all members within a national collectivity, coupled with an abstract sense of responsibility which does not impel to personal action, but requires the needy in general to be taken care of by the state and out of public tax funds* (De Swaan 1988, 10),

qui séduit certes la population mongole mais ne lie pas ses élites, à cause de l'imposition trop rapide d'un modèle exogène: le jour où ces dernières auront à lutter pour se maintenir au pouvoir et protéger leurs intérêts, leur premier réflexe sera donc de sabrer dans les dépenses publiques sociales.

L'État ne pourra jamais, toutefois, faire en sorte que ces deux illusions soient totales. À force d'être au centre de tout il semble en effet devoir soutenir à bout de bras l'idéologie officielle sans atteindre le stade hégémonique, « *the first being a more or less coherent*

*expression of values and meanings, of political and material concerns, that make up an articulate worldview; the second, an order of implicit signs that structure conventional ways of seeing and being* » (Comaroff et Comaroff 1991, 314). À preuve, l'importance de la police et des services secrets pour contrôler la population jusqu'aux atterrissements de l'armée en 1990 qui laisseront le champ libre aux « réformateurs » au sein du gouvernement.

Les Mongols savent bien, en outre, comme tous les individus, qu'il existe un décalage entre la réalité de la société et ses promesses, et même les plus faibles en ont conscience (Scott 1985, 322 et 340) —décalage très concret dans leur vie quotidienne, par exemple, avec les ruptures d'approvisionnement des années 1980, qui marquent l'échec du régime dans sa « lutte contre la rareté » (Fitoussi et Rosanvallon 1996, 119), le pouvoir arbitraire de certains fonctionnaires ou membres du Parti, et la ségrégation dont ils font l'objet par les citoyens de l'Union soviétique (Rossabi 2005, 33).

Ce décalage trouve son origine dans les contradictions structurelles de l'État socialiste, qui crée ainsi lui-même les conditions ultimes de son dépassement. D'abord, en ne voyant pas l'inadéquation grandissante entre les technologies utilisées et les relations sociales recherchées:

*Instead of designing new social relations and then searching for the appropriate technology, they just imported or invented the technology and put it into their socially, state, or collectively owned mode of production. Of course, there was a predilection for technologies that fitted that mode: large combines of factories, huge collective farms, and gigantic transportation systems. ... The privately owned television made consumption at home of home movies preferably to the movie house; the private car was preferable to the metro and bus system, and so on. Then came the personal computer (PC), a technology that created a potential rupture with the large-scale enterprise in the Soviet Union (Galtung 1997, 65).*

Ensuite, en n'étant plus capable de pérenniser son système économique —quoique ce soit certes un mouvement plus tardif en Mongolie qu'en URSS, industrialisée plus tôt:

*State socialism involved the central redistribution of surplus, appropriated by a class of "planners" from a class of "direct producers" ... in the name of the superior knowledge of the planners ... This worked fairly effectively when the central task of state-planning was mobilizing resources for basic industrialization against the backdrop of an underdeveloped agrarian society; it encountered increasing contradictions when the central task became enhancing productivity within the industrial economy (Burawoy 2000, 36).*

Enfin, en reconnaissant indirectement que l'idéologie officielle contient des apories, l'universalisme réclamé du modèle marxiste n'expliquant pas la rupture entre Moscou et Pékin —pourtant finalement socialiste après tant d'efforts de la part des Russes et des Mongols—, alors même que la lutte entre eux pour les ressources naturelles ou les marchés est réduite à presque zéro (Burawoy 2000, 66).

La vraie réussite de toutes ces années réside en fait ailleurs, dans la rencontre quotidienne et de plus en plus intime, parfois violente, parfois cachée aux yeux des acteurs eux-mêmes, de deux logiques opposées: celle de l'ancrage dans le passé, des référents symboliques de la religion et de l'aristocratie, du pouvoir de la nature, et celle de la projection dans le futur, du rejet des rapports de classe, et de la maîtrise absolue de la nature. Ce sont ces « *everyday forms of the colonizing culture* » (Comaroff et Comaroff 1991, 251) qui vont permettre d'« *instilling the state of colonialism on which the colonial state was to be erected* » (Comaroff et Comaroff 1991, 308. Les auteurs soulignent).

Et c'est, comme nous l'avons vu, l'éducation qui constitue pour ce faire le cheval de Troie de l'État: « *Mass education, for the first time, provided a setting in which children were exposed to the pressures toward self-constraint and foresight for a prolonged time and within a tightly controlled environment* » (De Swaan 1988, 248). À partir de quoi il devient possible à l'administration de pousser petit à petit vers une homogénéisation du langage, des mœurs, des références, des normes sociales, du champ des possibles, des visions du passé, tout en étendant au même rythme la gamme de ses interventions à tous les secteurs de la société. Bref, comme le pense Weber, la reformulation des signes et des symboles à travers la normalisation bureaucratique donne à l'État le pouvoir de transformer des idées en réalités (Gerth 1958). Une manipulation idéologique qui, une fois accomplie, fait de l'industrie et de la ville —les deux pieds d'Homo Sovieticus— des horizons désirés pour les nouveaux Mongols.

Dans cet environnement inédit, la tradition, « qui inscrit toute activité ou expérience particulière dans la continuité du passé, du présent, et du futur, lesquels sont à leur tour structurés par des pratiques sociales récurrentes » (Giddens 1994, 44) —autrement dit la façon de produire de la signification jusqu'alors— est littéralement classée puis rangée dans les tiroirs de l'administration muséale: désormais, n'est moderne que celui qui a le regard tourné vers l'avenir et se comporte et pense en conséquence. Autrement Tsedenbal lui-

même —malgré ou peut-être surtout à cause de son milieu pauvre et nomade d'origine— est en droit de se plaindre:

*"We continue to find passiveness, fatalism, contemplation, submissiveness, and humility." Mongols were supposed to become eager, active, supportive, positive, forward-looking, and future-oriented. There was to be no passive submission to fate, no blind acceptance of what existed, no uncritical bowing to forces beyond human understanding (Tsedenbal, dans Rupen 1979, 69).*

Le rapport au travail change aussi du tout au tout. L'État fait passer entièrement la population dans le salariat, qui plus est à son propre emploi. Ce faisant, c'est sur lui que repose la cohésion de la société, c'est lui qui devient, par exemple, le médiateur entre les pasteurs nomades —jadis dépendants seulement les uns des autres et du milieu, et non d'une entité abstraite— et leur travail et leurs revenus. Mais s'il gagne ainsi le pouvoir de redistribuer à une clientèle dépendante, c'est autant de « surnuméraires » (Castel 1995) qu'il va faire apparaître le jour où il se retirera de l'économie.

En outre, le rôle de la nature est aussi métamorphosé: elle perd en grande partie le côté spirituel qu'on lui attachait depuis des siècles pour ne devenir qu'une source de produits divers et quantifiables (minéraux, viande, légumes, bois, etc.) et l'objet de la technicité typique de la modernité (statistiques, projections, tests, etc.), même dans l'élevage. Avec cette domestication et la création des secteurs de l'industrie et des services, elle a maintenant vocation à servir les besoins toujours croissants des nouveaux citoyens: « *The foundation of every division of labour that is well developed ... is the separation between town and country* » (Marx et Engels 1996, 152. Nous soulignons).

Les Mongols rentrent ainsi dans un mode de développement qui leur était jusque-là largement inconnu, mais qui existe depuis cinq siècles ailleurs dans le monde, caractérisé par la capacité des acteurs économiques à croître en « extériorisant » leurs coûts sur l'environnement (Wallerstein 1999, 206). Dans un milieu particulièrement aride et peu fertile, comme nous l'avons vu, ils s'exposent pourtant à d'inévitables retours de bâton.

#### 4.3.2. Dévolution: dépendance et court-terme

En 1990, du point de vue de l'État, le changement le plus significatif est surtout sémantique: il consiste à adopter une nouvelle idéologie officielle pour justifier rationnellement les conséquences de la réallocation des postes de pouvoir et des ressources entre Russes, Américains et Chinois et au sein des élites mongoles en « hyper-responsabilisant » les citoyens —un discours qui permet de légitimer l'augmentation des inégalités structurelles de l'économie de marché (Bourgois 1995).

C'est dans ce contexte que ces derniers investissent en masse le nouveau secteur informel et les mines artisanales: « *Individual citizens, many of them marooned by a rudderless shift of state, attempt to clamber aboard the good ship Enterprise by whatever they have at their disposal* » (Comaroff et Comaroff 2002, 785). Mais qu'est-ce que le secteur informel sinon une création de l'État dans un pays où celui-ci contrôlait 100% de l'économie?

C'est encore à la Banque mondiale qu'il est le plus pertinent de demander:

*An informal worker is defined as someone who has a low productivity job or someone who is not covered by social insurance. Low productivity workers are defined as unskilled self-employed workers (all self-employed workers other than professionals, and excluding employers). Unskilled self-employed workers lost the universal 'right' to a pension in 1995 and are currently not covered by social insurance. Among salaried workers, those whose employers do not pay social insurance for them are also considered informal workers ... Almost 60 percent of (working-age) workers are considered informal. Job informality affects more males than females and it is significantly higher in rural areas. The latter is not surprising as 92 percent of informal workers are actually self-employed, mostly in agriculture (Banque mondiale 2007, 6).*

En somme, il s'agit d'une portion entière de la société —et quasiment toute la société rurale— qui est volontairement exclue du giron étatique, donc à la fois du bénéfice de la loi et de ses coûts pour l'État. Mais une autre définition, qui fait référence à « *that part of the economy not directly regulated by the law of the market* » (Lomnitz 1977, 13), nous laisse peut-être entrevoir sa véritable finalité: celle de servir à la fois de rétention de main d'œuvre à l'économie de marché à une période où la plupart des indicateurs macro-économiques du pays sont dans le rouge, et plus tard, éventuellement, quand la conjoncture est plus favorable, de réservoir d'entrepreneurs ayant développé des habitus adaptés à la compétition. Ses « avantages » sont en effet nombreux:

(1) reduced labor costs, because enterprises were not compelled to pay for social or health insurance; (2) limited start-up costs ...; (3) there was no need for assistance from the weak formal sector—unlike larger enterprises, most of these informal enterprises did not require loans from banks (which in any case charged interest rates that they could not afford); and (4) there were fewer difficulties with corruption, in part because they were smaller operations (Rossabi 2005, 101-2).

Les institutions internationales et les organisations non gouvernementales (ONG) locales spécialisées dans le développement s'entendent ainsi toutes pour souhaiter la réintégration, au fur et à mesure des progrès réalisés par la Mongolie dans sa « transition », de ces travailleurs dans l'économie régulée vu leur marginalité actuelle et leur potentiel positif futur, mais les conflits sont nombreux entre ces acteurs et en leur sein même<sup>56</sup> sur les modalités de ce processus.

Un consultant étranger de la Banque mondiale, par exemple, que nous avons rencontré dans son bureau à Oulan-Bator, juge que les dirigeants mongols pourraient, dicit, « éduquer » les mineurs artisanaux avec une législation adaptée, qui gagneraient de leur côté à vendre leur production aux compagnies industrielles et à formaliser des accords gagnant-gagnant avec elles (*tribute agreements*). Un responsable de la *Asia Foundation*, à l'inverse, partage avec nous sa confiance dans la capacité naturelle du marché à pouvoir les absorber à terme. Et pour Robin Grayson, en entrevue, le débat est de nature différente. On ne peut pas légaliser une activité intrinsèquement non contrôlable, mais seulement l'« accommoder », et de toute façon toute tentative exclurait 90% des mineurs qui ne pourraient pas payer les coûts des licences: « *All the drafts I've seen were jokes* ».

Mais aussi pertinents que soient les arguments des uns et des autres, le principe en jeu reste toujours le même: on fait face à une population d'experts, « *a class not 'for itself' but 'for others'* » (De Swaan 1988, 233), avec un langage —« langage-développement » en général, « langage-projet » en particulier, que les groupes visés ne comprennent pas (Olivier de Sardan 1995)<sup>57</sup>—, des méthodes, des diplômes, et des moyens spécifiques qui

56 La Banque mondiale, par exemple, qui est souvent vue comme une entité monolithique par les détracteurs du néolibéralisme, a sa propre histoire et ses propres mécanismes internes contradictoires: si une de ses études peut montrer qu'un projet n'est pas viable et appeler à son rejet, le processus bureaucratique ira le plus souvent malgré tout de l'avant, et encore là est-ce sans préjuger des stratégies de détournements de tous les acteurs jusqu'à la mise en application dudit projet, qui peuvent en changer substantiellement l'esprit initial (Price 1989, 5-6; voir aussi Davis 1977).

57 Le champ sémantique de ce langage est remarquablement restreint et homogène, comme il ressort de toutes nos entrevues dans les institutions du développement en Mongolie (en anglais): « *capacity building activities* », « *environment stewardship* », « *transparency and openness* », « *income diversification* », « *stakeholders engagement* », etc.

lui permettent de procéder « *by creating "abnormalities" (such as the "illiterate", the "underdeveloped", the "malnourished", "small farmers", or "landless peasants"), which it would later treat and reform* » (Escobar 1995, 42).

Une grande part de cette entreprise vient d'un ensemble de « tropes » dotés d'un « mécanisme auto-suggestif » qui suscitent chez ces spécialistes le besoin de prendre en charge ou au moins d'apporter une réponse à un problème, en sus de leurs intérêts professionnels évidents: « *Tropes such as "less developed countries" repeat themselves in an endless number of situations and with many variations* » (Escobar 1995, 47). C'est par exemple ici le cas du terme « informel », qui évoque précarité, insécurité, discrimination, perte de droits, alcoolisme, violence, etc.

Les mineurs artisanaux ont même une image visuelle qui leur est désormais associée, et qui n'est pas sans rappeler celle de réfugiés fuyant la guerre: « *... such forms of representation deny the very particulars that make of people something other than anonymous bodies, merely human beings* » (Malkki 1996, 389). Un journaliste mongol indépendant, qui a accompagné une équipe de télévision étrangère sur un site d'orpillage, s'étonne ainsi devant nous d'avoir trouvé des gens « coopératifs » et « très éduqués », bref, fréquentables.

Évidemment, ces tropes correspondent à une certaine réalité, comme nous l'avons vu plus en détails précédemment, et il est vrai que les mineurs eux-mêmes, poussés dans leur activité par la pauvreté<sup>58</sup>, sont, d'après les études les concernant, les premiers demandeurs de la protection de l'État. Le film *Geegdegsed* (Les Perdus) du *World Wildlife Fund* Mongolie illustre cela à merveille. En une série de témoignages de ninjas, tout y passe: travail des enfants, absence de repos, brutalité policière, corruption des pouvoirs publics, manque d'accès aux services sociaux, dégâts environnementaux, etc.

Le problème est plutôt que, premièrement, en mettant ces individus dans une catégorie unique, cette « configuration développementiste » (Olivier de Sardan 1995, 7) ne tient pas compte des dynamiques internes du groupe, du fait qu'il existe un espace d'épanouissement et d'enrichissement pour une partie des ninjas, et même de leur impact positif à court terme sur l'économie rurale; deuxièmement, en répondant et en agissant sur la base de tropes et

---

<sup>58</sup> Ce phénomène ne se limite pas seulement aux pays du Tiers-Monde: par exemple, l'orpillage fait un retour remarqué en 2009 en Californie comme stratégie pour compléter les revenus d'individus affectés par la crise économique internationale (Ortiz 2009).

d'images dépréciatifs, les mineurs sont perçus comme étant ou dangereux ou entièrement vulnérables ou les deux, donc peu compétents pour s'impliquer dans une recherche de solution; troisièmement, en les prenant en charge à la place de l'État, on affranchit ce dernier —pas tellement de ses « responsabilités », mais plutôt d'un terrain où son intérêt égoïste pourrait éventuellement l'amener à investir.

Et c'est précisément sur ce dernier point qu'il faut s'arrêter pour comprendre l'attitude des pouvoirs publics. La création directe du secteur formel minier et la création indirecte du secteur informel minier semblent aller dans le même sens pour les dirigeants: garantir l'accès à des ressources suffisantes pour maintenir l'État à flot dans une économie structurellement en crise, d'une part en augmentant les rentrées fiscales avec des investissements locaux minimes (formel), et d'autre part en coupant dans les dépenses sociales (informel). Du même coup, il leur est toujours plus aisé de ponctionner pour leur bénéfice personnel les importants flux de l'industrie qui transitent inévitablement par la capitale, plutôt que ceux de l'artisanat, dispersés et difficilement quantifiables, une corruption qui nous est confirmée en personne par le directeur d'une compagnie minière mongole, qui se présente comme « la » source d'informations en sous-main du secteur.

Or, dans un pays de plus en plus divisé entre une unique métropole et la campagne, les ninjas ne fournissent pour l'instant que des bénéfices financiers à la ville<sup>59</sup> et les steppes parviennent à contenir la menace physique qu'ils représentent. Les ONG nationales et les institutions internationales n'ont donc guère d'autre prise pour susciter l'intérêt des dirigeants mongols sur la réintégration de ces derniers dans l'économie formelle et leur couverture par les services publics sociaux que d'utiliser le concept de pauvreté comme leitmotiv, en visant, premièrement, à montrer du doigt une menace pour la stabilité du pays, deuxièmement à flatter le caractère philanthropique des élites, et troisièmement à leur ouvrir les yeux sur un potentiel de création de richesse encore sous-exploité.

L'usage de ce concept semble cependant contreproductif: son caractère extrêmement relatif —la pauvreté est de plus en plus entendue comme étant un « déficit de capacités de base permettant d'atteindre certains niveaux minimalement acceptables » dans l'environnement familial, culturel, et physique de chaque individu (Sen 2000, 159; voir

<sup>59</sup> Il existe notamment un système basique d'extorsion de la valeur ajoutée des mines artisanales par Oulan-Bator, unique au monde d'ailleurs, puisque la Banque nationale de Mongolie est habilitée à acheter de l'or brut —donc celui des ninjas—, à l'exporter pour transformation, et à en tirer un bénéfice (Grayson 2007, 56).



aussi Scott 1985, 236-7 et Moore 1978)— favorise la production exponentielle d'études, d'administrations et de décisions politiques avec des impacts souvent peu tangibles sur le terrain, une production qui profite avant tout aux élites éduquées de la ville. Pire, toute intervention publique peut alors prétendre « lutter » contre la pauvreté: par exemple, renforcer le système bancaire, privatiser les entreprises d'État pour les rendre compétitives, voire même lancer la construction d'une route est-ouest de 2 700 km au coût de 350 millions de dollars (Rossabi 2005, 100-1), le tout, évidemment, financé par des dons et des prêts étrangers: « *Non governmental organisations are financed by aid; the city buses are financed by aid, the hotels are full of people attending conferences financed by aid. How much of this aid money eventually leaves the country is anybody's guess, but the outflow of capital is surely significant* » (Griffin 2003, 146).

Mais à tout le moins, si les mineurs artisanaux ne sont qu'un dégât collatéral de la réorientation idéologique de l'État mongol, on voit bien qu'ils commencent à se retrouver au centre de discussions et parfois de conflits —à leur corps défendant puisqu'ils n'ont pas de voix, pas d'organisation les représentant— au sein des élites politiques, économiques et sociales du pays. De ce point de vue, il se pourrait que l'on assiste bientôt à l'émergence d'un authentique début de développement endogène, qui ne serait pas sans rappeler ce qui s'est passé en Europe à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle (De Swaan 1988; Moore 1978), à la condition *sine qua non* que les pouvoirs publics décident de s'investir dans la réappropriation de cette population laissée à la marge. Une autre option serait que les compagnies privées et les institutions internationales remplacent ceux-ci dans cette mission, auquel cas on ferait face à un type de développement totalement inédit.

À l'heure actuelle, les rapports de force en présence semblent malgré tout faire pencher la balance dans une tierce direction, celle de l'affranchissement progressif des mineurs du giron étatique. Ces derniers possèdent en effet ce qui fait défaut à l'État, ou ce que celui-ci a choisi de ne pas poursuivre après 1990: la maîtrise du vaste territoire mongol et de la technologie adaptée pour en tirer le maximum de profit. À bien des égards, ils ont ainsi su donner à leur marginalité forcée une « *successful evolutionary response* » (Lomnitz 1977, 212), en recyclant les rejets d'une industrie peu performante, énergivore et polluante, et en explorant par la suite d'autres terrains. C'est un peu un nomadisme d'un nouveau genre, un « tribalisme » à la Sahlins du XXI<sup>ème</sup> siècle, qui semble émerger avec cette efficacité et cet usage minimal de ressources.

L'État, sur qui repose désormais la « reproduction culturelle standard » de la nation (Appadurai 2001, 97), s'efface petit à petit physiquement de la communauté des mineurs artisanaux: police, écoles, hôpitaux, routes, etc., font chroniquement défaut, en conséquence de quoi les idées de contrôle, de planification et de gestion collective des problèmes individuels périclitent. De là à ce qu'il s'efface mentalement de cette population il ne reste donc qu'un pas: une « culture de la pauvreté » —qui « *flourishes in, and is generic to, the early free-enterprise stage of capitalism and that ... is also endemic to colonialism* » (Lewis 1968, 16; voir aussi Lewis 1969 et 1975)— pourrait se développer et constituer un nouvel ensemble durable de valeurs, de normes, et de comportements plus adaptés à la situation marginale de ces individus.

Ceci étant dit, les mineurs artisanaux ne fournissent pas le « secret » du développement durable comme les pasteurs nomades ou les « sociétés tribales » ailleurs dans le monde l'ont fait pendant des siècles (Price 1989, 194), et à cet égard on voit bien leur filiation avec la logique étatique —basée sur l'industrie, qu'elle soit capitaliste ou communiste— qui a balayé la Mongolie au XX<sup>ème</sup> siècle. Comme les urbains, ils se retrouvent dans une économie de la modernité qui privilégie, d'un côté, la « désacralisation » et la « neutralisation » de la réalité en la réduisant à une production humaine, et de l'autre, la survalorisation de la consommation dans les stratégies d'identification de soi et du monde (Friedman 1991, 159-61).

Ce faisant, ils s'inscrivent donc eux-mêmes, comme l'État mongol, dans une logique du non-renouvelable et de la dépendance aux prix volatiles internationaux, donc du court terme<sup>60</sup>, et reproduisent en leur sein, malgré eux, les inégalités de l'hyper-capitalisme qui les a pourtant poussés à chercher un site pour échapper à la pauvreté: « *The local is valuable as a site for resistance to the global, but only to the extent that it also serves as the site of negotiation to abolish inequality and oppression inherited from the past, which is a condition of any promise it may have for the future* » (Dirlik 1996, 38).

---

60 Ce que l'ambassadeur mongol à Paris reconnaît sans peine: « Pour le gouvernement de Mongolie, l'exploitation des ressources naturelles s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement à court terme. L'avenir du développement durable réside en revanche dans l'essor des secteurs à forte valeur ajoutée » (Even et Clairet 2008, 111). Mais la durée cumulée maximale d'une licence minière (exploration + exploitation) étant de 79 ans selon la loi sur les minéraux de 2006 (articles 19, 21, 26 et 27), qu'est-ce alors que le « court terme » dont parle le gouvernement mongol?

## 5. CONCLUSION

### 5.1. Prémonition

« Vous êtes ici aux limites de la civilisation globalienne. Au-delà, ce que vous voyez, ce sont des non-zones, des espaces vides, livrés à la nature. Même si quelques salauds en profitent pour s'y cacher et nous attaquer » (Rufin 2004, 17): c'est en ces mots que le garde avertit sa petite troupe de promeneurs du danger qui les guette à l'extérieur des parois de verre qui entourent leur ville, comme toutes celles de Globalia.

Globalia, qui n'échange plus avec la campagne que de façon interlope, où l'État a été remplacé par la « Protection sociale », où le conformisme le plus total règne, où tout le monde parle « anglobal », où l'air est en permanence climatisé. Mais Baïkal, dont la mère « avait le droit d'utiliser les références culturelles standardisées » Russie-Mongolie —« En gros, elle était autorisée à mettre dans son salon une matriochka et un tapis de chèvre » (Rufin 2004, 30)—, seul contre tous, se battra pour s'évader de ce paradis factice et en découvrira l'envers du décor, mais aussi une liberté jusque-là inconnue: « Il y a de grandes steppes là-bas, qui ne sont pas sécurisées. Les gens vivent plus ou moins en plein air » (Rufin 2004, 244).

*Globalia*, surtout, un roman aux allures de véritable prémonition, en droite ligne de tout ce que nous avons vu. Comment, dans un pays d'à peine trois millions d'habitants, a pu apparaître en moins d'une décennie une population de 100 000 hommes, femmes et enfants réduits à extraire du sol des ressources non renouvelables au prix de leur santé et de leur environnement, là où on aurait eu quelques années auparavant des salariés de l'agriculture, de l'industrie et des services publics, ou des nomades et des moines quelques décennies plus tôt encore? Comment l'État, aujourd'hui de plus en plus limité au centre-ville de la ville centre, peut-il exclure de ses services un nombre croissant d'individus quand ses revenus sont de nouveau à la hausse et qu'ils promettent même d'exploser dans les prochaines années avec l'essor de l'industrie des mines?

## 5.2. Pour une théorie locale et partielle du changement social

Aride, peu fertile, gelé six mois sur douze, le sol mongol impose traditionnellement à ses habitants de fortes contraintes qui appellent trois réponses: d'abord une réponse démographique, avec une densité humaine relativement adaptée au milieu; ensuite une réponse idéologique, avec un chamanisme qui cherche à négocier avec la nature; enfin, et surtout, une réponse technologique, la mobilité, que le pastoralisme développe à travers les siècles, de façon si efficace d'ailleurs qu'elle permet la conquête des terres les plus riches du monde —une expansion dont la société nomade ne sort toutefois pas indemne.

En effet, en mettant en contact les élites mongoles avec toutes les cours sédentaires d'Asie et leurs innombrables richesses, l'empire genghiskhanide bouleverse un système social, politique, économique et religieux relativement équilibré, avant de s'effacer derrière le mythe, autrement dit avant de devenir un discours servant au maintien au pouvoir d'une classe d'aristocrates par filiation. C'est ainsi qu'au XVI<sup>ème</sup> siècle Galdan entreprend de faire des idées une arme à part entière pour renforcer sa propre position, en important du Tibet la religion bouddhiste, encore auréolée du prestige impérial de Khoubilaï.

L'apparition de l'artillerie, que les Chinois acquièrent quelques décennies seulement après l'introduction en masse du bouddhisme dans les steppes méridionales, achève d'éloigner encore plus les élites mongoles des rêves d'unité de leurs ancêtres. Pour la première fois, en effet, elle donne l'avantage militaire aux sédentaires. Mieux vaut donc être dans le camp du vainqueur pour se maintenir en place. C'est ainsi que les princes et les lamas de Mongolie-Extérieure, pour se protéger d'un cousin « barbare », saisissent l'occasion d'un changement dynastique à Pékin pour se placer sous cette nouvelle protection. S'en suivent plus de 200 ans de domination chinoise pendant lesquels ces élites prospèrent plus que jamais, la colonisation bénéficiant du nouveau centralisme religieux et le féodalisme bénéficiant de la protection coloniale.

Quand leurs suzerains mandchous s'effacent en 1911, ces dernières entreprennent de valider internationalement leurs prérogatives en cherchant l'appui de dirigeants aux référents symboliques similaires: d'abord la Russie tsariste, ensuite le Japon impérial. Un temps contraintes, elles essayent de s'accommoder de l'appui des Soviétiques qui, pragmatiques, instrumentalisent la Mongolie-Extérieure pour conquérir la grande Chine,

mais c'est déjà le baiser de la mort: un simple événement extérieur va entraîner leur perte. 1927, avec le massacre de Shanghai, impose ainsi à Moscou de consolider son emprise sur le pays avec des hommes nouveaux, chose faite avant la Seconde guerre mondiale.

À la toute fin des années 1950, la Chine, finalement socialiste, devient une menace pour l'URSS. Pour protéger sa frontière sibérienne, très fragile dans la région du lac Baïkal, Moscou lance l'industrialisation de la Mongolie en y promouvant l'exportation de matières premières non transformées pour s'en approprier les bénéfices mais aussi pour donner un visage urbain au pays. Les nouvelles élites mongoles peuvent alors entreprendre le même travail que leurs ancêtres: convertir le peuple à la nouvelle idéologie pour renforcer leur contrôle, en s'insérant dans tous les aspects de leur vie, et surtout les plus intimes, pour ensuite les reformuler: c'est l'émergence de l'État moderne.

C'est au tour des suzerains soviétiques de s'effacer en 1990, et comme par le passé, les dirigeants mongols entreprennent de valider internationalement leurs prérogatives, une démarche plus simple qu'avant ceci dit, qui consiste à importer une nouvelle idéologie laissant les fondamentaux de l'État moderne en place —pas les institutions évidemment, mais les rapports de domination. Le néolibéralisme promu par les nouveaux maîtres du pays —les États-Unis d'Amérique, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qu'ils hébergent, et les grandes compagnies minières— s'avère alors particulièrement utile: il permet de rendre responsable tout individu de son propre abandon par l'État en mettant l'accent sur la rationalité des coupes budgétaires et sur la nouvelle économie du mérite. En fait, les élites peuvent désormais légitimement exclure la majorité de la population du système de redistribution collectif pour s'enrichir et sécuriser leur accès au pouvoir.

Le phénomène des mineurs artisanaux de Mongolie, malgré son ampleur et sa rapidité, n'est ainsi qu'une conséquence parmi d'autres d'une logique de domination et de dépendance qui voit, étape après étape à travers l'histoire, non pas un développement de la société, mais au contraire un sous-développement: la communauté se fragmente en groupes de moins en moins interdépendants et son efficacité technique par rapport à son environnement périclité. Et si les mineurs représentent partiellement un espace de liberté avec leur adaptation au milieu, c'est d'abord pour l'État qui peut se concentrer sur l'industrie et sur la capitale. Pour le reste il peut même compter sur la collaboration tacite des dominés qui en ont intériorisé la logique, en attendant que le temps les désocialise peut-être.

L'émergence puis le retrait de l'État moderne en Mongolie répondent donc à des critères et des objectifs similaires. Premièrement, tous deux résultent des désavantages économique, technologique et démographique du pays, qui le placent dans une position de dépendance chronique par rapport à l'extérieur. Deuxièmement, le travail idéologique du bouddhisme — qui introduit une brèche dans l'ordre social traditionnel des Mongols et permet un contrôle plus centralisé des individus—, suivi du travail idéologique du socialisme et du capitalisme —qui visent à l'intériorisation de ce contrôle après avoir vu leur quotidienneté entièrement changée—, permettent aux élites de s'affranchir d'une portion croissante de la population. Troisièmement, la nature et le monde rural font l'objet d'une conquête puis d'une marginalisation destinées à les asservir à la domination de l'économie urbaine.

C'est ainsi à la faveur de la conjonction entre un effondrement, une absence de répression et une imposition de l'extérieur que les dirigeants mongols, pour poursuivre leurs propres objectifs égoïstes, lancent leur pays dans chacune de ces transitions (une fois seulement doivent-ils être intégralement remplacés, à cause de l'absence d'isomorphisme entre féodalisme et socialisme). Mais il n'existe à aucun moment un consensus sur les objectifs à poursuivre, ni à Oulan-Bator, ni à Moscou ou ailleurs; tout n'est que rapports de forces et succession d'évènements auxquels répondre sur le moment —certains semblent même ressortir du hasard à cause de leur longue et complexe chaîne de causalité humaine (1911, 1927, 1990, *dzuds*, etc.). Aussi, si les changements semblent quantitativement s'accélérer et s'accumuler pour la population, leurs impacts qualitatifs sur la structure sociale se réduisent, maintenant que l'État moderne et sa logique ont brisé les liens de dépendance de tous à chacun et de tous à la nature et se sont érigés en un unique médiateur.

### **5.3. Proposition**

Le faible développement de l'anthropologie des mines, le caractère sensible pour notre discipline des « *resource wars* » multiformes qui entourent l'extraction des minéraux, la complexité grandissante des acteurs impliqués, et surtout la nécessité de se concentrer sur le phénomène des artisans (Godoy 1985; Ballard et Banks 2003), appellent à poursuivre la réflexion entamée ici: le cas des étudiants chercheurs d'or en Mongolie nous apparaît à tous ces égards particulièrement intéressant et nous proposons de l'étudier en doctorat.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALONSO A. M., 1994, « The Politics of Space, Time and Substance: State Formation, Nationalism and Ethnicity », *Annual Review of Anthropology* 23: 379-405.
- AMNISTIE INTERNATIONALE, 2008, « Mongolie – Amnesty International Rapport 2008 ». En ligne. <http://www.amnesty.org/fr/region/mongolia/report-2008> (page consultée le 21 novembre 2009).
- ANDERSON B., 2002 [1991], *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte.
- APPADURAI A., 1996, « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy »: 27-65, in A. Appadurai, *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis et Londres, University of Minnesota Press.
- APPADURAI A., 2001 [1996], « Ethnoscapes globaux: jalons pour une anthropologie transnationale »: 89-110, in A. Appadurai, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris, Payot.
- APPEL P. W., 2005, *Small-Scale Mining in Mongolia. A Survey Carried out in 2004*. Copenhagen: GEUS (Geological Survey of Denmark and Greenland).
- BALANDIER G., 1988, « La société n'est plus ce qu'elle était »: 63-85, in G. Balandier, *Le désordre*. Paris, Fayard.
- BALLARD C. et G. Banks, 2003, « Resource Wars: The Anthropology of Mining », *Annual Review of Anthropology* 32: 287-313.
- BANQUE MONDIALE, 2003, *Mongolia Mining Sector: Managing the Future*. Washington (D.C.), Banque mondiale.
- BANQUE MONDIALE, 2007, *Mongolia: Building the Skills for the New Economy*. Washington (D.C.), Banque mondiale.
- BARLEY N., 2001 [1983], *Un anthropologue en déroute*. Paris, Petite Bibliothèque Payot.
- BARLEY N., 2002 [1986], *Le retour de l'anthropologue*. Paris, Petite Bibliothèque Payot.
- BAT-ERDENE (BAABAR) B., 2004 [1996], *History of Mongolia*. Oulan-Bator, Monsudar.
- BAUDRILLARD J., 1981, « La précession des simulacres »: 9-91, in J. Baudrillard, *Simulacres et simulation*. Paris, Galilée.
- BENDER B., 2002, « Time and Landscape », *Current Anthropology* 43 (supplément août-octobre): S103-S112.
- BERNIER B., 1983, « L'apparition du nationalisme en Occident: les contextes historiques », *Anthropologie et sociétés* 7, 2: 111-29.
- BERNIER B., 1990, « La transition au Japon: le jeu des circonstances dans le passage au capitalisme », *Sociologie et sociétés* 22, 1: 107-26.
- BERNIER B., 1991, « Marxism and Social Theory », *Mimeo* (communication personnelle).
- BOUDON R., 1984, *La place du désordre*. Paris, PUF.
- BOURDIEU P., 1980, *Le sens pratique*. Paris, Minuit.
- BOURDIEU P., 1982, « La force de la représentation »: 135-47, in P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire*. Paris, Fayard.
- BOURDIEU P., 1984, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales* 52/53 (juin): 3-12.
- BOURDIEU P., 1993, « Comprendre »: 1389-1424, in P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*. Paris, Seuil.
- BOURDIEU P., 2001, *Science de la science et réflexivité. Cours du Collège de France 2000-2001*. Paris, Raisons d'agir.

- BOURGOIS P., 1995, « Violating Apartheid in the United States »: 17-47, « A Street History of El Barrio »: 48-76 et « Conclusion »: 318-27, in P. Bourgois, *In Search of Respect: Selling Crack in El Barrio*. Cambridge, Cambridge University Press.
- BURAWOY M., 2000, « Grounding Globalization »: 337-50, in M. Burawoy et al. (dir.), *Global Ethnography. Forces, Connections, and Imaginations in a Postmodern World*. Berkeley et Los Angeles, University of California Press.
- CASTEL R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris, Folio.
- CERULO K., 1995, *Identity Designs. The Sights and Sounds of a Nation*. New Brunswick et New Jersey, Rutgers University Press.
- CLIFFORD J., 1997, « Spatial Practices: Fieldwork, Travel, and the Disciplining of Anthropology »: 185-222, in A. Gupta et J. Ferguson (dir.), *Anthropological Locations: Boundaries and Grounds of a Social Science*. Berkeley, University of California Press.
- COMAROFF J. et J., 1991, *Of Revelation and Revolution. Christianity, Colonialism, and Consciousness in South Africa (vol. 1)*. Chicago et Londres, The University of Chicago Press.
- COMAROFF J. et J., 1998, « Occult Economies and the Violence of Abstraction: Notes From the South African Postcolony »: 279-303 et « Second Thoughts »: 307-9, *American Ethnologist* 26, 2.
- COMAROFF J. et J., 2002, « Alien-Nation: Zombies, Immigrants, and Millennial Capitalism », *The South Atlantic Quarterly* 101, 4: 779-805.
- DAVIS S. H., 1977, « The Rise of Agribusiness in Brazil »: 111-34, « The Deforestation of the Brazilian Amazon »: 135-57 et « The Amazon Basin: Implications for U.S. Foreign Policy in Brazil »: 158-68, in S. H. Davis, *Victims of the Miracle. Development and the Indians of Brazil*. Cambridge et New York, Cambridge University Press.
- DE SWAAN A., 1988, « Introduction »: 1-12 et « Conclusion: The Collectivizing Process and its Consequences »: 218-57, in A. De Swaan, *In Care of the State. Health Care, Education and Welfare in Europe and the USA in the Modern Era*. New York, Oxford University Press.
- DIRLIK A., 1996, « The Global in the Local »: 21-45, in R. Wilson et W. Dissanayake (dir.), *Global/Local. Cultural Production and the Transnational Imaginary*. Durham, Duke University Press.
- DOS SANTOS T., 1996, « The Structure of Dependence »: 165-75, in C. Roe Goddard (dir.), *International Political Economy. State-Market Relations in the Changing Global Order*. Londres, Boulder.
- DOUGLAS M., 2004, « Traditional Culture, Let's Hear no More About it »: 85-109, in V. Rao et M. Walton (dir.), *Culture and Public Action*. Stanford, Stanford University Press.
- ELIAS N., 1997, *Logiques de l'exclusion*. Paris, Fayard.
- ESCOBAR A., 1995, « The Problematization of Poverty: The Tale of Three Worlds and Development »: 21-54, in A. Escobar, *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, Princeton University Press.
- EVEN M.-D. et S. Clairet, 2008, « Dossier Ethnopolitique: Mongolie », *Diplomatie* 34 (sept./oct.): 101-13.
- FABIAN J., 2001, « Ethnographic Objectivity: From Rigor to Vigor »: 11-32, in J. Fabian, *Anthropology with an Attitude. Critical Essays*. Stanford, Stanford University Press.



- FEATHERSTONE M., 1996, « Localism, Globalism, and Cultural Identity »: 46-77, in R. Wilson et W. Dissanayake (dir.), *Global/Local. Cultural Production and the Transnational Imaginary*. Durham, N.C., Duke University Press.
- FITOUSSI J.-P. et P. Rosanvallon, 1996, « La mondialisation en question »: 109-50, in J.-P. Fitoussi et P. Rosanvallon, *Le nouvel âge des inégalités*. Paris, Le Seuil.
- FRIEDMAN J., 1991, « Consuming Desires: Strategies of Selfhood and Appropriation », *Cultural Anthropology* 6, 2: 154-63.
- GALTUNG J., 1971, « A Structural Theory of Imperialism », *Journal of Peace Research* 8, 2: 81-117.
- GALTUNG J., 1997, « Macrohistory and Macrohistorians: A Theoretical Framework »: 1-9, « Karl Marx: Techno-Economic Stages »: 61-8, « Macrohistorians Combined: Toward Eclecticism »: 203-19, et « Social Macrohistory as Metaphor for Personal Microhistory »: 221-36, in J. Galtung et S. Inayatullah (dir.), *Macrohistory and Macrohistorians. Perspectives on Individual, Social, and Civilizational Change*. Westport, Praeger.
- GANS H. J., 1968, « Culture and Class in the Study of Poverty: An Approach to Antipoverty Research »: 321-45, in H. J. Gans, *People and Plans. Essays on Urban Problems and Solutions*. New York et Londres, Basic Books.
- GERTH H. H., 1958, « Intellectual Orientations »: 45-69, in H. H. Gerth et C. W. Mills (dir.), *From Max Weber*. New York, Galaxy.
- GEWERTH D. et F. Errington, 1999, *Emerging Class in Papua New Guinea. The Telling of Difference*. Cambridge, Cambridge University Press.
- GIDDENS A., 1979, « Agency, Structure »: 49-95, in A. Giddens, *Central Problems in Social Theory*. Berkeley, University of California Press.
- GIDDENS A., 1994 [1990], *Les conséquences de la modernité*. Paris, L'Harmattan: 11-60.
- GODOY R., 1985, « Mining: Anthropological Perspectives », *Annual Review of Anthropology* 14: 199-217.
- GRAYSON R., 2007, « Anatomy of the People's Gold Rush in Modern Mongolia », *World Placer Journal* 7: 1-66.
- GRIFFIN K. (dir.), 2003, *Poverty Reduction in Mongolia*. Canberra, Asia Pacific Press.
- GROUSSET R., 1965 [1938], *L'empire des steppes. Attila, Gengis-Khan, Tamerlan*. Paris, Payot.
- GUPTA A. et J. Ferguson, 1992, « Beyond "Culture": Space, Identity, and the Politics of Difference », *Cultural Anthropology* 7, 1: 6-23.
- HACKING I., 1992, « The Self-Vindication of the Laboratory Sciences »: 29-60, in A. Pickering (dir.), *Science as Practice and Culture*. Chicago, University of Chicago Press.
- HILSON G. M. (dir.), 2003, *The Socio-Economic Impacts of Artisanal and Small-Scale Mining in Developing Countries*. Lisse (Pays-Bas), Balkema.
- IVANHOE MINES, 2009, « Ivanhoe Mines and Rio Tinto Sign Long-Term Investment Agreement with Mongolia to Build and Operate Oyu Tolgoi Copper-Gold Mining Complex » (communiqué de presse du 6 octobre 2009). En ligne. [http://www.ivanhoe-mines.com/i/pdf/2009-10-06\\_NR.pdf](http://www.ivanhoe-mines.com/i/pdf/2009-10-06_NR.pdf) (page consultée le 7 octobre 2009).
- LABURTHE-TOLRA P., 1998, *Critiques de la raison ethnologique*. Paris, PUF.
- LEAVITT J., 1992, « Cultural Holism in the Anthropology of South Asia: The Challenge of Regional Traditions », *Contributions to Indian Sociology*, 26, 1: 3-49.

- LÉVI-STRAUSS C., 1958, « Histoire et ethnologie (I) »: 3-33, in C. Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*. Paris, Plon.
- LEWIS O., 1968, « Introduction »: 3-30, in O. Lewis, *A Study of Slum Culture. Backgrounds for La Vida*. New York, Random House.
- LEWIS O., 1969 [1968], « Post-Face »: 769-813, in O. Lewis, *La Vida*. Paris, NRF.
- LEWIS O., 1975, « The Setting »: 1-19, « A Day in a Mexican Village: The Martinez Family »: 21-57 et « On the Edge of Mexico City: The Sanchez Family »: 210-92, in O. Lewis, *Five Families. Mexican Case Studies in the Culture of Poverty*. New York, Basic Books.
- LOMNITZ L. A., 1977, « Introduction »: 1-14, « Shantytown Economy »: 63-91 et « Conclusions »: 207-13, in L. A. Lomnitz, *Networks and Marginality. Life in a Mexican Shantytown*. New York, Academic Press.
- MALKKI L., 1996, « Speechless Emissaries: Refugees, Humanitarianism and Dehistoricization », *Cultural Anthropology* 11, 3: 377-404.
- MALRAUX A., 2005 [1946], *La condition humaine*. Paris, Gallimard.
- MARX K. et F. Engels, 1996 [1848 et 1867], « Excerpts From *Capital* and *Communist Manifesto* »: 149-64, in C. Roe Goddard (dir.), *International Political Economy. State-Market Relations in the Changing Global Order*. Londres, Boulder.
- MARX K., 1965 [1845-46], *L'idéologie allemande*. Paris, Éditions sociales.
- MBDA (*Mongolian Business Development Agency*), Eco-Minex International Ltd et Murray Harrison Ltd, 2003, *Ninja Gold Miners of Mongolia. Assistance to Policy Formulation for the Informal Gold Mining Sub-Sector in Mongolia. Final Report*. Oulan-Bator, MBDA, Eco-Minex International Ltd et Murray Harrison Ltd.
- MERCY CORPS, 2007, *Rural Agribusiness Support Program Mid Term Evaluation Report*. Oulan-Bator, Mercy Corps.
- MICHEL S. et M. Beuret, 2008, *La Chine africaine. Pékin à la conquête du continent noir*. Paris, Grasset.
- MONGOLIE, 1997, *Minerals Law of Mongolia*. Oulan-Bator, Mongolie.
- MONGOLIE, 2006, *Minerals Law of Mongolia*. Oulan-Bator, Mongolie.
- MOORE B. Jr, 1978, *Injustice. The Social Bases of Obedience and Revolt*. New York, M. E. Sharpe.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris, APAD-Karthala.
- ORTIZ L., 2009, « La relance par l'or, un rêve californien ». *Libération* (Paris), 14 avril: 14.
- PICKERING A. et A. Stephanides, 1992, « Constructing Quaternions: On the Analysis of Conceptual Practice »: 159-65, in A. Pickering (dir.), *Science as Practice and Culture*. Chicago, University of Chicago Press.
- PICKERING A., 1992, « From Science as Knowledge to Science as Practice »: 1-14, in A. Pickering (dir.), *Science as Practice and Culture*. Chicago, University of Chicago Press.
- PNUD (Programme des Nations-unies pour le développement), 2000, *Human Development Report Mongolia 2000. Reorienting the State*. Oulan-Bator: PNUD.
- PNUD (Programme des Nations-unies pour le développement), 2003, *Human Development Report Mongolia 2003. Urban-Rural Disparities in Mongolia*. Oulan-Bator, PNUD.
- PNUD (Programme des Nations-unies pour le développement), 2005, *Economic and Ecological Vulnerabilities and Human Security in Mongolia*. Oulan-Bator, PNUD.

- PNUD (Programme des Nations-unies pour le développement), 2007, *Mongolia Human Development Report 2007. Employment and Poverty in Mongolia. Executive Summary*. Oulan-Bator, PNUD.
- PRICE D., 1989, *Before the Bulldozer. The Nambiquara Indians and the World Bank*. Washington (D.C.), Seven Locks Press.
- RADCLIFFE-BROWN A., 1962 [1955] « On the Concept of Function in Social Science »: 178-204, in A. Radcliffe-Brown, *Structure and Function in Primitive Society*. New York, Free Press.
- ROSSABI M., 2005, *Modern Mongolia. From Khans to Commissars to Capitalists*. Berkeley, University of California Press.
- RUFIN J.-C., 2004, *Globalia*. Paris, Gallimard.
- RUPEN R., 1979, *How Mongolia is Really Ruled. A Political History of the Mongolian People's Republic 1900-1978*. Stanford, Hoover Institution Press.
- SAHLINS M., 1976, « Marxism and Two Structuralisms »: 1-54, in M. Sahlins, *Culture and Practical Reason*. Chicago et Londres, University of Chicago Press.
- SCHEPER-HUGHES N., « Min(d)ing the Body: On the Trail of Organ-Stealing Rumors »: 33-63, in J. McClancy (dir.), *Exotic No More: Anthropology on the Front Lines*. Chicago, University of Chicago Press.
- SCOTT J. C., 1985, *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven et Londres, Yale University Press.
- SDC (Swiss Agency for Development and Cooperation), 2009, « The law of Mongolia Artisanal and Small-Scale Mining ». En ligne. [http://www.deza.ch/ressources/resource\\_en\\_177934.pdf](http://www.deza.ch/ressources/resource_en_177934.pdf) (page consultée le 28 novembre 2009).
- SEN A., 2000, « Richesse et pauvreté »: 149-68, in A. Sen, *Repenser l'inégalité*. Paris, Seuil.
- STEWART J., 1977, « Evolutionary Principles and Social Types »: 68-82, in J. Stewart, *Evolution and Ecology*. Chicago, University of Illinois Press.
- SWARTZ M. J., V. W. Turner et A. Tuden, 1966, *Political Anthropology*. Chicago, Aldine.
- TAYLOR A.-C., 1988, « Les modèles d'intelligibilité de l'histoire »: 153-193, in P. Descola et al., *Les idées de l'anthropologie*. Paris, Armand Colin.
- TUCCI G. et W. Heissig, 1973 [1970], *Les religions du Tibet et de la Mongolie*. Paris, Payot.
- UNFPA (Fonds des Nations-Unies pour la Population), 2007, *Socio-Economic Situation of Informal Gold Miners and Their Need for Social Services. Survey Report*. Oulan-Bator, UNFPA.
- USGS (United States Geological Survey), 2009, « 2007 Minerals Yearbook Mongolia (Advance Release) ». En ligne. <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2007/myb3-2007-mg.pdf> (page consultée le 21 novembre 2009).
- VILLA-VICENCIO C., 2004, « Oubli, mémoire et vigilance »: 319-37, in B. Cassin, O. Cayla et P.-J. Salazar (dir.), *Vérité, réconciliation, réparation*. Paris, Seuil.
- WACQUANT L., 1993, « De l'Amérique comme utopie à l'envers » suivi de « The Zone »: 263-316, in P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*. Paris, Seuil.
- WALLERSTEIN I., 1990, « L'Occident, le capitalisme et le système-monde moderne », *Sociologie et sociétés*, 22, 1: 5-52.

- WALLERSTEIN I., 1996, « Dependence in an Interdependent World »: 176-90, in C. Roe Goddard (dir.), *International Political Economy. State-Market Relations in the Changing Global Order*. Londres, Boulder.
- WALLERSTEIN I., 1999, « Après le libéralisme? »: 13-23 et « Les contradictions insurmontables du libéralisme: les Droits de l'homme et les droits des peuples dans la géoculture du système-monde contemporain »: 163-209, in I. Wallerstein, *L'après-libéralisme. Essai sur un système-monde à réinventer*. Paris, L'Aube.
- WINSLOW D., 1997, « Anthropology and Structural Adjustment Programs »: 197-208, in R. E. Blanton *et al.* (dir.), *Economic Analysis Beyond the Local System*. Lanham, New York et Londres, University Press of America.
- WWF (*World Wildlife Fund*), « ГЭЭГДЭГСЭД » [Geegdegsed: Les Perdus] (documentaire vidéo). Oulan-Bator (communication personnelle).

